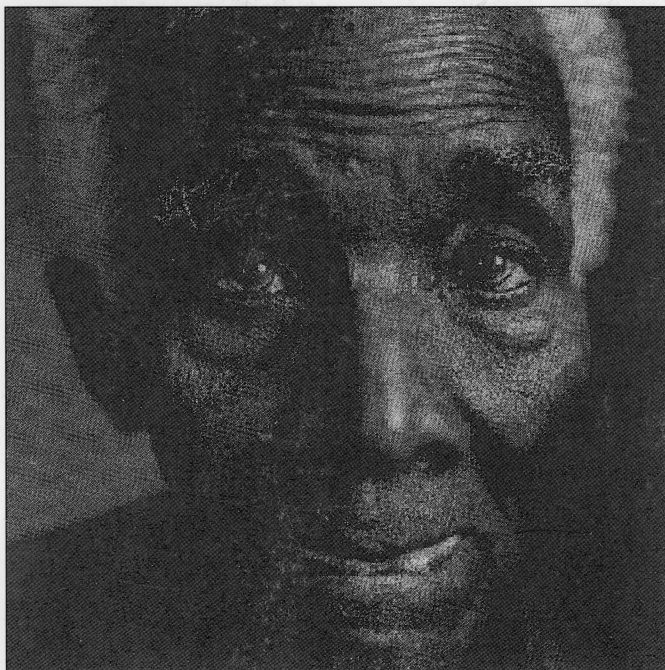


cahiers

LEON TROTSKY



Ludvik Hass Le trotskysme en Pologne avant 1945

John Archer C.L.R. James en Grande-Bretagne

Ted Crawford Nils Kaare Dahl

Nils Kaare Dahl La tragédie norvégienne

Paolo Brini Bas les pattes devant Antonio Gramsci !

Pierre Broué L'Internationale Communiste et les Brigades internationales

78

novembre 2002

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des Cahiers :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 45 €, 53 € et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 23 €

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 45 €

• Etranger : 4 Nos (1an) 53 €

• France : 8 Nos (2ans) 90 €

• Etranger : 8 Nos (2ans) 106 €

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 60 €

• Etranger : 4 Nos (1an) 68 €

• France : 8 Nos (2 ans) 120 €

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 132 €

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de 7 € pour les abonnés (prix public de 12 €) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 90 € (+ 7 € de frais de port)

Moyenne collection du N° 1 au 40 : 230 € (+ 12 € de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 75 : 380 € (+ 16 € de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en euros sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 15 €.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 7 € (frais de change)

et tout paiement sur une banque étrangère de 7 € (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers

LEON TROTSKY

n° 78

Novembre 2002

Présentation 3

ARTICLES ET ÉTUDES

Ludvik Hass

— Le trotskysme en Pologne avant 1945 5

John Archer

— C.L.R. James en Grande-Bretagne (1932-1938) 53

Ted Crawford

— Nils Kaare Dahl 71

Nils Kaare Dahl (résumé de Miles Jones)

— La tragédie norvégienne 79

Paolo Brini

— Bas les pattes devant Antonio Gramsci ! 89

Pierre Broué

— L'Internationale Communiste et les Brigades internationales 105

— Exil et terre d'asile 119

LES DÉPARTS

— Robert Chéramy 127

Photo de couverture : C.L.R. James (1901-1989). Voir l'article de John Archer,
p. 53

Présentation

Les *Cahiers* ont emprunté à *Revolutionary History* un article de **John Archer** sur les années britanniques de la formation de **C.L.R. James** : fragment d'une biographie longtemps rêvée mais pas achevée. Et pour nous aussi un hommage supplémentaire à notre vieil ami John Archer, historien et militant. Son érudition et son immense talent font revivre, à travers le conflit, les trois groupes principaux des trotskystes britanniques à cette époque et les problèmes posés par l'entrisme : ses contradictions et les rêves qu'il nourrit.

Nous avons à plusieurs reprises abordé la question de la politique militaire du prolétariat dans des articles historiques, et notamment nous avons parlé déjà du rôle militaire du dirigeant norvégien **Nils Kaare Dahl** et nous y revenons ici à la demande de lecteurs intéressés.

Nous publions donc, pour répondre cette demande, une biographie de NK Dahl par **Ted Crawford** et un résumé de son livre sur la guerre par **Mike Jones**.

Une correspondance d'Italie, nous a été adressé par un camarade ouvrier de Modène, **Paolo Brini**, responsable dans le syndicat CGIL des métallos. Exemple rare et précieux du travail militant, partie de cet « intellectuel collectif » cher à Gramsci. Nous espérons qu'il aura beaucoup d'émules.

Nous publions aussi une communication sur les Brigades internationales faite il y a plusieurs années dans un colloque genevois par notre camarade **Pierre Broué**.

Ludvik Hass

Le trotskysme en Pologne avant 1945

Jamais le climat n'a été plus favorable à l'étude de l'histoire du trotskysme en Pologne, plus exactement la poursuite du bolchevik-léninisme. Après 1956, l'historiographie du mouvement ouvrier polonais, tout en ramenant à la surface dans la mémoire de la société les noms de quelques communistes qui ont été victimes du stalinisme, et pour la même raison, a soigneusement recouvert toutes les traces de leurs rapports avec le trotskysme et même délibérément nullement mentionné certains de leurs noms. Il n'est pas étonnant que, même dans les années 80, on puisse trouver dans les pages des journaux et quelques écrits, non seulement de la vieille génération, mais aussi de la jeune, d'idées sur le trotskysme bien éloignées de l'ombre même de l'honnêteté d'un chercheur.

Les manieurs de plume de l'usine du CC du POUP, des gens comme **Janusz Janicki** sont devenus experts de toutes les sortes de gauchisme sur une longue période et continuent impunément à roder tout autour. Certains historiens, par exemple comme **Mieczyslaw Szyszka**, qui ont discuté les conceptions de Trotsky, ont eu « *une mauvaise influence sur le développement du mouvement syndical international et l'ont fait par l'intermédiaire de l'agence de groupes opportunistes* ». Il lance ça sans la moindre citation ni référence et dans le manuel de **Marek Pazdziora**, on informe les étudiants des « *conspirations trotskystes en URSS au cours des années 30* ».

Il n'est pas surprenant que même **Mikhaïl Gorbatchev** dans son discours pour le 70e anniversaire de la Révolution d'Octobre, ait fait référence à Trotsky comme un politicien rusé contre qui le noyau dirigeant du parti guidé par Staline a défendu le léninisme dans une lutte idéologique « *parce que le trotskysme est un courant politique dont les idéologues [...] sont en fait sur les positions capitalistes* »¹.

Le correspondant à Moscou de *Trybuna Ludu* dans la première moitié de 1988 maintenait ses lecteurs dans la croyance de la permanence de ce système de pensée et de valeurs et prenait avec soin dans la presse soviétique toute voix lui donnant raison mais aucune le contredisant. Ainsi en règle générale, tous les historiens plus ou moins progouvernementaux qui ont étudié le mouvement ouvrier polonais dans la période de l'entre-deux guerres, se sont bornés à des affirmations générales au sujet de la lutte du PC polonais contre le trotskysme en gardant le silence sur le fait qu'il existait une organisation défendant ces idées-là. Son nom, « bolchevik-léniniste », a probablement été mentionné dans un seul travail et dans le contexte d'une publication de la déclaration sur la dissolution du PCP à l'été 1938. C'était la limite de ce qu'ils reconnaissaient, et, même encore, ce fut passé sous silence par un chercheur qui s'est plusieurs fois occupé de la destruction du PCP, même s'il écrivait à une époque où l'on ne se plaignait pas de l'intrusion du censeur. Un autre chercheur, et à d'autres égards chercheur honnête, n'a pas éprouvé le besoin de se familiariser avec la littérature occidentale là-dessus même quand elle était accessible dans son pays et a répété sans la moindre réserve les inventions des faussaires soviétiques. Dans un tel climat, la discussion du 26 mai 1988 organisée par le comité de rédaction du mensuel *Z pola walki* (Du champ de bataille) appelée « *Le trotskysme dans le mouvement ouvrier* » est devenue un événement important bien que le retard de sa publication ait signifié qu'il n'influençait pas notre historiographie.

Bientôt non seulement la situation politique a changé complètement mais aussi le climat spirituel dans les cercles intellectuels. Quand les arguments staliniens contre les trotskystes manquèrent totalement, une autre variété d'anti trotskysme apparut, comme en URSS. Il s'agit de l'idée simple selon laquelle, par essence, Trotsky et les trotskystes ne diffèrent guère de Staline et des siens ; en fait, ils sont presque les précurseurs et s'ils avaient pris le pouvoir, ils auraient fait comme eux, sinon de façon plus cruelle et plus fanatique. Ce n'est

pas nouveau et le prêtre **Michal Poradowski** qui vit à l'étranger, l'avait déjà expliqué à sa manière il y a quelques années.

On comprend que l'histoire du trotskysme en Pologne ait été étudiée plus sérieusement par des étrangers à l'*establishment* du pays. Ce qui était probablement la première information à l'adresse des lecteurs polonais a été donné dans une interview en 1957 par **Isaac Deutscher** qui n'avait pas eu jusque là l'occasion de les toucher. Ce fut un peu élaboré par **M.K. Dziewanowski**². Trois décennies passèrent avant la parution de nouvelles publications par des membres de la IVème Internationale. [L'auteur cite ici les écrits de Trotsky, *Writings* en anglais, *Œuvres* en français, les revues *Revolutionary History*, *Cahiers Léon Trotsky*, *Cahiers du CERMTRI*, ainsi que le reprint du *Biulleten Oppositsii*. Il faudrait ajouter aujourd'hui les *Cahiers du Mouvement ouvrier*].

Les débuts

À l'automne 1923, une opposition a commencé à se former dans le PCR(b) qui, à la différence des précédentes, devint permanente en donnant naissance à un nouveau courant communiste qui exista dès lors à l'échelle internationale et fut connu sous le nom de « *trotskyisme* » parce que la première initiative sérieuse pour le former a été prise par **Léon Trotsky** le N° 2 d'Octobre 1917.

La férocité des attaques lancées contre lui par la « *troïka* » dirigeante – **Zinoviev, Kamenev, Staline** – à l'intérieur du PCR(b) attira l'attention des directions des autres partis communistes bien au-delà du vrai sujet de désaccord. Le CC du parti français a donné instruction à son représentant à l'exécutif de la Comintern d'essayer de persuader la direction du PCR(b) dans laquelle un des points était « *la situation dans le PCR (b)* ».

Evitant de prendre position sur le sujet du désaccord, la lettre se bornait à déclarer:

« Pour notre parti, pour toute l'Internationale, et pour tout le prolétariat mondial, le nom du camarade Trotsky est indissolublement lié à la Révolution d'Octobre victorieuse, l'Armée rouge, le Communisme et la révolution mondiale ».

Elle exprimait aussi des réserves sur la forme aiguë que prenait le conflit interne au parti. L'inspiration derrière ce document émanait d'un groupe qu'on appelait les « *Quatre W* » (Adolf Warski, Wera Kostrzewa-Koszutka, Henryk

Walecki et Eduard **Weber-Prochniak**³) qui à cette époque étaient basés à Moscou et qui assistaient à la lutte depuis le début. A la différence de la majorité des militants communistes dirigeants, ils ne réalisaient pas son énorme importance pour la direction du développement de l'URSS et du mouvement communiste international ; ils le considéraient plutôt comme une rivalité entre dirigeants trop ambitieux.

L'idée des quatre était fondamentalement que la tâche la plus importante et peut-être pas très compliquée, serait de faire en sorte que tous les dirigeants en conflit prennent la décision de traiter cette question de façon confidentielle et n'informer ni la base, ni les cadres inférieurs.

C'est pourquoi le plénum du CC du PCO⁴ de Pologne qui vota sur cette lettre, l'a considérée comme confidentielle et adopta cette attitude. Ce n'est qu'en langue ukrainienne, dans *Nache Pravda*, organe du PC d'Europe occidentale du PCO qu'on fit paraître en janvier 1924 un article qui présentait calmement et sans excès les idées des deux camps. Mais comme le cercle des membres du PCO était limité et ne devait obtenir toutes informations sur ce qui se passait dans le parti soviétique que, presque exclusivement, de la presse non communiste (ou plutôt anticommuniste) les effets de cette lutte interne ne pouvaient pas être de grande dimension. Apparemment, en fin 23, un district de Varsovie du PCO soutenait Trotsky. Mais c'est que **L. Domski-Stein**⁵ était un adversaire déterminé de la ligne politique du PCO et de son groupe dirigeant, les sympathisants de Varsovie de Trotsky ne pouvaient guère trouver de solution dans la masse désorientée des membres du parti, et, au moins en apparence, ce groupe disparut de la vie du parti.

En Pologne, la situation avait tourné autrement qu'en certains endroits comme la France. Là, **Boris Souvarine** et **Pierre Monatte** furent écartés de la direction puis du parti lui-même, pour avoir soutenu Trotsky en 1924, comme **Robert Louzon** qui quitta lui aussi le parti par solidarité avec eux⁶. Parmi eux **Léon Purman** la considérait encore comme juste. Mais ceux qui avaient soutenu les 4 W essayaient désormais de démontrer leur exceptionnelle servilité à la fraction stalinienne dans la direction du PCR et en avaient besoin pour montrer leur conversion au bolchevisme international de type stalinien; Peu à peu cependant, ils allèrent plus loin dans leur critique de Trotsky et même dans les

pages de *Nowy Przegląd*, l'organe théorique du parti, on ne pouvait trouver sur lui que des critiques de plus en plus hypocrites et calomnieuses.

C'est ainsi que commença la chasse aux sorcières contre des trotskystes largement imaginaires – et de dirigeants supposés les protéger. De toute évidence, les auteurs de la lettre de décembre ne furent pas épargnés. Déjà, en juillet 1924, peu après leur révocation de la direction du PCO par décision de la commission polonaise du Ve congrès de l'Internationale communiste, on convoqua à Moscou une réunion de « *communistes polonais responsables* », qui assuraient des fonctions responsables dans l'appareil du parti et du mouvement qui a caractérisé « *le discours du camarade Trotsky [...] comme une attaque contre le léninisme et l'actuelle direction du parti et de l'Internationale communiste* ».

Au point 4 de la déclaration de cette réunion, on mentionnait les tentatives de Warski de « *blanchir ses compagnons, les trotskystes Kostrzewa et Walecki* ».

En dépit des déclarations toujours plus dures de Trotsky et des oppositionnels proches de lui, à partir de la XIIe conférence du PCR (b), du 16 au 18 janvier 1924, malgré les réunions, les conférences et rassemblements qui suivirent, malgré la révocation des oppositionnels de leurs positions dans le parti et l'Etat, l'Opposition de gauche comme on commençait à dire, n'a pas connu le destin des oppositions antérieures et a disparu. Dans ses documents, elle accentuait et développait sur le plan théorique sa critique du stalinisme et de sa politique en URSS et dans le mouvement communiste international.

Malgré l'offensive contre le trotskysme commencée au 5e congrès de l'IC (17 juin-8 août 1924) dans certains PC étrangers, apparurent des groupes d'opposition dans certains, le français et l'allemand puis le parti tchécoslovaque. Il n'y avait rien de tel dans le PC de Pologne, lequel devient en 1925 le PCO, mais quelques communistes en poste en URSS ou s'y trouvant temporairement dans le PCR (b) – apparemment nombre d'enseignants polonais dans l'Université communiste pour les minorités nationales d'Occident à Moscou et dans les cours du parti organisés par la Comintern – sympathisaient ouvertement avec la Nouvelle Opposition de Zinoviev et de Kamenev, fondée en octobre 1925 et qui constitue avec l'Opposition de gauche l'Opposition unifiée en avril 1926.

Parmi les signataires de la déclaration des 46, du 25 octobre 1923, qui a donné naissance à l'opposition autour de Trotsky, se trouvait un métallo de Wyrowo, actif depuis 1907, **Wladyslaw Kossior**⁷, un des trois frères militants, ayant eu des responsabilités dans l'Armée rouge et les syndicats. Moins de quatre ans plus tard, il allait signer la Déclaration des 84, la lettre du 27 mai 1927 de l'OU au CC du PCR (b).

Autre signataire : **Regina Budzinska**, qui militait depuis la fin de 1914 dans le SDKP iL à Lodz et Varsovie, plus tard au PCO et vivait depuis 1920 en Russie après un échange de prisonniers politiques. Elle avait eu des postes dans l'appareil du PCR (b), dans des organisations polonaises et avait vécu quelques mois dans l'illégalité en Pologne en 24-25 en tant que membre du secrétariat

Deux autres membres du secrétariat en question, Donski-Stein et **Zofia Osinska Ounschlicht** ajoutèrent leurs signatures au bas de ce document. Ils furent tous deux rappelés à Moscou fin 1925, et, à partir de ce moment, interdits de Pologne. Avec eux, le fils de l'écrivain **Stanislaw Przybyszewski**, le talentueux musicien **Boleslaw Przybyszewski**, participant à Octobre, soldat de l'Armée rouge, enseignant à l'Université communiste pour les minorités nationales en Occident et observateur à la IVe conférence du PCP du 23 novembre au 23 décembre à Moscou. Tous les quatre rejoignirent la Nouvelle Opposition.

La participation des communistes polonais à cette tâche de l'opposition communiste soviétique trouva un écho au 4e congrès du PCP du 22 mai au 9 août 1927 dans le village de Sadovo-Soukharevskaye près de Moscou. Absent de ce congrès quoique pas de leur plein gré, Donski et Osinska s'adressèrent à lui en juillet par une longue lettre. Ils soutenaient l'idée comme ce qu'ils appelaient la Gauche léniniste internationale sur la situation en URSS et internationale. Le congrès n'y fit pas attention car toute l'énergie des délégués était concentrée sur la lutte entre la fraction de la « majorité » du PCP dirigée par Warski et Kostrzewa et la fraction de la « minorité » dirigée par **Julian Lenski-Leszczynski**⁸. Ce conflit interne, obscur et stérile pour beaucoup, l'était parce qu'aucune des deux fractions n'avait le courage de dire que « *la source évidente* » de « *l'erreur de mai* », le soutien du PCP au coup d'Etat de **Pilsudski**⁹ en mai 1926, était précisément la stratégie de l'Internationale communiste. Au lieu de cela, ils s'accusaient l'un l'autre de trotskysme ou de le

soutenir tout en s'en dissociant. Ce congrès fut particulièrement agité et sans doute le plus long et le plus difficile de l'histoire du PCP et se réunit à un moment où la lutte contre l'Opposition russe était à son apogée. Il ne se donna qu'une demi-journée pour bien la traiter presque sans discussion, adopta la résolution stalinienne officielle sur cette question. Dans le pays, aucune des organisations du PCP, de la jeunesse communiste de Pologne, ni les dirigeants d'aucune organisation de base n'exprimèrent de doute sur la façon dont on avait réglé la question de l'opposition dans le PCR (b) au cours du mois d'après congrès. Mais pour les communistes ces questions n'étaient pas sans importance.

Le 15e Congrès du PCR(b) du 2 au 17 décembre 1927 prit une décision et exclut du parti 75 dirigeants de l'Opposition et 23 autres oppositionnels et décida aussi que la solidarité avec les idées des exclus était incompatible avec l'appartenance au parti. Sur cette base, des milliers d'oppositionnels furent immédiatement exclus du PCR(b), y compris les Polonais signataires de la déclaration des 84 et la plupart furent exilés. Le 17 janvier 1928, Trotsky et sa famille ont été exilés de Moscou à Alma-Ata, l'Union de la jeunesse approuvait la répression et la seconde sortit même une brochure spéciale imprimée d'abord dans la *Pravda* du 2 décembre 1927 ne contenant que les résolutions et documents du congrès contre l'Opposition et un article intitulé « La section polonaise de l'Opposition mondiale », par Walecki, qui dirigeait depuis 1924 le département polonais de l'IC. C'était une violente attaque contre les quatre Polonais signataires de la déclaration des 84, quoique sans nommer Kossior.

Peu après, fin janvier ou février, parut un appel intitulé « *Un Mot aux ennemis internes du communisme* » adressé « *au prolétariat révolutionnaire polonais des villes et des campagnes* ». C'était une protestation passionnée, indignée, contre les coups récemment portés à l'Opposition en URSS et critique du développement de la situation, après la mort de Lénine, quand le gouvernement était tombé aux mains « *des COM - canailles et des crapules contre lesquels Lénine avait mis le parti en garde* » ; il y était question aussi des directives de la Plate-forme « *des conseils d'usine supprimés, des ouvriers livrés aux petits chefs et aux bureaucrates en chef* » ainsi que de la répression :

« Le héros de la révolution communiste, emprisonné si longtemps et si souvent dans le passé sous le tsar, a été exilé et l'architecte du premier traité de paix soviétique, Joffe, s'est suicidé d'une balle dans la tête. Kamenev aussi est en exil,

comme Zinoviev et Radek et des centaines et milliers de communistes qui ont prouvé leur attachement à l'idéal communiste de lutte, pourrissent dans les mêmes prisons qu'ils ont d'abord connues en tant que prisonniers du régime tsariste ».

Les auteurs disaient, sans souci des dangers :

« Nous ne nous arrêterons pas de lutter pour l'idéal communiste, pour le Testament du chef de la révolution - Lénine -, nous ne nous arrêterons pas de dénoncer les blessures infligées au prolétariat russe et à la Russie communiste par la politique koulak de Staline.

Cet homme tient aussi le prétendu PC polonais qu'il gouverne en dictateur, corrompant par l'argent, démoralisant et chassant tous les communistes d'esprit indépendant tout en corrompant celui qu'il avait personnellement corrompu - Warski-Warszawski. A lui, nous demandons "Qu'est-il arrivé aux révolutionnaires polonais fidèles aux principes de Lénine, qui ayant confiance en Staline, sont allés à Moscou? Qu'est-il arrivé à Domanski Domski ?". Ce combattant sans peur a été exilé par Staline. »

L'appel retentit :

« A l'attaque conjointe du capital international et du koulak Staline, le prolétariat révolutionnaire polonais doit répondre par une action révolutionnaire renouvelée ».

Les auteurs du premier document trotskyste polonais – signé « *Fraction trotskyste polonaise* » – restèrent anonymes comme leurs prédécesseurs. Comme eux ils étaient partisans de Domski et c'est peut-être pourquoi ils rompirent avec le PCP et – à en juger par le style et la langue du document – semblent avoir été plutôt des militants ouvriers instruits que des responsables. La rhétorique schématique de la polémique dans les publications du PCP leur était étrangère. Ils étaient devenus trotskystes spontanément et n'avaient aucun lien avec des groupes étrangers organisés des oppositionneri à boycotter la liste communiste officielle dans les élections de mars au parlement, en particulier ses dirigeants – Warski et Sochacki¹⁰ – et aussi le mot d'ordre « *Vive la IVème Internationale Communiste* » inconnu alors de l'opposition de gauche organisée¹¹.

Ce groupe ne laissa aucune trace. A peu près à la même époque, le trotskysme trouva des sympathisants à l'intérieur du PC d'Ukraine occidentale. Il s'agissait de **Roman Kuzma (Turianski)** et de **Pantelejmon Krajkiwski**, tous deux membres du groupe dirigeant qui, après des désaccords sur la question nationale là et en Ukraine soviétique, imposa une scission dans le PCEO en mi-janvier 1928. En 1929, ils déclarèrent que, sur un certain nombre de questions

« nous sommes solidaires de l'opposition trotskyste » mais à d'autres moments, ils nièrent tout de l'organisation et soulignèrent les divergences de leurs positions avec elle. Cependant ils insistaient aussi sur le besoin d'une discussion avec les représentants de Trotsky afin de soumettre leurs idées à une critique marxiste. L'aile officielle du PCVO, comme tous les autres partis de l'Internationale communiste, rejeta toute possibilité d'une discussion importante avec l'opposition.

En dépit de la position anti-trotskyste officielle du PCP, dans le cercle étroit des intellectuels à partir de la fin des années 20, il existait réellement un intérêt pour les idées et les écrits de Trotsky. Quelques-uns comme le poète **Wladimir Broniewski** et d'autres comme le poète et critique littéraire **Edward Boyé**, jouèrent là les intermédiaires.

Ces sentiments et dissentiments anti-staliniens ne trouvèrent pas d'expression organisationnelle ou une objection permanente à la ligne politique du PCP, parce que les membres du parti, du fait de la situation politique dans le pays, étaient obligés d'agir dans l'illégalité et en même temps se trouvèrent sous le contrôle direct des cadres staliniens, plus serré encore qu'ailleurs. Toute tentative d'opposition aurait signifié mener une activité politique double surveillée par la police polonaise et les gens de Staline.

Dans cette situation, alors que tous les autres groupes politiques étaient résolument anti soviétiques, on pouvait facilement les accuser de motifs anti communistes et opportunistes. Outre les empêcheurs d'organiser une opposition, de douloureuses conséquences pouvaient leur être prédites. Dans l'activité clandestine, l'exclusion du parti est, pour un membre dévoué, un coup double ou triple à ce qu'il est dans une organisation légale. Cela signifiait inévitablement une rupture des rapports avec des amis très proches restés au parti. Une sorte de vide social apparaissait autour de quiconque était exclu du parti. Seuls des problèmes exceptionnellement sérieux auraient pu amener des membres du PCP à faire ce pas capital et ce ne pouvaient être que les plus déterminés et les plus attachés aux principes.

L'opposition dans le PC de Pologne

Après la victoire de Staline sur Boukharine qui avait été son allié dans la lutte contre l'opposition de gauche, à l'automne 1928, le chef de la dévouée Internationale Communiste avait déjà formulé sa conception selon laquelle « *la social-démocratie représente objectivement l'aile modérée du fascisme (...) Ces organisations ne sont pas des antipodes mais des jumelles* »¹².

Cela devint la directive stratégique pour tous les partis communistes. En juillet 1929 le 10ème plénum du CE de l'IC enseigna qu'il n'y avait aucune possibilité d'un front unique des communistes avec des organisations social-démocrates, voire des syndicats sous leur influence. Après les élections législatives en Allemagne du 12 septembre 1930, quand la croissance rapide de l'influence nazie apparut (6,4 millions de voix, 18,3%) le XIème plénum du CE de l'IC (25 mars - 13 avril 1931) conclut simplement que « *l'ensemble de développement de la social-démocratie est un processus continu d'évolution vers le fascisme et qu'il faut en conséquence une lutte victorieuse contre lui exigeant que les communistes cessent d'opposer le fascisme à la démocratie bourgeoise, et les formes parlementaires de la dictature de la bourgeoisie à ses formes ouvertement fascistes* ».

Les résolutions du XIème plénum rejetaient d'une façon catégorique toute alliance communiste-social-démocrate contre le fascisme et obligeaient les PC à « concentrer leur feu sur les social-fascistes », le terme qui leur servait à désigner les socialistes de toutes nuances. Ils appelaient aussi à construire des syndicats révolutionnaires, ce qui impliquait des scissions dans les syndicats existants.

L'opposition de Gauche opposa ces idées et cette tactique, et la conception que socialistes et fascistes étaient « *deux soutiens antagonistes de la bourgeoisie* » en proclamant au Xème plénum que « *les révolutionnaires prolétariens qui mettent tous leurs adversaires dans le même sac, ne servent à rien* ». Les communistes qui, en voyant le conflit entre fascisme et social-démocratie, le couvrent simplement de la formule insipide de « social-fascismes » ne servent à rien. Trotsky, qui avait déjà écrit en mars 1930 sur la croissance du fascisme en Europe, commenta immédiatement l'élection de septembre en Allemagne dans une brochure qui fut publiée dans plusieurs langues.

A l'intérieur du PC, des fractions rivales, « majorité » et « minorité » se concurrençaient dans la glorification de la ligne politique de l'IC et s'affrontaient dans le loyalisme à son égard. Au VIème plénum du CC du PCP tenu du 18 au 25 septembre à Berlin, la direction du parti prit le pouvoir à la « minorité » qui ne différait d'elle que par son manque de scrupules et son zèle à appliquer les directives aventuristes du CE de l'IC dans le seul but de gagner les faveurs de Staline. Le 5ème congrès du PCP du 16 au 29 août 1930 à Peterhof, près de Leningrad, durcit un peu plus le principe de l'organisation du front unique exclusivement « à la base » sans aucun accord avec les organisations du niveau le plus bas du parti socialiste polonais. Il proposa la construction d'une organisation syndicale révolutionnaire indépendante. Le 18 janvier 1931, on créa un nouveau petit conseil syndical rouge, appelé Syndicat de Gauche.

Mais un groupe de membres du PCP, témoins de la répression armée par l'Etat de groupes d'opposition et notamment du PSP, comprit bien la fausseté de la ligne politique du PCP. Ils étaient également informés des méthodes et résultats de la collectivisation de l'agriculture soviétique. Ces deux questions étaient une source de fermentations dans le parti.

La mise à l'écart de la direction du parti, avec l'appui du CE de l'IC, de Warski et Kostrzewa, aggrava encore le mécontentement des membres. A partir de la mi-29, on accéda aussi plus facilement aux documents de l'opposition de gauche et le *Biulleten Oppositsii* de l'opposition, en langue russe, commença à paraître, tandis que le Secrétariat de l'opposition de gauche était fondé lors d'une conférence, le 6 avril 1930, à Paris, par des représentants trotskystes de sept pays d'Europe et des USA, ce qui lui permit aussi d'agir dans d'autres pays de façon systématique.

Désormais, il était plus facile en Pologne à des communistes ou sympathisants de s'informer sur les idées trotskystes. Le ferment dans le PCP qui continua plusieurs années et qui, ultérieurement alimenté par des rivalités personnelles, tendit à développer d'assez claires sympathies pour le trotskysme, surtout qu'une base existait avec les traductions en polonais et en yiddish de l'autobiographie de Trotsky, *Ma Vie*. Toutes deux parurent au printemps de 1930, publiées par Biblion dont l'éditeur, **Michel Fruchtman**, avait des liens avec le PCP. Des sympathies analogues commencèrent à grandir dans les groupes d'opposition, comme certaines idées de l'opposition de gauche qui

apparurent plus tard comme le résultat d'objections formulées contre la ligne du VIème plénum et du 5ème congrès.

Finalement, c'est à la fin de 1931, qu'une authentique fraction fut constituée, opposée non seulement à toute la ligne politique, mais aussi – par essence – à l'ensemble du régime du parti. L'inspiration venait de **Hersch Sztockfisch**, le secrétaire, 40 ans, du bureau central juif du CC du PCP, un ouvrier avec un riche passé politique.

Comme étudiant en 1928-29 à l'école internationale de Moscou, il rencontra un trotskyste, eut accès à la littérature trotskyste et apprit la répression exercée par le GPU. Il était revenu en Pologne, tout à fait déterminé à dire la vérité sur l'URSS, sans rien cacher, et à militer dans les rangs de l'opposition communiste.

Avec un haut fonctionnaire du PCP, **Pawel Pinkus Minc** (pseudonyme **Alexandre**) il fonda la fraction. Ils adoptèrent un programme en trois points, exigeant un front unique avec les social-démocrates pour un combat commun contre la réaction et le fascisme, préservant ou rétablissant l'unité du mouvement syndical, et une lutte contre le contrôle bureaucratique du PCP et pour la démocratie intense dans le parti. La plate-forme de la fraction leur permit d'attirer non seulement des trotskystes (bolcheviks, léninistes) mais aussi des sympathisants de l'opposition de droite dans le PCR (b) et l'IC, c'est à dire ceux qui soutenaient Boukharine et **Brandler** et leur variante polonaise, Warski et Kostrzewa (cette dernière hésitante). La propagande des idées et l'agitation reposant sur cet accord, gagnèrent nombre de militants et sympathisants à la fraction, surtout à Varsovie. Après le premier succès d'organisation, un haut fonctionnaire du parti **Abram Pflug** (Abe Czazny), un ouvrier de la bonneterie, rejoignit aussi la fraction, avec un petit groupe de ses partisans.

Trotsky et le secrétariat international de l'opposition de gauche, commencèrent à faire attention à la Pologne. Avec la participation de **Kazimierz Badowski**, membre du PCP depuis 1925, responsable à Poznan et Zaglebie Derbrowskie qui devint trotskyste alors qu'il était étudiant en Belgique : c'est là que fut publié le premier numéro du journal trotskyste *Proletariat*, au printemps 1932. L'absence de la moindre information sur la Pologne indique que ses éditeurs n'avaient aucun contact avec le pays. Les matrices du journal préparées à Bruxelles, introduites par Badowski, en Pologne où l'on en faisait des copies

que l'on diffusait dans certaines localités. Badowski s'installa à Cracovie où il commença son activité de trotskyste. En même temps, le centre trotskyste international envoya en Pologne **Szłome Erlich**, tanneur originaire de Bedzin, qui avait vécu quelque temps en Suisse où il avait rejoint l'opposition de gauche en 1931. Il milita aussitôt très activement avec la fraction. Ces premiers militants, directement liés au SJ, abandonnèrent vite les éditions biblio, – ou peut-être Fruchtman, qui travaillait aux questions d'édition avec la direction du PCP, ne voulut ou ne put pas les aider encore plus. Bien que les traductions polonaise et yiddish du premier volume de ***L'Histoire de la Révolution russe*** de Trotsky aient été publiées par Biblion en mars 1932, le volume suivant parut dans une nouvelle maison d'édition, **Era** à la mi-juin. Cette dernière devint **Nowa Era** quelques mois après et se concentra exclusivement sur la publication des œuvres de Trotsky. A partir de 1931, les trotskystes publièrent trois éditions de leur programme à la fin de l'année, dans lesquelles Trotsky avertissait – plus de 18 mois avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler – que la politique des staliniens comme celle des social-démocrates préparaient la victoire des nationaux-socialistes au cœur de l'Europe. Vers la fin de 1931 ***La Maladie infantile du Communisme*** de Lénine parut chez Nowa Era, avec une préface spécialement écrite pour cette édition par Trotsky. Ce travail fut publié à cause de l'intérêt du sujet puisqu'il était du début à la fin une grande accusation contre toutes sortes de théories de « **puits de science** » y compris ceux de l'IC et du PCP. Ce thème du moment était aussi souligné dans la préface. En Pologne, journaux et brochures de l'opposition de gauche étaient diffusés en russe, allemand et français que comprenaient certains groupes ouvriers.

L'intransigeance du PCC sur la question du front unique et du « **social-fascisme** » ainsi que sa tactique en direction des syndicats contribuèrent beaucoup aux succès de la fraction. Elle gagna des groupes entiers dans certains des syndicats de gauche de la capitale, les ouvriers du textile et ceux de la chaussure et aussi dans l'UJCO. Au milieu de l'année, il y avait cinq groupes – deux à Varsovie et un en banlieue, un à Lodz et un à Zaglebie Dabrowskie. Deux journalistes du centre de littérature légale et illégale du PCP, **Artur Redler** et **Isaac Deutscher**, travaillaient beaucoup avec la fraction. Le premier, membre du parti depuis 1926 n'était pas impliqué du point de vue émotionnel dans le conflit entre « majorité » et « minorité » qu'il pouvait quant à lui

considérer d'un œil critique. Il était resté en URSS en 1931, où il avait été envoyé par le CCP comme le grand intellectuel dirigeant attendu, était revenu très inquiet et aussi déçu, bien que pas totalement. De retour en Pologne, il devint membre permanent et influent du comité de rédaction de *Le Mois littéraire*, officieux et publié légalement, et un des éditeurs du journal culturel et littéraire yiddish *Literarysze Trybune*, également légal, dirigé par Sztockfisch lui-même.

Au printemps de 1932, Deutscher publia, probablement dans *Literarysze Trybune*, un long article dans lequel il critiquait ouvertement la ligne du parti et exigeait la construction d'un front unique des partis ouvriers et des syndicats communistes et social-démocrates pour le combat en commun contre le fascisme et particulièrement le nazisme. Peu après, un autre de ses articles, « *Di tswelfte Sztunde* » parut, Sztockfisch, informé, avait donné son accord. Il disait, comme Trotsky, que le nazisme préparait un bain de sang pour la classe ouvrière et la petite bourgeoisie démocrate en Allemagne, et que le PC allemand n'était pas suffisamment fort pour faire face à ce danger. Aussi, en dépit des vacillations et du peu de sûreté de cet allié, il faudrait s'allier au parti social-démocrate.

Le secrétariat national du CC du PCP donna immédiatement l'ordre de retirer ce journal de la vente. Mais il était si populaire que les diffuseurs ne voulaient pas le rendre. Cet incident épuisa probablement la patience de la direction du PCP qui déjà auparavant avait décidé de discipliner les dirigeants de la fraction et avait préparé les mesures nécessaires.

Il fut décidé de régler la question à une conférence spéciale convoquée en juin 1932 par le conseil de Gdansk du Bureau central juif et ceux des cadres dans le CC du PCVO, le CC du PC de Biélorussie occidentale, les plus importants des comités régionaux du PCP qui étaient responsables du travail dans la population qui parlait yiddish.

Henryk Henrykowski - Amsterdam¹³ y alla au nom du CC du PCP et le CE de l'IC envoya comme délégué **Bronislaw Bronkowski-Borthowski**¹⁴. Après deux jours de discussion pendant laquelle Sztockfisch défendit avec acharnement sa ligne politique et les idées de sa fraction, il fut décidé de le relever de sa position de secrétaire du bureau central, tandis que la question de son appartenance au parti était renvoyé à un mois et on le laissait réfléchir. Le

lendemain, dans une lettre au Comité Central, il avait déjà renforcé sa position sur les questions en discussion.

Deutscher également, avec qui les représentants du secrétariat avaient beaucoup discuté, ne retira rien de sa lettre et fut exclu du parti en juin. Avec l'idée de détruire la fraction en lui enlevant son leader charismatique Sztockfisch fut convoqué à Moscou avec **Pflug**¹⁵, peu après et on le menaça, s'il refusait, de déclencher une campagne contre lui. On avait sans doute l'intention de le garder pour toujours en URSS, comme on avait fait en 1925 avec Donski. Mais il n'avait pas peur des menaces et posa la question de ce voyage à une réunion de direction de la fraction où il justifia son refus de partir. Il fut soutenu par Erlich et Minc tandis que Pflug réagissait en quittant la fraction ; avec lui s'en allaient certains de ceux qui étaient venus avec lui, mais d'autres restaient comme le métallo **Hersch Bekierkuntz** qui était membre du bureau central juif en 28-29. Après cette récession, la Fraction devint réellement trotskyste et établit des relations avec le SJ de l'opposition de gauche.

La direction de la Fraction répondit à l'action de la direction en intensifiant son activité. Des réunions de membres du parti furent organisées à Varsovie et en province, Lodz par exemple où ses représentants présentèrent ouvertement son programme. Particulièrement actifs étaient Sztokfisch, **Artuski-Eichenbaum**, Enrich et Redler. Deutscher devint l'idéologue en chef. Les orateurs soulignaient que la direction du PCP qui persistait à mettre en avant une politique retro-gauchiste, devait être changée. Une déclaration écrite fut adressée au CC du PCP et CE de l'IC, et des signatures furent collectées parmi les membres du parti et des sympathisants fin juillet-début août. Cette unité d'action proposée entre les partis social-démocrate et communiste et d'abord en Allemagne et en Pologne, et le terme de « *social-fasciste* » était décrit comme « *stupide et antiléoniste* ». Elle soulignait en outre qu'à l'époque actuelle dominée par le capital monopoliste, la domination de l'oligarchie capitaliste (fasciste) devenait un lourd fardeau pour la petite bourgeoisie et qu'en conséquence malgré leur inconsistance, ses partis étaient obligés de s'opposer au fascisme. Elle concluait donc qu'il avait été erroné de n'avoir pas soutenu le Centre-Gauche en 1930¹⁶. Ce même document assurait également que le PPS avait cessé de soutenir la bourgeoisie comme il l'avait fait jusque là et cherchait maintenant à remplacer la dictature par la démocratie parlementaire. Il agissait

aussi dans son intérêt, puisque la victoire du fascisme signifiait l'écrasement des partis socialistes. La déclaration critiquait l'IC et sa perspective de mûrissement rapide d'une situation révolutionnaire en Pologne. Elle s'opposait donc aux appels constants du PCP à des grèves générales. Elle exigeait aussi le rétablissement de la démocratie interne dans le parti.

Des éléments de ce document et une partie de son contenu furent l'objet de fuites dans d'autres cercles, notamment dans l'intelligentsia de Varsovie qui sympathisait avec le PCP et il y eut bien des commentaires. Mais en août le secrétariat du CC du PCP déclara que ses auteurs et signataires étaient « *des agents social-fascistes non rouges* » et décida : « *Nous ne nous engagerons dans aucune discussion avec ces éléments anti-parti (...). Les organisations de la base sauront comment les traiter* ».

Tous les membres « ouverts » de la fraction, comme ceux qui étaient suspects d'y appartenir, furent exclus du parti. Le CC du PCP publia et diffusa largement dans la clandestinité une brochure intitulée « *Contre les renégats trotskystes* ».

Il les attaquait aussi dans des déclarations et des tracts. **Stefan Skulski-Marten**¹⁷ fut envoyé de Moscou avec des pouvoirs spéciaux pour combattre les trotskystes, y compris par leur extermination physique. Des groupes armés du PCP, non seulement entraient dans des réunions ouvrières organisées par la Fraction, pour les briser, mais terrorisaient aussi ses membres. Ils pénétraient de force chez eux et perquisitionnaient, comme la police. Ils voulaient probablement provoquer les victimes à se plaindre à la police ou aux tribunaux de ceux qui pratiquaient de telles intrusions, qu'ils connaissaient probablement personnellement et compromettaient ainsi les membres de la fraction devant la classe ouvrière. En même temps, ils répandaient toutes sortes de viles calomnies préparées selon les meilleures méthodes staliniennes. Aux réunions ouvrières, ils menaçaient ouvertement d'abattre certains dirigeants de la fraction trotskyste dans le PCP mais les tentatives de les compromettre ou de les effrayer n'atteignirent pas leur but ; Trotsky ne disparut pas de la scène politique.

Une organisation indépendante

Les méthodes utilisées par la direction du PCP dans sa lutte contre la tendance trotskyste à l'intérieur du mouvement communiste étaient entièrement

conformes à l'atmosphère existante dans les milieux dirigeants de l'Internationale communiste, et, prenant en compte la différence dans les situations, coïncidaient avec le poids grandissant de la répression stalinienne en URSS contre les opposants à la ligne générale du PCR (b). C'est alors qu'au 12ème plénum du CE de l'IC du 27 août au 15 septembre, cinq mois seulement avant qu'Hitler arrive au pouvoir, que « le Staline allemand » – comme on appelait ainsi **Ernst Thälmann**¹⁸ – soulignait que la lutte la plus acharnée menée par son parti l'était contre l'idée que « *l'offensive principale dans la classe ouvrière ne pouvait plus être dirigée contre la social-démocratie* ». Il qualifiait les idées de Trotsky sur la nécessité d'une action unie des partis socialistes et communistes contre le nazisme de théorie « *d'un fasciste et contre-révolutionnaire totalement failli et la plus dangereuse formulée par Trotsky au cours des toutes dernières années de propagande contre-révolutionnaire* ». Le plénum adopta totalement ses idées. Il déclara qu'il « *y avait une transition (...) vers une nouvelle série de guerres et de révolutions* »

Ces points de vue furent peu après intégralement acceptés par le 5ème congrès du PCP du 8 au 18 octobre 1932 près de Mogilev.

Ses résolutions parlaient d'une approche immédiate de la « *crise révolutionnaire* » en Pologne et rejetaient catégoriquement la « *tendance la plus dangereuse* » à « *faire une partie du chemin avec les partis social-fascistes comme alliés temporaires et couverture légale* »

Pour le congrès, toute mention du besoin d'un front unique était un signe de « *trotskyisme* ». Bien entendu, les attaques ne manquaient pas contre l'organisation trotskyste, qui, nous le verrons, avait commencé à agir comme l'opposition indépendante du PCP. Début 1933, *Nowy Przegląd* consacra un article entier à l'attaquer.

Le poids de l'article était accru par le fait qu'il était écrit par **Wiktor Zythowski**, depuis 1929 secrétaire de la commission « sécurité » du bureau politique du PCP, et si mobile vers le haut dans la hiérarchie du parti que, de toute évidence, il avait la confiance du GPU.

A l'automne 1932, les membres de la fraction trotskyste exclus du PCP formèrent une organisation politique aussi illégale que leur parti d'origine, appelée l'opposition du PCP. Cette scission effectuée avec le PCP avait son côté limité comme ses possibilités d'activité. Les dirigeants du groupe désormais

indépendant avaient été des fonctionnaires du parti qui non seulement vivaient de l'argent du parti mais aussi voyageaient en province sur son compte. Désormais ils devaient compter sur eux-mêmes et avaient besoin de nouvelles sources de revenus pour l'organisation. La ressource principale devint les souscriptions du groupe, mais ils revinrent en partie vers leurs activités et professions antérieures. Les sommes collectées par les souscriptions n'étaient pas importantes parce que les travailleurs qui les payaient souffraient aussi des conséquences de la crise. Deutscher qui travaillait comme journaliste et correcteur d'imprimerie pour les journaux, donnait à l'organisation la moitié de ses gains. En matière de politique et d'idéologie, les restrictions imposées à une fraction interne, comme de s'abstenir de critiquer publiquement le parti, n'avait plus de sens. Maintenant, comme leur nom l'indiquait, ils exigeaient publiquement la réadmission dans le PCP de tous ceux qui en avaient été exclus, pas seulement les individus mais toute l'organisation, y compris les nouveaux membres qui venaient d'en dehors du parti. Naturellement une telle réintégration aurait signifié que les idées de l'opposition avaient droit de cité dans le PCP.

L'une des premières, peut-être la toute première publication dans laquelle l'opposition du PCP présenta son point de vue sur les questions courantes cruciales du mouvement ouvrier à des cercles plus larges, fut publiée légalement début février 1933 à Varsovie dans une brochure de Deutscher en yiddish : *Aktuelle problemen fur der arbeterbewegung. An entfer Chmurnern. (Problèmes courants du mouvement ouvrier - Réponse à Chmurner)*.

Signé d'un de ses pseudonymes connus – A. Kra-Ski (Krakowski) – il discutait la position de **Chmurner**, le dirigeant de la droite du Bund¹⁹ sur des questions comme le social-fascisme et ce qu'impliquait cette notion, l'unité du mouvement syndical et la bureaucratisation des organisations ouvrières. Dans le dernier numéro, l'auteur soulignait les principes du centralisme démocratique dans le parti ouvrier au sens non stalinien du mot. Sur la question du social-fascisme, il cita le point de vue de Trotsky exprimé dans ses œuvres publiées en 1932 à Varsovie en yiddish *Wos Wajter ?* (et maintenant ?) qui fut simultanément publiée en polonais.

Le programme de l'opposition du PCP était basé sur les onze points acceptés par la conférence préliminaire de l'opposition de gauche internationale (du 4 au 8 février 1933). Il y parlait de la « *nécessité d'un travail communiste*

systématique avec les organisations prolétariennes de masse » surtout les syndicats réformistes, l'obligation de mobiliser les masses « *sous le mot d'ordre de transition* » et surtout les revendications démocratiques dans une lutte contre les rapports féodaux, l'oppression nationale et les diverses formes de dictature impérialiste de type fasciste et bonapartiste et de « *développer une ligne politique, une politique de front unique en direction des organisations de masse de la classe ouvrière* » y compris le PPS.

Les autres points demandaient l'application en pratique de la démocratie interne du parti et la condamnation sans merci du « *régime stalinien de plébiscite* », ainsi que le rejet de la théorie du social-fascisme, reliée à elle, comme l'une aidant d'un côté le fascisme et de l'autre la social-démocratie. Un des points touchait à la formation politique, la reconnaissance du caractère international et en même temps permanent de la révolution prolétarienne et le rejet de la théorie du Socialisme dans un seul pays et de son complément politique, le bolchevisme national. Le document assurait clairement que l'opposition internationale se considérait comme une fraction de l'internationale communiste et ses sections nationales comme des fractions des PC nationaux. Ainsi chacun devait porter le nom d'opposition de gauche, plus tard « *bolchevik-léniniste* » Contrairement à la portion de l'IC et du PCP pour qui le coup de mai et le gouvernement qui l'avait suivi étaient fascistes et le PPS « *social-fasciste* » parce qu'il soutenait Pilsudski, l'opposition du PCP considérait ce coup d'Etat comme « *préventif* », n'ayant pas conduit à un régime fasciste dans les six années suivantes. Aussi le PPS, ancien soutien de Pilsudski, redevint l'agent démocratique de la bourgeoisie et s'opposa aux agents fascistes. On se plut à souligner que, pour les communistes, cette divergence était essentielle et conditionnait leur tactique vis à vis de ce parti²⁰.

Ces idées et mots d'ordre furent rendus publics par l'opposition du PCP dans les premiers mois qui suivirent l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne le 30 janvier 1933. Non seulement la direction de l'IC ne vit pas les erreurs qu'elle avait commises mais, dans sa déclaration du 5 mars, elle souligna même que « *la ligne politique et organisationnelle menée par le CC du PC allemand sous la direction du camarade Thälmann jusqu'à la prise du pouvoir par les nazis et au moment de leur prise de pouvoir était tout à fait correcte* » et que « *l'établissement d'une dictature fasciste ouverte (...) accélère le rythme de la*

marche de l'Allemagne vers la révolution prolétarienne ». Répondant à l'appel du 19 février du Bureau de la IIème Internationale pour un combat commun des ouvriers contre le fascisme, le comité exécutif du 5 mars soulignait que l'IC et ses sections avaient raison de « *mettre en doute l'honnêteté* » de cette proposition. En même temps, l'organe théorique du PCP enseignait que dans le PPS la partie la plus dangereuse était son aile gauche parce qu'elle avait pris le mot d'ordre communiste de front unique et ainsi désorientait les masses. En direction des organisations de base social-démocrates, il expliquait qu'il avançait des propositions concrètes visant à démasquer les dirigeants social-démocrates sur la base d'organisation par les communistes d'une campagne pour un front unique à la base.

La signification de la défaite catastrophique que constituait la victoire de Hitler, était largement reconnue par les militants des partis ouvriers en Pologne et leur ouvrait les yeux sur le non sens à la fois de la théorie du social-fascisme et des prophéties arrogantes de l'IC sur la proximité de la Révolution allemande. Pour une partie de ces groupes plutôt réduits en Pologne, surtout dans la capitale, qui avaient déjà été auparavant influencés par les publications et l'agitation orale des trotskystes, le développement des événements confirma la justesse de leur critique des grands partis ouvriers. Le fait d'être ainsi modestement mieux acceptés poussa l'opposition du PCP à intensifier son activité. Elle décida de manifester plus clairement sa solidarité avec l'opposition de gauche internationale et à faire de la propagande et une activité d'éducation dans cet esprit. Elle réagit rapidement aux événements allemands et aux initiatives des deux centres internationaux. Entre le 13 et le 20 mars, elle publia un ou deux appels qui critiquaient la politique de la direction du PCP et appelait ses membres à faire pression sur la direction du parti pour l'obliger à se prononcer pour une conférence de la II ème et de la III ème Internationales avec la participation de Trotsky.

La lutte de la politique stalinienne fut menée non seulement au niveau de la politique interne nationale mais aussi dans le domaine plus facilement compréhensible de l'activité syndicale. La publication de ses propres journaux légaux servit cet objectif, comme elle le fit pour le PCP. A Varsovie parurent – ne portant pas le nom de l'opposition du PCP du fait des contraintes légales – un journal en polonais et, à partir du 1er avril 1933, un autre en yiddish appelé

Unser Gedanke (Notre Pensée), tous deux régulièrement confisqués par la police. Le dernier numéro du premier, parut le 5 juillet et deux jours plus tard son éditeur de nom (en fait c'était de l'organisation) un tailleur de 23 ans, **Schlama Schwartz** fut arrêté. Ce n'est pas avant le 5 novembre – deux jours après qu'il ait été libéré de prison – cette fois sous le nom de **Itszek Glikson**, un tourneur de 27 ans, un bi-hebdomadaire appelé *Sztern* (Owiazda). Les deux journaux en polonais et en yiddish étaient imprimés en d'uniques tirages de 5000 exemplaires. Leur diffusion dans la capitale eut apparemment plus de succès que celle des journaux légaux du PCP. La censure frappa aussi la maison d'édition Nowa Era. Dans la première moitié de 1933, elle réussit à publier deux brochures de Trotsky. Mais les suivantes et celles d'autres auteurs furent saisies et les éditeurs mirent fin à leur activité. Divers tracts, sur des questions actuelles furent imprimés de façon illégale et on publia aussi un bulletin intérieur. Il s'agissait de surmonter en partie les difficultés pour l'agitation et le travail politique provoqués par les saisies constantes des journaux de l'organisation.

Cette activité de publication était rendue difficile, pour l'organisation, par le manque d'argent. A la différence du PCP, elle ne recevait pas d'argent de l'extérieur et il n'y en avait pas pour le travail d'organisation et nombre de militants mouraient simplement de faim.

Ce gros effort d'agitation et de publication porta ses fruits dans le domaine de l'organisation. Le trotskysme en Pologne, d'abord limité au milieu des ouvriers juifs, trouva aussi des partisans parmi les ouvriers polonais. Deux nouvelles cellules apparurent dans le faubourg ouvrier de Praga²¹ et des contacts furent noués avec les ouvriers des grandes usines textiles à Lodz et là aussi parmi les métallos. Des groupes d'opposition se formèrent dans un certain nombre de mines à charbon en Zagłębie Dabrowskie et des contacts maintenus avec les mines les plus importantes. A la fin de 1933, quatre grandes réunions furent organisées avec les syndicats des ouvriers du textile, des tailleurs, des vendeurs et de la jeunesse auxquelles 240 ouvriers environ participèrent. Des contacts furent pris aussi avec des militants de la gauche du PPS, y compris en province, tandis que les rapports étroits étaient noués avec quelques militants de l'organisation de jeunesse de l'association des universités ouvrières en liaison avec ce parti et le groupe intellectuel socialiste de gauche **Plominie** (Flamme).

En 1933, le trotskysme progressa dans le milieu de l'intelligentsia, surtout chez les jeunes. Dans la capitale, des membres de l'organisation étudiante de jeunes Zycie, étroitement liée à l'Union Communiste de la Jeunesse polonaise passèrent de son côté : parmi eux : **Jadwiga Kielczewska**, **Jerzy Wedrychowski**, **Stefan Lamed** et, en 1935, **Witold Wutel**, éditeur de publications de presse de cette organisation. Tous furent exclus violemment²². On gagna aussi des appuis chez les élèves des écoles de la capitale, particulièrement au lycée Batory. L'un d'eux était le futur poète **Krzysztof Kamil Baczyński** et un autre encore **Konstanty Alexander Jelenski**, plus tard journaliste dans l'émigration. A Lodz, les écrivains **Grzegorz Timofieiev** et **Marian Pichela** furent contactés sans succès ainsi que **Wanda Wasilewska** à Cracovie.

Ainsi, vers la fin de 1933, l'opposition avait des organisations à Varsovie et plusieurs autres villes et aussi des contacts permanents avec les autres grands centres ouvriers. Dans la capitale elle avait environ 300 membres (le PCP en avait 800 et 1000) et parmi eux un groupe important d'anciens membres du PCP avec de longs services dans le parti et aussi beaucoup de jeunes. Elle était l'une des plus grosses sections de l'opposition de gauche internationale et il n'y avait de plus grandes qu'en Allemagne, en Tchécoslovaquie et en Grèce. Le PCP répondit aux trotskystes par une masse de publications anti-trotskystes. Après une attaque violente d'**Albert Zytowski**, un des principaux idéologues et théoricien du parti, **Jerzy Ryng-Heryng** s'exprima. Trois brochures en polonais furent publiées et très largement diffusées, de même que deux aussi en yiddish. Trotsky et les trotskystes étaient aussi constamment attaqués dans les journaux légaux et illégaux du PCP. En juillet 1933 la Commission programmatique du parti introduisit dans le projet de programme pour le 6ème congrès du PCP une partie importante sur l'opposition du PCP. On la caractérisait comme « *collant au social-fascisme* », « *représentant l'idéologie contre-révolutionnaire de trotskysme sur le sol polonais* ». Par son activité et son existence même, elle essaie de « *semer la confusion et la désorganisation dans les rangs du prolétariat révolutionnaire et d'arrêter le processus du passage au parti communiste d'ouvriers devenus révolutionnaires* ».

Dans les derniers mois de 1933, l'opposition fut confrontée à la nécessité de définir son attitude par rapport au tournant idéologique et politique du

trotskyisme international. En juillet, Trotsky, constatant que les PC et l'IC n'avaient tiré aucune leçon des tragiques événements allemands arriva à la conclusion qu'il était nécessaire de construire de nouveaux partis communistes révolutionnaires dans tous les pays, et de les unir dans une nouvelle organisation internationale, la IV^{ème} Internationale²³. En septembre, le plénum du secrétariat international (SI) de l'opposition de gauche adopta cette position, acceptant ainsi les onze points de conférence préliminaire de février et rééditant le 10^{ème}. Désormais la phrase suivante était impérative :

« Combattre pour le regroupement des forces révolutionnaires de la classe ouvrière internationale sous le drapeau du communisme international. Reconnaître la nécessité de construire une authentique internationale communiste capable de mettre en pratique les principes mentionnés ci-dessus (1-9) »

En même temps, le plénum changea le nom du mouvement qui ne se considérait plus comme une opposition dans l'IC en un mouvement qui définissait sa propre position indépendante – la ligue communiste internationale. Les sections nationales de l'opposition de gauche devaient changer de nom en conséquence.

En Pologne, l'hebdomadaire du PPS, *Tydzien Rebotnika* (l'hebdomadaire des ouvriers) publia tout de suite la nouvelle des thèses de Trotsky. L'opposition du PCP les publia avec les 11 points mais la brochure fut saisie. Une discussion commença dans l'organisation sur la question de la réorientation du mouvement qui venait d'être décidée. La Pologne fut l'unique section où elle ne fut pas adoptée à l'unanimité. Sztokfisch et Deutscher intervinrent contre les nouvelles thèses. Selon eux, le facteur crucial – la honteuse capitulation de l'IC et son incapacité à prévoir les événements – ne suffisait pas à justifier la fondation d'une IV^{ème} Internationale. Il fallait une période de transition assez longue pour rassembler de nouvelles forces.

Minc était hésitant, mais Erlich fut le principal porte-parole en faveur du cours nouveau. Il gagna le soutien pour cette position à la fin de 1933 et au début de 1934 et ainsi le nom de l'organisation changea en « *Union des Communistes Internationalistes de Pologne* », expliquant pour quelques temps entre parenthèses « *ancienne opposition du PC* ». Une conférence de l'organisation fut convoquée et l'un des points en discussion était le caractère du

régime de Pilsudski ; fallait-il le considérer comme fasciste ou, selon Trotsky, comme bonapartiste ? En janvier 1934, thèses et contre-thèses étaient prêtes.

Indépendamment de la préparation de la conférence, l'Union des communistes internationalistes continue son activité de publication et d'organisation. De son expérience de la censure et de l'observation des méthodes du PCP, elle tira la conclusion qu'il fallait publier un journal légal en dehors de la Pologne centrale où les restrictions sur la presse étaient plus répressives. On choisit Katowice.

Hendel Maviela Landau, un employé de 27 ans, apparemment ex-membre du comité de district du PCC de Zagłębie Dąbrowskie, fut d'accord pour agir comme éditeur publiant le bi-hebdo l'UCI **Kuznia** (...) Son premier et unique numéro datant du 1er avril 1934, avec un tirage de 5000 exemplaires, fut aussitôt saisi et l'éditeur arrêté le 6 avril. Les autorités identifièrent facilement le journal. Après tout, il comptait un article intitulé « Les tâches du jour » signé des initiales LT²⁴, qui fut publié quelques semaines plus tard par le CCI, tandis que d'autres articles, dont un sur le 23ème congrès du PPS et un autre sur les décrets présidentiels, portaient sur des questions sociales (le décret sur l'assurance) avec la réponse de la direction du PCP et du CC ainsi que les syndicats. Il ne laissait aucun doute quant à l'orientation politique de ces pages.

Peu après, l'UJC prit part aux manifestations du premier mai 1934 dans plusieurs villes dont Kielce. Son appel pour le 1er mai, publié illégalement, était consacré à des déclarations générales. Il parlait de la marche victorieuse de la réaction et du fascisme, « *qui rapproche le monde du spectre d'une nouvelle guerre impérialiste* ». Cette victoire « *rendait plus insolente dans son action la bourgeoisie polonaise* » qui avait commencé à « *attaquer les droits et acquis des travailleurs (...), le décret d'assurance nationale sur les congés et heures de travail, etc., arrachait aux masses les plus larges les droits qu'elles avaient gagnés par une longue lutte* ».

Les manifestations de masses des travailleurs pour défendre ces acquis furent ou bien brisées ou bien limitées à des localités par la direction des syndicats, tandis que la direction du PCP, « *par ses appels aventuristes à des grèves générales se compromettaient eux-mêmes aux yeux des masses autant que l'idée même de la grève* ».

De cette façon, « à chaque étape, le réformisme et le stalinisme paralysent les forces de la classe ouvrière en Pologne ». Un des mots d'ordre proclamait « la nécessité de construire une nouvelle avant-garde révolutionnaire du prolétariat (...) la formation de nouveaux partis communistes et d'une nouvelle 4ème Internationale ».

En juillet, quand éclatèrent les incidents entre les nationalistes extrémistes, l'OWP (camp) pour la Grande Pologne²⁵ et les organisations de jeunes communistes ou social-démocrates, l'UCI, dans son appel dénonçait le prétendu radicalisme de ce groupe, rappelant à ses lecteurs que « Mussolini et Hitler étaient pleins d'anti-capitalisme et de socialisme avant d'arriver au pouvoir ».

Il soulignait en même temps que le conflit entre le gouvernement et l'OWP²⁶ portait sur la question de savoir quelle était la bonne voie « pour détruire le mouvement ouvrier, si les bras des fascistes sont nécessaires ou si la sanglante police de Pilsudski suffira ».

L'appel soulignait la nécessité de former un front unique de tous les partis ouvriers qui se mettraient d'accord sur un programme commun anti-fasciste et aussi que, dans chaque district on mette sur pieds la Milice d'un comité ouvrier et les institutions ouvrières. En même temps, il déclarait que l'UCI, cadre d'un nouveau PC, considérait comme sa tâche principale aujourd'hui de construire un front unique des partis ouvriers.

Placée devant la confiscation de ses journaux légaux, la direction nationale de l'UCI publia à la fin du printemps de 1934 le premier numéro d'un journal légal, *Nowa Droga Organ Komunistow, Internacjonalistow Polski (bopoz CPP) Nouvelle Voie : Le journal des communistes internationalistes de Pologne (ancienne opposition du PCP)*, c'est probablement en juin que le *Bolszewik*, journal de l'organisation de l'UCI à Lodz, commença à paraître illégalement.

En juin, une atmosphère politique et policière tendue après l'assassinat du ministre de l'intérieur **Bronislaw Pieracki**²⁷ le 15 juin et les premières initiatives aveugles de répression, la 1ère conférence nationale de l'UCI se tint en secret. Elle mit fin à une discussion programmatique de plusieurs mois. A la base de ce programme elle adopta les onze points du plénum de septembre de l'opposition de gauche internationale et ainsi endossa la construction d'un parti révolutionnaire et de la IVème Internationale.

Dans la discussion d'avant congrès sur la situation en URSS, l'opinion de la majorité était que « *bien que le danger de Thermidor ait été temporairement écarté, il pouvait encore reparaître à l'avenir. Y compris sous une forme plus aiguë* » et que « *la théorie du socialisme dans un seul pays (était) également fausse théoriquement* » bien que certains participants à la conférence aient affirmé que « *d'un point de vue théorique purement abstrait, la construction du Socialisme dans un seul pays n'est pas exclue. La difficulté sera cependant dans l'intervention étrangère* ».

La conférence rejeta également l'idée selon laquelle le régime de Pilsudski (pouvait) être appelé bonapartiste ou fasciste parce qu'il (manquait) du soutien de masses nécessaire dans la petite bourgeoisie pour une telle évolution et l'idée qu'il y avait menace d'un coup d'Etat fasciste dans un avenir proche. Elle déclara que la lutte la plus vigoureuse des ouvriers devait être dirigée contre Pilsudski en tant qu'ennemi principal. Pour s'opposer à lui, il fallait l'action ouvrière commune, dirigée par le « *front unique de toutes les organisations ouvrières existantes avec leur fautes et leurs erreurs* ». Il fallait lutter pour défendre les positions économiques de la classe ouvrière et « *ce qui reste des libertés démocratiques du prolétariat* » ainsi que « *contre le budget militaire et les préparatifs de guerre* ». Ce n'est qu'ensuite qu'il y aurait la tâche secondaire de la « *lutte contre les fascistes* » à part les formes traditionnelles comme les meetings, les manifestations, il y avait « *la formation d'une milice commune des partis pour la défense des réunions ouvrières* » etc. Parmi les déclarations sur les problèmes d'organisation, il y eut les décisions de créer un appareil illégal de l'UCI et de publier régulièrement un journal et une revue théorique. Des difficultés croissantes, surtout matérielles, furent la raison de la parution tardive en août du second numéro de *Nowa Droga* sous la forme d'une publication contenant les informations sur la conférence. A Lodz, *Bolszowik* termina, semble-t-il, son existence avec l'édition de novembre-décembre 1934 (n°3), mais bientôt, peu après la fin de décembre, commença à paraître, en accord avec la décision de la conférence, un journal national légal de l'UCI, *Co dalej ?* (Et maintenant?) Officiellement son éditeur était le talentueux satiriste **Stefan Golab** qui vivait dans cette ville et était un ancien membre de l'organisation de jeunesse **Zycie**. Jusqu'à la fin de 1935 où la répression policière mit un point final au journal, cinq numéros parurent et le tirage passa de 1000 à 4000

exemplaires. *Co dalej* informait et donna la position du parti sur tous les grands événements du pays et du monde, publiant les articles de Trotsky. Il était inévitable que ce journal fut attaqué à la fois par les communistes et par *Tygodnik Robotnika*. Mais il les paya de la même monnaie.

Le développement de l'UCI rencontra diverses difficultés. L'appareil de sécurité, qui ne faisait pas attention aux trotskystes tant qu'ils étaient une opposition dans le PCP, s'intéressa beaucoup plus à eux, commençant à les considérer comme une tendance séparée qui plus tard mit l'accent sur la nécessité de former un parti nouveau. A partir de ce moment, il harassa les militants par des arrestations généralement suivies par des libérations sans jugement. Mais, au début de 1935, il prit même des mesures plus dures. Après perquisition et arrestations, dix militants de Cracovie, dont deux femmes et un avocat de Cracovie furent traduits devant le tribunal dans la capitale. La majorité d'entre eux avaient déjà été condamnée pour des activités communistes. Cette fois, le tribunal du district condamna neuf d'entre eux à des peines de trois à cinq ans de prison avec travaux forcés pour appartenance à une organisation trotskyste.

Le développement quantitatif de l'organisation connut un certain recul. Il était difficile d'organiser tous ceux qui, en dehors de la capitale s'étaient déclarés sympathisants du trotskysme. Un groupe se forma à Lodz en 1934 parmi les membres du syndicat de la chimie et des contacts furent établis à Lwow avec ce qui restait de l'opposition des années 20, les « *Szumisci* ». Mais à Varsovie, l'afflux de nouveaux membres baissant de façon importante, les membres du PCP qui critiquaient de façon consistante la ligne du parti étaient déjà passés à l'organisation trotskyste, tandis que les moins consistants se retenaient de faire le pas parce qu'il obligeait à une rupture avec le PCP et l'IC. Aussi les groupes oppositionnels nouvellement formés s'arrêtaient-ils à mi-chemin et quelques-uns seulement des participants à ces groupes décidèrent de rejoindre l'UCI comme le fit une partie de ce que l'on appelait « le groupe des dix » d'**Aron Wahal** en septembre 1934.

D'un autre côté, après les premiers pas de l'UCI vers un front unique avec le PS et le Bund, et des gestes réciproques de ces derniers, la situation commença à devenir désagréable pour l'UCI. Jusque là, les tendances

spontanées des masses à l'unité avaient suscité chez beaucoup de militants ouvriers – surtout de cercles communistes, mais aussi socialistes – de la sympathie pour l'opposition du PCP puis l'UCI, qui se prononçaient pour l'unité d'action. Mais ce mouvement avait maintenant les effets contraires.

Pour un militant étranger aux arguments autour des problèmes de la théorie de la Révolution permanente et de celle de l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays, l'appel à construire un nouveau parti révolutionnaire était synonyme de l'aggravation de la fragmentation de la classe ouvrière, précisément au moment où il apparaissait qu'il y avait une perspective pour un travail commun dans les groupes déjà existants. Aussi, dans la deuxième moitié de 1934, ceux des anciens membres du PCP et de l'UCI qui avaient été avant tout attirés par les mots d'ordre du front unique et la critique de la politique du social-fascisme, ainsi que quelques-uns qui n'avaient jamais auparavant été membre d'un quelconque parti, commencèrent à quitter l'UCI.

En dépit de cela, l'UCI réussit à renforcer son influence sur le milieu ouvrier à Varsovie. Bien que, du fait d'un système intelligemment prévu pour l'élection des délégués, un seul représentant officiel du conseil marxiste, internationaliste (c'est à dire trotskyste) put prendre part au conseil de délégués ouvriers de Varsovie pour le front unique le 19 février 1935, son discours sévèrement critiqué fut applaudi chaleureusement. En automne de cette même année, la direction du PPS caractérisa les trotskystes comme « *un groupe ouvrier avec une large influence et une activité considérable, surtout dans la région de Varsovie* ».

A peu près à cette époque, l'UCI commença à remarquer que ses possibilités organisationnelles déclinaient. C'était aussi un problème pour les autres sections de la LCI. Trotsky y avait déjà fait attention dans la première moitié de 1934, quand il écrivit « *Trop d'étudiants pas assez d'ouvriers. Les étudiants sont trop occupés par eux-mêmes et pas assez par le mouvement* ». Toutes les sections étaient numériquement faibles et comptaient peu d'ouvriers. Pour ces derniers, les discussions sur le Comité anglo-russe ou le Guomindang chinois dans les années 20 étaient abstraites et ils avaient d'autres soucis. Pour cette raison, seuls des militants de haut rang dans le parti et des intellectuels de partis communistes rejoignaient en une certaine quantité les organisations oppositionnelles et c'étaient des gens qui ne savaient pas diriger des actions de

masse maintenant qu'ils étaient des responsables à la base, des militants pratiques ou de base. Résultat les sections restaient à l'écart du mouvement de masses. Atteindre les ouvriers et les gagner à notre politique n'était possible qu'en participant à leurs luttes quotidiennes, ce qui en pratique signifiait militer dans les partis ayant un relatif caractère de masse. Mais les trotskystes ne pouvaient pas revenir dans le PC avec un tel objectif.

Entre temps, le soulèvement des ouvriers de Vienne en février 1934, contre l'anti-fascisme de **Dollfuss** et la résistance presque spontanée des ouvriers socialistes et communistes de Paris les premiers de jours du mois contre une tentative de coup fasciste, ont eu des conséquences sur le mouvement socialiste. Dans certains partis, comme la SFIO surtout, un groupe de militants commençait à douter de la possibilité d'une voie parlementaire vers le socialisme, et les groupes et sentiments de gauche grandissaient. C'était une chance pour les trotskystes de militer dans ces partis.

En juillet 1934, Trotsky proposa donc à ses partisans français de rejoindre collectivement et ouvertement la SFIO sur la base d'un accord préalablement négocié avec sa direction. Là ils pourraient apprendre à diriger des actions de masse et en même temps de rencontrer des ouvriers militants qu'ils pourraient gagner. Cette perspective devait conduire à la transformation de ces partis en partis révolutionnaires, ou en faisant rompre avec eux une partie importante de leur effectif, ce qui permettait de créer de nouveaux partis révolutionnaires. C'était la tactique dite « *entrisme* » appelée d'abord « *le tournant français* ».

Une partie du groupe trotskyste français agit conformément à ces instructions. Au milieu de 1934, elle rejoignit le SFIO de la façon mentionnée ci-dessus. Du fait de l'état d'esprit d'une partie de ses membres, l'appareil de la SFIO fut d'accord. Il voulait utiliser les trotskystes pour concurrencer le parti communiste. Les trotskystes nouvellement admis formèrent le groupe bolchevik léniniste dans la SFIO (une pratique d'organisation autorisée pour cela). D'abord il gagna beaucoup de militants, surtout de l'organisation de jeunesse. Suivant de près cette expérience, Trotsky commença à conseiller à presque toutes les sections restantes de la LCI de suivre dans les pas des Français, ce qu'ils firent en 1934-35.

Dans l'UCI, nombreux étaient comme Sztokfisch en désaccord avec la tactique du « *tournant français* ». Leur point de vue était soutenu par des

militants de gauche du Bund, comme Chmurner. Ils pensaient que l'entrée des trotskystes dans le PS affaiblirait la position qu'y occupaient la gauche socialiste dans ces partis et toute l'Internationale socialiste. Trotsky polémique à deux reprises contre leur position et dans des lettres datées du 28 février et du 18 juillet 1935, argumentait la nécessité pour les trotskystes d'entrer dans les partis socialistes. Dans la seconde lettre il expliquait entre autres que c'était la seule voie par laquelle ils pourraient se rapprocher de la colonne vertébrale du prolétariat industriel polonais. Il ajoutait qu'on ne peut pas aider les ouvriers juifs à sortir de l'impasse du Bund vers une arène plus large, sauf par un travail révolutionnaire couronné de succès dans le prolétariat polonais. Les changements qui se produisaient à l'intérieur du mouvement ouvrier en Pologne inquiétaient aussi l'adoption de cette tactique controversée. Les pourparlers entre le PCP et le PPS s'achevèrent avec l'adoption en juillet 1935 d'un prétendu pacte de non-agression. Il anticipait la fin des attaques publiques de l'un contre l'autre et appelait à un travail commun dans diverses campagnes de caractère démocratique. La plus concrète pour les travailleurs, celle qui avait la plus grande portée, fut la dissolution en septembre des syndicats de gauche et l'unification syndicale. Les ouvriers militants voyaient dans ce pacte un accord camouflé de front unique. Les trotskystes qui, pendant des années, avaient lutté avec acharnement pour sa formation ne pouvaient pas, s'ils voulaient encore jouer un rôle politique, ignorer le point de vue des masses. Il fallait changer avec la nouvelle situation.

La 2ème conférence nationale de l'UCI adopta donc une déclaration le 19 octobre 1935. C'était une évaluation de la situation internationale. « *L'Europe est un baril de poudre qui peut exploser à tout moment – et le national – la petitesse de la base sociale sur laquelle repose la dictature de Pilsudski (...) avec une politique révolutionnaire résolue, le prolétariat polonais serait capable (...) de (...) renverser la dictature bonapartiste* ». Il parlait aussi des énormes possibilités révolutionnaires en Europe qui sont « *paralysées et perdues à cause du manque de direction marxiste* ».

« *L'Internationale communiste a une fois pour toutes cessé d'être le centre de la révolution prolétarienne* » quand elle a sauté d'un extrême ultra gauche à l'opposé, une alliance avec la bourgeoisie démocratique. Mais la II ème Internationale depuis la guerre « *n'a rien été d'autre qu'un bureau de contact*

pour les partis réformistes et social-impérialistes. Elle était d'accord que le front unique en Pologne et l'unité syndicale étaient une grande réalisation puisque sont ainsi créées des prémisses du combat révolutionnaire du prolétariat ». Puisque le PCP où « il n'y a pas de place pour une pensée critique (...) a cessé de jouer un rôle dans le mouvement ouvrier, (...) la clef de la situation est entre les mains des partis socialistes ! C'est pourquoi les communistes internationalistes pensent (...) que c'est au prolétariat socialiste, en ordre dans une lutte quotidienne, donnant la main aux masses laborieuses, de forger une direction révolutionnaire, une Internationale unifiée et un parti marxiste révolutionnaire en Pologne ».

Au nom de tout cela l'« UCI est prête à abandonner son indépendance organisationnelle et à rejoindre les partis socialistes, le PPS et le Bund. Dans ce cas ses membres s'engageraient à respecter la discipline de parti, exigeant pour eux-mêmes le droit d'expliquer leur point de vue ».

Peu après, la direction de l'UCI entama les négociations nécessaires. Avec le Bund, dans lequel il existait déjà des fractions, on était d'accord pour que les trotskystes entrent en fraction séparée. A Varsovie et dans quelques autres villes ils furent admis à des réunions de parti auxquelles ils lirent leurs déclarations expliquant pourquoi ils venaient poussés par la nécessité d'agir dans un parti de masses. A sa réunion des 23-24 novembre le conseil exécutif du PPS approuva le résultat des négociations avec l'UCI. La circulaire du conseil exécutif central du PPS en date du 29 novembre en informa les membres de ses organisations de parti. L'accord pour accueillir les trotskystes fut expliqué – pas tout à fait justement – par le fait « que, de façon décisive, ils en étaient venus à notre position sur l'unité du mouvement ouvrier sous le drapeau du socialisme et du PPS ».

A la circulaire était attaché la déclaration d'entrée des marxistes internationalistes comme ils s'appelaient. Sous une forme plus concise, elle répétait les évaluations et la conclusion de la 2ème conférence de l'UCI. Dans ce document, comme pour ceux qui entraient dans le Bund, il y avait une déclaration selon laquelle ils seraient des membres disciplinés du PPS, « mais défendraient à l'intérieur du parti (leurs) idées spécifiques sur les questions de stratégie et de tactique, en utilisant la démocratie qui (nous) est garantie par la

direction » un accord pour une déclaration collective maintenant la garantie impliquait indirectement une fraction informelle sur une base *sui generis*.

Restant en dehors de ces partis, il y avait un petit groupe dont le travail consistait à maintenir des liens avec les trotskystes dans des domaines qui n'appartenaient à aucun des deux partis, pour publier les publications du mouvement et pour présenter publiquement le point de vue de la UCI sur des questions particulières, surtout quand il différait ou était opposé aux positions du PPS ou du Bund. De la direction de l'UCI, Sztockfisch et Erlich entrèrent dans le Bund, tandis que Deutscher et Redler rejoignaient le PPS. A Varsovie il y avait un groupe important de trotskystes dans le PPS. C'était un groupe de militants étroitement soudé. Ils étaient postés dans chaque district du parti. Le district central donna à leur entrée une considérable publicité. Le dimanche 15 décembre, il organisa et annonça dans *Robotnik* une conférence de Deutscher intitulée « *Pourquoi nous rejoignons le PPS* ».

Les bolcheviks léninistes

Après la signature du pacte franco-soviétique d'aide mutuelle (le pacte Laval-Staline du 2 mai 1935) et le 7ème congrès de l'Internationale communiste du 25 juillet au 20 août 1935 à Moscou qui expliquait à tous les partis communistes le contexte de la situation dans laquelle le LCI agissait, changea beaucoup.

La nouvelle orientation de l'Internationale communiste mettant en général à l'ordre du jour sur le même pied d'égalité avec le front unique accepté par les trotskystes les pactes avec la bourgeoisie « anti-fasciste » et la perspective d'une « unité organique » des socialistes et des communistes, qui était populaire dans les masses ouvrières.

En pratique cela signifiait une unité des appareils bureaucratiques de ces deux partis et la plus grande indépendance de leur appareil des sentiments, intérêts et volontés des ouvriers, puisqu'ils ne se mettaient plus en danger les uns les autres, par leurs critiques mutuelles. Ainsi cette machine spécialement celle des partis socialistes obtenait le droit de traiter librement avec des groupes et tendances oppositionnels. Les trotskystes le sentirent très vite eux qui venaient d'être admis dans les partis socialistes. Là, l'appareil bureaucratique invariablement mal disposé à l'égard des agitateurs révolutionnaires, n'avaient

plus besoin d'eux dans leur rivalité avec les apparatchiks désormais amicaux des PC. Ils pouvaient maintenant se débarrasser d'eux. En juin ils commençaient déjà à les exclure de la SFIO. La LCI se trouvait devant la nécessité de reprendre l'initiative pour construire des partis révolutionnaires nouveaux et la IV^{ème} Internationale. Peu après les premiers signes de l'effondrement de la politique « *entriste* » Trotsky écrivit en juin 1935 un manifeste sur cette initiative.

Elle fut publiée sous le titre de « *Lettre ouverte à toutes les organisations prolétariennes et aux groupes révolutionnaires* » et était signée par la Ligue et deux autres organisations.

Les signataires de ce document entreprenaient au même moment des initiatives pour convoquer une conférence internationale. Après bien des difficultés surmontées elle eut lieu un an plus tard, à Paris, du 29 juillet au 1^{er} août dans la salle Pleyel cependant qu'on parlait par précaution de la « *conférence de Genève* ». Des délégués de neuf pays européens et des EU y prirent part, mais les représentants de la Pologne et de quatre autres pays n'y participèrent pas, bien qu'ils fussent invités. La conférence adopta un document en 38 points, « *L'Evolution de l'Internationale Communiste des partis de la révolution mondiale aux instruments de l'impérialisme* » et fonda, à la place de la ligue, un Mouvement pour la IV^{ème} Internationale avec un secrétariat international permanent. La conférence de représentants de petits groupes révolutionnaires eut lieu à un moment significatif. La contre-révolution en URSS finissait juste des préparatifs pour déchaîner une nouvelle vague de terreur. Ce premier procès de Moscou avec Zinoviev, Kamenev et 14 autres commença et de plus apparaissait de plus en plus clairement la menace d'une nouvelle guerre mondiale²⁸. Trotsky vivant en exil à Wexhall, le 4 août avait terminé son travail « *Qu'est ce que l'URSS et ou va-t-elle ?* », plus tard mieux connue sous le titre de *La Révolution trahie* et l'envoya tout de suite à son éditeur français.

Pour les trotskystes polonais la « *Lettre ouverte* » d'août 1935 leur faisait répéter quelques mois plus tard les bases sur lesquelles ils avaient pris la décision d'entrer au PPS et au Bund en octobre précédent. Une situation nouvelle est apparue dans le mouvement ouvrier en Pologne. Le pacte de non-agression d'août entre le PPS et le PCC se révéla n'être qu'un armistice temporaire. La réunion du conseil exécutif du PPS les 9 et 10 mai 1936

tranchant contre un front unique avec le PCP et rejeta aussi l'idée de Front populaire qu'il avait lancée. En novembre le conseil exécutif du PPS adopta ces décisions.

L'unique gain réel et permanent dans cette période lune de miel de coopération était l'unification du mouvement syndical, et en conséquence, ils connurent une croissance des effectifs. Très vite la réelle polémique intra-partis reprit et les attaques des deux l'un contre l'autre étaient reprises. Dans le PCP maintenant excessivement zélé dans sa campagne pour le Front populaire, il régnait encore une confiance non-critique en Staline la direction du PCUS et l'URSS.

Il n'y avait pas d'endroit où accepter quelque fait les minant et même moins de considération à l'égard de tout argument qui portait pendant la préparation du 7ème congrès de l'Internationale Communiste ou peu après son ouverture, **Warski** capitula totalement comme devait le faire **Kostrzewa** sept mois plus tard. Leurs partisans furent ainsi privés de toute possibilité d'exiger que ces deux dirigeants, écartés en 1929, devaient faire partie de la direction du parti, comme le 7ème congrès était d'une certaine façon revenu à leurs conceptions tactiques. Ceux qu'on appelait les **Warszczaki** ne pouvaient constituer un groupe. Pour cette raison, tout calcul d'une alliance avec les trotskystes fut aussi perdu.

Plus encore, un petit groupe oppositionnel d'intellectuels du PCP, dirigé par **Andrzej Stawar**, qui avait publié deux collections d'articles en 1934-35 sous le titre « *Contre le courant* » adoptait maintenant une attitude de critique à l'égard des trotskystes. De nombreux militants de la gauche du PPS et l'Union de la jeunesse socialiste indépendante qui avaient conservé des contacts avec l'UCI et professaient des idées semblables à celles des trotskystes, tournèrent brusquement après le 7ème congrès de l'Internationale Communiste. Ils adoptèrent une ligne de coopération inconditionnelle avec l'appareil du PCP et maintenant leurs lèvres étaient scellées sur les questions de la ligne politique stalinienne même sur les cas des plus grandes énormités commises par les leaders du PCP et l'Internationale Communistes et les crimes évidents de Staline.

Se souvenant des difficultés de la lutte antérieure, quelques anciens membres de l'UIC préféraient être des membres tranquilles du PPS ou du Bund

à la menace perpétuelle de la police et du PCP. Les autres, y compris Sztokfisch, étaient opposés à quitter le Bund parce qu'ils y voyaient les possibilités favorables au développement en son sein d'une fraction trotskyste. Mais ils se soumirent à la décision de la majorité. L'activité politique et l'organisation indépendante revinrent dès la deuxième.

L'organisation réactivée prit le nom de bolcheviks léninistes. Les anciens membres de l'UCI furent rejoints par des membres nouvellement recrutés dans le PPS et le Bund. Au début de l'année académique 1936/37 une organisation d'étudiants, les marxistes académiques, fut formée à Varsovie à côté des bolcheviks léninistes. Les anciens membres de l'organisation de jeunesse **Zycie** ayant rompu avec lui ou ayant été exclus, devinrent membres, l'un des dirigeants étant **Lamed**.

On accorda une grande attention au travail dans la jeunesse ouvrière. Entre autres, un groupe de jeunes fut organisé dans le syndicat des employés de commerce. Peu à peu les Bolcheviks Léninistes apparaissent dans des villes où l'UCI avait existé, les bolcheviks léninistes apparurent dans les villes où l'UCI avait existé, Varsovie, Lodz, Cracovie, Kielce et aussi dans Zaglebie, Dabrowskie, Czestochowa, Lublin, Vilna et Lwow.

Le groupe de Lwow fut fondé par **Moishe Walker** un ancien membre de l'union de la JC d'Ukraine occidentale au début de 1938, quand un journal légal **Zytia i Slowo** fut fondé à Lwow. Son dirigeant était **Michal Zawadowski** un étudiant diplômé, ancien membre de l'UC YWU et de l'organisation socialiste de la jeunesse, et l'un de ses membres était **Adam Bardecki**, assistant en philo et psycho. Les marxistes académiques de Lwow avaient des liens et certaine influence dans le club démocratique local de la jeunesse social-démocrate.

A la mi-septembre 1936, trois semaines après le premier procès de Moscou, le comité politique du PCP avait déjà souligné à son secrétariat la « *nécessité* » d'une vigilance accrue concernant les trotskystes et exigeant de lui des rapports détaillés sur eux. Ainsi commença la chasse à la sorcière contre ceux qui avaient exprimé des doutes sur la véracité des procès de Moscou ou sur la politique de l'IC et du PCP. Tous furent dénoncés comme des « *trotskystes* » ils étaient présentés comme « *ennemis de l'URSS* » et comme un réseau d'agents fascistes et de la police politique. Dans cette lutte les staliniens n'hésitaient pas à

les dénoncer à la police et à lancer des rumeurs provocatrices sur les « *groupes trotskystes théoriques* ». Dans cette atmosphère, tout communiste ayant des doutes ou même admettant qu'il avait des doutes ne pouvait se décider à rejoindre les bolcheviks. Ils faisaient l'expérience d'une douloureuse scission, et étaient ostracisés par leurs anciens camarades.

Le procès de Moscou de Zinoviev et autres fut résumé par Deutscher tout de suite après par une brochure portant ce titre. Un millier d'exemplaires parurent légalement dans la première moitié de septembre dans la publication du PCP, *Swiatlo*. Des matériaux supplémentaires y compris un fragment du discours de Trotsky fait en 1927 devant le CCC du RKP (b) y étaient inclus, qui décrivaient le rapport de forces en URSS et la nature de l'étape thermidorienne des révolutions française et russe. Le même procès fut décrit par Erlich en yiddish dans le journal de Bund, *Folkszantung*. Cela provoqua la résistance des pro-staliniens du comité de rédaction, et il ne fut publié que sur les instructions du leader du Bund **Viktor Alter**²⁹.

La force croissante des tendances autoritaires et pro-fascistes dans les cercles gouvernementaux et un possible manque de ressources empêchait les bolcheviks léninistes de produire une publication légale. Leurs documents politiques, articles et déclarations ont été dupliqués dans la clandestinité comme le fut, par exemple, l'article de Trotsky « *Leçon d'Espagne, dernier avertissement* » à l'été 38 avec d'autres brochures. Les bolcheviks ont ouvert les questions nationales et internationales et esquissé leur tactique et stratégie.

Lors du 1er mai 1938, les problèmes étaient « *chômage, pauvreté, faim, prisons surpeuplées, camps d'isolement et pacification* ». Cet état de choses pouvait changer radicalement parce qu'il y a eu en Pologne une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire. Le PPS eut aussi peur de combattre que le démon de l'eau froide. « *Il veut que tout soit décidé par le bulletin de vote* » ainsi laissées à elles-mêmes et à la direction du koulak, les révoltes n'ont rien fait et ne pouvaient rien faire. L'an dernier, « *un désaccord entre le gouvernement et le ZNP a fait apparaître la totale impuissance de la clique Sanacja* »

Quand Hitler est entré à Vienne (...) la menace de la guerre a obligé une faible Lituanie à établir des relations diplomatiques. Le PPS l'a soutenu là. L'appel se terminant par une déclaration :

« Quand la capitulation et la trahison rampent partout, (...) nous, bolcheviks-léninistes héritiers des traditions révolutionnaires du mouvement marxiste en Pologne (...) levons très haut les drapeaux de la révolution d'octobre, le drapeau de Lénine et de Trotsky, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Parmi les mots d'ordre, il y avait "Vive la IV^{ème} Internationale" et "Vive la République socialiste soviétique polonaise" ».

Outre sa sévère critique du PPS, l'appel disait aussi que « *les staliniens ont déjà cessé de jouer un rôle indépendant dans la vie politique du pays il y a longtemps* » (...) *Staline a liquidé le PCP, qui fut l'orgueil et l'avant-garde héroïque du prolétariat de Pologne, aujourd'hui, l'agent corrompu du GPU* » l'organisation bolchévik-léniniste était l'unique organisme de membres ou anciens membres du PCP qui ait vigoureusement protesté contre la dissolution de ce parti et le meurtre de ses dirigeants.

Déjà en février 1938 dans une « *Lettre ouverte aux membres du PCP et du PC d'EO* », il protesta contre les accusations calomnieuses utilisées à Moscou pour justifier l'arrestation de la direction du PCP et du PC d'EO. La dissolution formelle du PC a été précédée de l'écrasement des cadres du parti, ceux du moment et ceux d'avant. Les noms de sept fameux dirigeants étaient cités, qui, « *comme bien d'autres militants avaient été tués ou torturés à mort dans les chambres à torture du GPU* ».

Le parti a été dissous parce qu'« *il s'est révélé incapable – ce qui n'était pas de sa faute – de jouer le rôle d'un pont entre le Kremlin et l'inspection générale des Forces Militaires* ». C'est pourquoi il était devenu pour Staline et Litvinov un fardeau non nécessaire. Staline a dissout le PCP, en voulant finalement convaincre la bourgeoisie polonaise que la bureaucratie soviétique avait réellement brisé avec les illusions révolutionnaires, à savoir que « *l'URSS thermidorienne ne peut même pas penser à préparer la révolution mondiale (...) et c'est pourquoi Beck³⁰ peut trouver, à la fin du jour un langage commun avec Litvinov* ».

L'appel rendait aussi hommage au sacrifice de dizaine de milliers d'ouvriers communistes et soulignait :

« Toute tentative pour revitaliser le PCP stalinien serait réactionnaire » et « les espoirs pour le réformisme ne sont pas meilleurs que pour le stalinisme. Pour vaincre, le prolétariat polonais doit avoir un parti bolchevique, un parti de la IV^{ème} Internationale qui est en train de naître ».

Ces idées sont développées plus complètement dans une déclaration publiée en août quand la dissolution du PCP a été confirmée par les émissaires de l'IC envoyés en Pologne.

Au printemps 1938, Trotsky qui vivait alors au Mexique, prit l'initiative de fonder la IVème Internationale le plus vite possible. Il élaborait son programme d'action dans « *L'agonie du capitalisme et les Tâches de la IVème Internationale* ». Le secrétariat du mouvement international pour la IVème envoya ce document pour discussion à ses sections et il fut aussi publié anonymement dans la presse. Une traduction polonaise fut rapidement faite et le CC des BL la distribua à ses branches. On y ajouta aussi des remarques dont la plus importante inspirée par Deutscher était une vue négative quant à la proclamation rapide de l'Internationale, un pas prématuré selon lui.

Entre-temps, le 3 septembre, alors que la crise tchécoslovaque approchait de son sommet, la conférence de fondation de la IVème Internationale se réunit à Périgny près de Paris, dans des conditions du secret le plus strict. Les délégués polonais **Sztockfisch** et **Lamed** et **Yvan Craipeau** de la section française s'opposèrent à sa proclamation immédiate et 19 furent pour. D'abord Sztockfisch présenta la position de la section polonaise. Après l'annonce des résultats, les délégués dirent que leur section serait un membre discipliné de l'Internationale et Sztockfisch fut élu membre de son secrétariat. Une semaine plus tard Stefan Lamed représenta la Pologne à la première conférence du Mouvement international de la jeunesse pour la IVème Internationale.

En Pologne l'organisation bolchevik-léniniste se déclara section du nouveau centre international et publia *la Conférence de la IVème Internationale, son manifeste aux travailleurs du monde entier*. Un petit groupe dirigé par Deutscher répondit à cette décision en quittant l'organisation³¹. Ayant appris par expérience que même après la dissolution du PCP, très peu des siens rejoindraient les bolcheviks-léninistes une opinion s'était peu à peu formée dans le groupe, qu'il fallait changer de politique de recrutement et que l'agitation s'y adapte. Il n'était plus nécessaire de se concentrer à chercher le recrutement de membres et proches des membres du PC, mais de s'intéresser plutôt à ceux qui n'étaient pas politiquement organisés.

Fin novembre début décembre, le CC des BL convoqua une conférence nationale qui devait traiter de cette question et d'autres d'organisation et de

programme. Elle eut lieu à Varsovie en janvier. L'une de ses résolutions d'organisation obligeait le CC à publier illégalement les papiers de la section, mais la répression policière était un obstacle. Auparavant, les trotskystes avaient été souvent arrêtés mais seulement épisodiquement et leurs procès étaient rares. Mais après la dissolution du PCP l'appareil de sécurité put concentrer ses efforts sur les trotskystes.

Ainsi, selon un communiqué officiel, il parvint à liquider l'organisation trotskyste de Varsovie, en une seule nuit, celle du 6 février 1939. Il y eut 101 perquisitions et 70 arrestations dont celles de quelques membres de la direction. Le duplicateur tomba aux mains de la police. Par décision du magistrat enquêteur, 44 personnes furent retenues en vue d'interrogatoires – les hommes, au commissariat de police de la rue Danilowiczowska et les femmes, à la « Serbia ». Une autre « liquidation » dans de nombreuses villes dont Lublin, eut lieu le 28 avril et se poursuivit le 2 mai. Cette fois 18 suspects furent arrêtés à Varsovie et 13 furent retenus. Au total, il y avait 200 personnes en prison. Quand la guerre éclata, on n'avait jugé que ceux de Lublin. Les sentences furent sévères³².

La répression ne réussit pas à arrêter le travail organisationnel et politique. Les autorités, cependant, dans le cadre de la préparation à la guerre, ordonnèrent que des dirigeants réels ou imaginaires des bolcheviks-léninistes, dont Deutscher et Eichenbom, soient internés en cas de troubles ou de guerre.

La catastrophe sous l'occupation

L'invasion allemande de septembre 1939 provoqua la fuite dans les mois suivants de nombreuses personnes vers l'Est de la Pologne et cela eut pour effet de disperser la petite organisation des BL. Dans le territoire occupé par l'armée rouge après le 17 septembre, le NKVD arrêta presque tous les trotskystes locaux et les personnes suspectées de trotskysme, le plus souvent sans l'ombre d'une preuve. Son action reposait en premier lieu sur des informations au sujet des trotskystes polonais collectées par l'IC et contenues dans les rapports envoyés par elle au PCP jusqu'à sa dissolution en 1938. Le résultat fut que les groupes bolcheviks-léninistes à Lwow et autres villes et plus tard à Vilnius aussi, disparurent. Les rapports de l'IC y contribuèrent et aussi – comme ce fut le cas pour **Broniewski**, **Wat** et autres – les dénonciations par leurs compagnons

staliniens d'adversité. Ce fut le cas du destin de **S. Golab**, l'ancien éditeur de *Co dalej* qui fut arrêté à Bialystok. A la différence des staliniens, l'appareil de répression nazi n'avait à sa disposition aucune information sur les trotskystes individuels, comme il en avait pour d'autres groupes hostiles et ils réussirent à rester en liberté. Dans le Gouvernement Général, le territoire occupé par les nazis, après le choc initial de la guerre et de l'occupation, on commença à reconstruire l'organisation trotskyste. Cela fut réalisé d'abord à Varsovie au plus tard au printemps 1940. Puis un groupe de Zagłębie Dąbrowskie prit contact avec eux et très probablement un groupe de Łódź aussi, ainsi que d'autres. Il apparaît que S. Erlich joua là le rôle principal. Le début de la guerre trouva loin du pays les autres militants importants, Sztokfisch, Lamed et A Redler qui étaient en Occident.

A la mi 1940, une revue théorico-politique clandestine de l'organisation, *Przegląd Marksistowski* (Revue marxiste) parut à Varsovie et peu après le journal d'information *Czerwony Sztandar* (le drapeau rouge) visant un cercle plus large de lecteurs. Ils étaient faits tous les deux par duplicateur. *Czerwony Sztandar* fut publié par Erlich avec **Ester-Stella Mihalstein**³³, née en 1909, émigrée en Palestine avec ses parents en 1925, arrêtée en 1932 pour diffusion de littérature communiste et pour cela expulsée vers la Pologne. Pour des raisons de sécurité, aucun des deux organes en question ne portait le nom de l'organisation et on ne trouvait pas son nom dans les articles. Peut-être la seule trace de la diffusion de ces journaux peut-elle se trouver sur la liste imprimée des noms d'au moins 57 personnes (pseudonymes ou initiales) qui, en septembre 1941 avaient payé – certains plusieurs fois – des sommes d'argent pour le fond de publication. Des sommes avaient été collectées parmi les lecteurs. On relevait des donations collectées au centre de Varsovie, Zagłębie Dąbrowskie, L (Łódź ?) et un endroit simplement appelé « B ».

Le 23 août 1940, deux jours seulement après la mort de Trotsky au Mexique, une déclaration fut publiée. Elle commençait par ces mots : « *Lev Trotsky est mort. Le dirigeant et organisateur de la Grande Révolution d'Octobre a été tué par la main traîtresse de ses fossoyeurs le jour du premier anniversaire du pacte entre stalinien et nazis* ».

Elle parlait en conclusion du temps

« où le prolétariat soviétique secouerait le joug stalinien et où le drapeau du prolétariat victorieux serait levé en Europe – alors la classe ouvrière rapportera les restes de Lev Trotsky de leur place isolée au Mexique et les placera près des cendres de Lénine avec qui il travailla et lutta ».

Les difficultés pour reconstruire l'organisation trotskyste dans le Gouvernement Général ne se limitaient pas à surmonter des problèmes techniques et psychologiques qui naissaient de la nécessité de travailler dans des conditions de terreur sans précédent. En même temps les tâches essentielles de l'activité politique devaient être éclairées en fonction des changements fondamentaux de la situation nationale et internationale.

La guerre posait des questions au mouvement trotskyste tant en Pologne qu'à l'échelle internationale, qui étaient à la fois imprévues et en même temps fondamentales. L'une d'elles était de savoir si le pacte Hitler-Staline et les gains territoriaux réalisés par ce dernier invalideraient le principe fondamental de la IV^{ème} Internationale et les formulations trotskystes qui l'avaient précédé sur la défense inconditionnelle de l'URSS, et le défaitisme révolutionnaire – proclamé pendant la Première Guerre Mondiale par le parti bolchevique – dans les autres pays en guerre. Cela signifiait travailler dans tous les pays pour la cause de la révolution socialiste même si cela signifiait la défaite militaire dans la guerre d'un pays particulier. Dans la situation concrète de 1940-41, il y avait un dilemme : accepter le principe de la défense de l'URSS et ainsi renoncer au défaitisme en rapport avec ses alliés, alors l'Allemagne nazie, ou, au contraire, devant la dégénérescence toujours plus grande de l'URSS (dont le pacte avec Hitler était l'une des manifestations), lui appliquer aussi le principe de défaitisme.

Si ce problème complexe avait une signification plutôt théorique pour la faible organisation polonaise, le problème éminemment pratique était de savoir si dans la guerre en cours, le problème le plus brûlant pour le mouvement révolutionnaire devait être la défaite des pays fascistes et la liquidation du fascisme à l'échelle mondiale, en repoussant la révolution socialiste à une date ultérieure, après la guerre. L'adoption de l'alternative signifiait une politique de « *paix de classe* » avec la partie non-fasciste de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie et, comme résultat, des alliances politiques, y compris l'alliance avec les partis « social-patriotes » de la social-démocratie.

Toutes ces questions et ces doutes causés dans une large mesure par le pacte germano-soviétique et ses conséquences pratiques, occupaient les esprits dans toutes les sections nationales de la IVème Internationale et ses organes dirigeants. Un tiers de la section des Etats-Unis et la majorité des membres du secrétariat international s'en allèrent du fait des divergences d'opinion sur ces questions.

Trotsky en parla à plusieurs reprises dans un article du 25 septembre 1939³⁴, il soutint sans équivoque le principe de la défense inconditionnelle de l'URSS tout en soulignant :

« La défense de l'URSS ne signifie nullement un rapprochement avec la bureaucratie du Kremlin, l'acceptation de sa politique ou une conciliation avec la politique de ses alliés (...) Renoncer au défaitisme en rapport avec celui des camps impérialistes auquel l'URSS adhère aujourd'hui ou peut adhérer demain, c'est pousser les ouvriers du camp ennemi du côté de leur gouvernement »

ce qui conduirait à renoncer à la révolution socialiste et condamnerait l'URSS à « *la décomposition finale et à sa perte* ».

Trois semaines plus tard, il expliqua :

« Dans tous les pays impérialistes, indépendamment du fait qu'ils soient alliés à l'URSS ou dans le camp adverse, les partis prolétariens doivent développer la lutte de classes dans la perspective de prendre le pouvoir. En même temps, le prolétariat des pays impérialistes ne doit pas perdre de vue les intérêts de la défense de l'URSS (ou celui des révolutions coloniales) et, dans les cas de nécessité réelle, il doit recourir aux actions les plus décisives par exemple, grèves, actes de sabotage etc. »

Ces déclarations générales, Trotsky les rendait concrètes en donnant des exemples dans la pire des éventualités.

« Si demain l'Angleterre et la France menacent Leningrad ou Moscou, les ouvriers britanniques et français prendraient les mesures les plus décisives pour empêcher l'envoi de soldats et de munitions. Si Hitler se trouvait contraint par la logique de la situation, d'envoyer à Staline des munitions, les ouvriers allemands n'auraient dans ce cas particulier, aucune raison de recourir aux grèves et au sabotage ».

La Conférence extraordinaire de la IVème Internationale, appelée plus tard *Conférence d'alarme*, se réunit à New York le 26 mai 1940 – déjà après l'occupation par le IIIème Reich du Danemark, de la Norvège, de la Hollande, du Luxembourg et de la Belgique, au moment où les troupes britanniques

commençaient à évacuer Dunkerque – et approuva le *Manifeste* de Trotsky qui développait la position qu’il avait exprimée à la fin des années précédentes.

Quelques mois plus tard, en août 1941, quand la guerre germano-soviétique avait déjà commencé, la France était sous la botte nazie depuis plus d’un an et la Grande-Bretagne menacée de l’invasion nazie, était devenue l’alliée de l’URSS, le comité exécutif de la IVème Internationale adopta un document qui clarifiait la tactique du mouvement dans la situation internationale changée. Il disait :

« Nous continuons la lutte révolutionnaire même dans le camp des “démocraties”. Soutenir les maîtres impérialistes de l’Angleterre et des Etats-Unis signifierait aider Hitler à conserver son emprise sur les ouvriers allemands ».

Ce document appelait aussi les soldats allemands à passer du côté de l’Armée rouge avec leurs armes et leur équipement et les peuples d’Europe asservis par le fascisme, à

« paralyser de toutes les manières possibles la marche du militarisme allemand : ainsi, non seulement vous défendez l’union soviétique mais vous préparez aussi votre libération par la “Libération” que Churchill et Roosevelt vous réservent, mais la vôtre, grâce à laquelle, en tant qu’hommes libres, vous pourrez construire un monde nouveau ».

Pour le moment, la guerre polono-allemande éclata, les trotskystes polonais furent coupés de leur environnement international et c’est ainsi qu’ils ignorèrent les articles écrits par Trotsky, publiés après le 1er septembre 1939 et les documents de l’Internationale. D’une lettre de loin qui les atteignit au début de 1940, ils découvrirent :

« Trotsky condamne les méthodes staliniennes mais malgré ça, considère la défense de l’URSS comme un devoir »

A part ça, ils ne reçurent que des nouvelles générales sur son activité. Cette situation les obligea à penser de façon indépendante sur les principes et la tactique en temps de guerre.

Ce devint le sujet d’une discussion dans les pages de *Przegląd Marksistowski* de septembre 1940. Les participants, avec des accents différents, étaient d’accord que le défaitisme révolutionnaire dans sa forme classique « *guerre à la guerre* » soit utilisé dans les pays fascistes et leurs satellites au moment présent. Mais dans les autres pays participant à la guerre, la tâche du

parti ouvrier était de transformer la guerre impérialiste en guerre jacobine. Cela signifiait que « *le peuple, tout en défendant son droit à l'existence politique et ses gains, au détriment de l'invasion réactionnaire de l'étranger, devait prendre le pouvoir. La lutte et la victoire sur l'ennemi de l'intérieur ouvre la voie à l'écrasement de l'ennemi extérieur* ».

Ce point de vue fut présenté sous une forme accessible dans l'appel pour le 1er Mai 1941 ! Il disait en conclusion :

« Nous ne devons pas prendre de repos dans la lutte contre l'occupant fasciste et la bourgeoisie locale jusqu'à la victoire. A bas la guerre impérialiste ! Vive la guerre civile contre la bourgeoisie ! Vive la guerre révolutionnaire contre Hitler ! A bas le capitalisme ! Longue vie aux Républiques socialistes unies d'Europe et du monde ! ».

Ainsi les trotskystes polonais étaient-ils arrivés à anticiper, dans la période du pacte Hitler-Staline, la ligne tactique qui allait être mise en avant plus tard dans le document de la IVème Internationale d'août 1941.

En même temps, les écrits des trotskystes polonais montraient leur attitude générale en jugeant le gouvernement **Sikorski**³⁵ dans des termes tout à fait négatifs, disant :

« A un niveau élevé à la fois sous le protectorat et les ailes protectrices de l'empire anglais, il y a ceux qui sont directement responsables du désastre de septembre, les représentants des capitalistes et des grands propriétaires dont le banditisme fasciste à l'intérieur et la politique de trahison à l'extérieur, ont conduit à la catastrophe ».

Dans le pays, ce gouvernement est supposé « *présenter une sorte d'alibi pour les méfaits actuels de la bourgeoisie, sa réserve et ses assurances contre des changements possibles à l'avenir* ».

C'est pourquoi *Czerwony Sztandar* condamnait le fait que « *dans cette concentration de la bourgeoisie polonaise et de la réaction, l'Endecja et l'Ozon, le PSP et le parti paysan Stronnietno Ludowe, étaient présents* » et les publications polonaises proches de ce dernier « *faisaient une propagande continue pour ce gouvernement qui dépend de la faveur de Churchill et s'est soumis lui-même à ses directives* ».

Sur la très difficile question – surtout après le 17 septembre 1939 – des rapports avec l'URSS, *Przegląd Marksistowski* disait à la fin de 1941 « *Nous*

n'attendons aucun salut de l'Est » dirigé par la bureaucratie thermidorienne. Dans son appel du 1er mai, cette ligne était plus longuement développée :

« Nous ne voulons pas de "Liberté" stalinienne, nous ne voulons pas faire partie de l'URSS actuelle qui est une prison pour toutes ses nations et un camp de concentration pour les révolutionnaires. Nous nous battons pour une Pologne soviétique indépendante, qui, de son plein gré prendrait place dans la grande famille des Etats-Unis socialistes d'Europe ».

Ce n'était pas un truc pour trouver de la popularité. A côté on trouvait une déclaration qui ne pouvait que rencontrer une large acceptation, parce que :

« Quand sonnera l'heure de la guerre entre l'Allemagne et l'URSS, les ouvriers et les paysans de Pologne seront épaulés contre épaulés du côté des soviets, parce que les soviets, ce n'est pas seulement Staline et ses hommes de main (...) jusqu'au moment du rétablissement de la propriété en URSS, elle reste un Etat ouvrier dont la défense est le devoir élémentaire de tout ouvrier conscient ».

Quand cette heure vint, en juin 1941, *Przegląd Markesistowski* s'engagea dans une polémique principielle, bien que parfois brèves, avec les journaux émigrés du PPS, la Wrn du pays, les socialistes polonais et de Bund, mais ne faisait que rarement attention aux publications non ouvrières.

Petit à petit cependant, l'activité des trotskystes polonais se réduisit. Le numéro de juillet 1941 de *Czerwony Sztandar* fut, semble-t-il, le dernier. Cette revue était une vraie réalisation intellectuelle surtout si l'on tient compte des conditions de sa publication et le dernier numéro de *Przegląd Markesistowski* fut probablement celui de septembre 1941, qui avait 50 pages et était consacré entièrement au rôle de Trotsky dans le mouvement ouvrier et à ses conceptions politiques. Après, plus rien d'autre ne parut. Le spectre de l'inévitable approche de la « *Solution* » finale dirigea probablement l'attention des trotskystes enfermés dans le ghetto de Varsovie, vers les solutions les plus désespérées de l'autodéfense collective, ne laissant pas de place pour une quelconque activité organisationnelle en politique à long terme. **Szlome Erlich**, entre autres, mourut dans le ghetto.

Parmi ceux qui n'étaient pas menacés d'un destin semblable, quelques trotskystes trouvèrent place dans des organisations combattant effectivement la puissance occupante, et aussi ceux qui, selon eux luttèrent pour une reconstruction socialiste de la société. Par exemple, **Zuzanna Plosarek**, arrêtée

au début de 1939 dans la capitale pendant l'action de la police pour « liquider » les trotskystes, avait rejoint assez vite le groupe post PCP des « *bjuletynowczy* » tandis que **Jerzy Wedrychowski** trouvait sa voie au POUP et que **Witold Wutel**, incomparablement plus actif comme trotskyste, rejoignait l'organisation des socialistes polonais, plus tard RPPS³⁶.

En province les trotskystes furent de plus en plus isolés et la mort éclaircit leurs rangs. Certains voulaient faire oublier leur passé politique et s'engageaient dans d'autres groupes politiques divers. D'autres furent condamnés à la passivité politique et, comme Kazimierz Badowski, ici en Pologne, ne restèrent que platoniquement loyaux au mouvement, n'admettant leurs idées qu'à un petit nombre d'amis en qui ils avaient confiance. On trouvait des gens comme lui même dans les régions les plus distantes de l'URSS où leur destin les avait entraînés. Après la libération de la Pologne de l'occupation nazie, la situation politique en Pologne ne permit pas à ce qui restait du trotskysme de seulement penser reconstruire leur organisation.

Notes

1. **CP.N. Oulbiewsky** *The International* (Londres) 9, 1999, pp 14-22.
2. **I. Deutscher**, « The tragedy of the Polish CP », *Marxism and Revolution*, Londres, 1984, pp 91.128 ; **M.Z. Dziewanowski**, *The communist Party of Poland*.
3. **Adolf Warszawski** dit **Warski** (1868-1937) était un des fondateurs du SDKP : dirigeant du PC Polonais, éliminé en 29, exécuté. **Maria Koszutka** dite **Wera Kostrzewa** (1879-1939) eut le même itinéraire. **Maksymilian Horwitz** dit **Henryk Walecki** (1877-1938) prit leur place et fut écarté en 1925, puis exécuté. **Edward Weber** dit **Edward Prochniak** (1889-1937) du SDKPiL, fut membre de l'appareil de l'IC avant d'être purgé.
4. Le parti communiste ouvrier de Pologne naquit en 1918 de la fusion entre la social-démocratie de Pologne et Lituanie (SDKPiL) et la gauche des PPS (PPS lewica), plus tard il fut le PCP, Parti communiste polonais.
5. **Henryk Stein** dit **L. Domski** (1883-1932) contaminé par les idées « *trotskystes* », il fut retenu en URSS et exécuté.
6. **Boris Lifshitz** dit **Souvarine** (1893-1984), **Pierre Monatte** (1881-1960) étaient des premiers communistes en France. **Robert Louzon** (1882-1976) était un syndicaliste qui resta peu au PC.
7. **Vladyslaw Vikenievitch Kossior** (1891-1938), métallo dirigeant syndical, milita en Russie. Membre de l'opposition de parti, il fut enlevé des grévistes de la faim de Vorkouta pour être fusillé. Ses frères staliniens eurent le même destin.

8. **Julian Lesczynski** dit **Lenski**, membre du SDKPiL puis du bureau polonais du PCR (b) « gauchiste » promu en 25 puis limogé, accusé d'avoir avec Heinz Nermann, dirigé une fraction contre la ligue du Front populaire.
9. **Josef Pilsudski** (1867-1935), champion de l'indépendance polonaise au PPS, dictateur du coup d'Etat de mai 1926 à sa mort.
10. **Jerzy Sochacki** (1892-1933) était membre du PC. Il fut arrêté comme espion en URSS en 1933 et exécuté. Réhabilité depuis.
11. **Odezwa (l'appel)**
12. **L. Trotsky**, *Le tournant dans la situation en Allemagne et la situation en Allemagne*, 26 septembre 1930.
13. **Saul Amsterdam** dit **Henryk Henrykowski** (1898-1937) Venu de Poale Zion au PCP en 1921, apparatchik dans l'IC, Liquidé.
14. **Bronislaw Bronkowski** dit **Bortnowski** (1894-1937) Venu du PPS-gauche, tchékiste, fut secrétaire de Dzerjinsky. Exécuté.
15. **Pflug Abé** dit **Czarny, Waclawski** (1896-1938) dirigeant du Bund et des syndicats. Rejoint l'opposition en 1930, à son retour de Moscou, arrêté et exécuté en URSS.
16. Le **centrolew** (centre gauche) groupait les chrétiens démocrates du PPS et des partis paysans.
17. **Stanislaw Mertens** dit **Skulski** (1892-1938) au parti bolchevique en 1917, tchékiste, versé au CC polonais, organise la lutte contre les trotskyste, arrêté et exécuté.
18. **Ernst Thälmann** (1886-1944), docker, installé par Staline à la tête du KPD qu'il conduisit au désastre. Arrêté en 33, exécuté en 44 par les nazis.
19. Le Bund, union générale des ouvriers juifs de Russie, Lituanie et Pologne, né en Vilna en 1897. Nombre de ses membres rejoignirent les bolcheviks à partir de 1917.
20. L. Trotsky, « *Pilsudskisme, Fascisme et le caractère de notre époque* » août 1932
21. Faubourg ouvrier de Varsovie sur la rive droite de la Vistule.
22. Selon le PC, 84 membres de l'opposition étaient des exclus du PCP et 70 des jeunesses
23. L. Trotsky «*Pour de nouveaux partis communistes et la nouvelles internationale* » « *Il est impossible de rester dans la même Internationale avec Staline.* »
24. L. Trotsky. *Nos tâches actuelles*. 7 novembre 1933.
25. Le camp de la grande Pologne avait été formé en 1928 par **Roman Dmowski** (1864-1939) un nationaliste.
26. C'est de l'OWP qu'allait sortir le mouvement fasciste, le Falanga.
27. **Bronislaw Pieracki** (1895-1934), colonel, ministre de l'intérieur, fut assassiné, et ses forces répondirent par des ronds terroristes.
28. Ludwik Hass fait observer le silence de la gauche du PPS et de l'Union de la Jeunesse sur ces procès.
29. Avocat, leader du Bund en Pologne, conseiller municipal à Varsovie, **Victor Alter** (1892-1942), arrêté par les soviétiques, fut exécuté.
30. **Jozef Beck** (1894-1944) était le plus proche collaborateur de Pilsudski et son ministre des affaires étrangères.
31. C'est en avril 1939 que Deutscher, rompit avec l'opposition et devint journaliste à Londres.

32. C'est probablement en riposte à la torture que **Michal Zawadowski**, leader de Lwow, se suicida en prison.
33. **Stella Mihalstein** était la compagne de S. Erlich. Ils publièrent ensemble *Czerwony Sztandar* pendant toute la période de la bataille du ghetto.
34. L. Trotsky, « *L' URSS dans la guerre* ».
35. **Wladyslaw Sikorski (1881-1943)**, général-chef du gouvernement polonais en exil.
36. Le RPPS était la plus forte des forces anti-staliniennes de gauche.

John Archer

C.L.R. James en Grande-Bretagne (1932-1938)

C.L.R. James est probablement l'un des militants trotskystes de l'avant-guerre dont le nom et les écrits sont le plus largement connus. Pourtant, si ses écrits comme porte-parole du peuple des Noirs dans le monde à partir de 1938, ou ses premières années comme grand spécialiste du cricket sont connues d'un public, il est vrai, différent, on connaît mal ses années de formation.

La biographie complète et satisfaisante de cet homme remarquable ne sera écrite ni vite, ni facilement. Toute sa vie a reflété, à sa manière très spéciale, les efforts, les confusions et les reculs des exploités sur cette terre au XXème siècle.

Le père de **Cyril Lionel Robert James** était maître d'école à Trinidad. Sa mère dévorait les livres. Leur vie était précaire, sur l'arête de la respectabilité, et ils éduquèrent leur fils pour qu'il entre à l'école de l'élite dans l'île.

Ses enseignants blancs cultivèrent ses talents, brisant, mais non sans difficulté, la résistance de cet enfant, socialement déplacé, à l'instruction à travers les classiques de la littérature européenne. Ils cultivèrent le goût qu'il avait pour le cricket, jeu qui l'avait fasciné dans son enfance solitaire et qui allait être pour lui une fenêtre particulière à travers laquelle il contemplait la société, aussi bien comme un moyen de gagner son pain en rendant compte et en philosophant. L'école lui avait instillé cette conviction ferme, quoique

habituellement inconsciente, de cette supériorité intellectuelle qui marque la bourgeoisie qui reçoit la meilleure éducation.

Pendant ces années le British Colonial Office et la City de Londres laissaient stagner l'économie des Caraïbes. Les rapports matériels de classe de production à Trinidad n'offraient guère de débouché en avant à la majorité noire, qui n'avait aucune part au pouvoir. James commença à s'intéresser aux rapports entre gouvernants et gouvernés.

En même temps, le cricket dont le climat fait la distraction dominante dans les Caraïbes, devait occuper une place infiniment trop grande voire disproportionnée dans son esprit. Ce n'est pas mépriser les distractions dans la vie des travailleurs que de les reconnaître pour ce qu'elles sont. Il n'y a rien de mystique ou de supérieur à la lutte de classes quant à leur place dans la vie sociale. La grande majorité du peuple doit gagner sa vie de façon si ennuyeuse et frustrante que nous avons tous besoin de relaxation et de cette sorte de plaisir quand nous ne sommes pas au travail. Jouer à des jeux en compétition, regarder des joueurs adroits avec qui nous identifier en imagination, enrichit notre vie.

Mais aucune distraction ne peut changer le cours de l'histoire comme la lutte de classes la change. La politique n'est une distraction que pour les dilettantes et c'est la politique ouvrière qui constitue la culture de la classe. Rien ne permet de suggérer que l'ensemble des écrits de James sur le cricket ait gagné un seul lecteur et l'ait conduit à prendre activement part aux côtés des opprimés à la lutte contre leurs oppresseurs.

On remarqua vite la facilité avec laquelle James jouait avec les idées et les mots. Il était resté à Trinidad, gagnant sa vie en enseignant dans sa vieille école et en écrivant à l'occasion, jusqu'en 1932. Il acquit comme ses associés, un goût pour la vie de bohème, tandis qu'ils essayaient, en tant que non-blancs, de trouver un chemin vers le monde de la littérature.

C'est **Leary Constantine** qui rendit possible ce voyage vers une scène plus vaste en Grande-Bretagne. Peut-être avait-il déjà discerné dans les « *masses aux pieds nus* » des plantations et des champs pétrolifères, une force créatrice impérieuse de l'histoire et qu'il amenait avec lui les germes de ce qui allait devenir plus tard le pan-africanisme, conférant un rôle mystique ou une valeur évidente à la culture du peuple noir. Il fut très vite remarqué par certains intellectuels fabiens qui traditionnellement manifestaient de l'intérêt pour les

affaires coloniales. La Hogarth Press de **Leonard** et **Virginia Woolf** publia des extraits du livre qu'il avait écrit à Trinidad sur le capitaine **Cipriani**, ce créole français qui fut maire de Port of Spain durant les années 1920, et qui critiquait l'incompétence avec laquelle Londres gouvernait les « colonies de la couronne ». James, montrait dans son livre que le peuple des Caraïbes n'attendait pas pour bien se gouverner que les fonctionnaires de Londres décrètent ce qu'il fallait qu'ils deviennent. C'était un livre anti-impérialiste, pas encore un livre marxiste.

Bientôt James fut pris en amitié par **Neville Cardus**, lequel tenait chronique avec distinction sur le cricket et la musique pour le vieux *Manchester Guardian*. Mais il fut aussi témoin de la lutte désespérée des ouvriers du textile du Lancashire contre les conséquences du déclin de leur industrie. Par chance, il trouva *l'Histoire de la Révolution Russe* de Trotsky, qui allait l'éblouir, comme il en éblouit bien d'autres.

Ses années de Londres entre 1934 et 1938 furent une époque de grandes réalisations. Il gardait un pied dans le camp du journalisme, de la littérature et du théâtre, l'autre dans celui de la politique révolutionnaire où il partageait ses efforts entre les groupes trotskystes et les mouvements de lutte des Africains noirs contre l'impérialisme. Au printemps de 1935, nous le trouvons membre de l'Independent Labour Party (ILP) écrivant souvent dans son hebdomadaire *New Leader* et également membre du Marxist Group dans l'ILP que dirigeaient les trotskystes.

Les minutes du comité exécutif du Marxist Group sont dans les archives de Trotsky à Harvard. Elles contiennent un compte rendu passionnant de la façon dont James prenait la parole aux réunions de l'ILP à Glasgow. Le rapport a été écrit par **John L. Robinson** qui était alors l'organisateur du Marxist Group en Ecosse, au moment où James était au sommet de sa forme. Il réussit à manœuvrer victorieusement pour tourner l'opposition des députés pacifistes et parlementaires que l'ILP soutenait à Glasgow.

La même source contient les rapports sur la tournée de conférences que James effectua dans les vallées des Galles du Sud. A la fin de 1925, il visita Dublin où son appel à soutenir l'Abyssinie contre l'impérialisme italien fut bien reçu. Il y rencontra **Nora Connolly**, la fille du dirigeant assassiné du

soulèvement de la semaine de Pâques 1916. Le Marxist Group le mit en contact avec Trotsky et il s'en suivit un échange de lettres entre eux.

On sait aussi qu'il prit la parole à des réunions publiques à Norwich, Coventry, Nottingham et ailleurs. Cependant, selon les minutes du comité exécutif du 16 février 1936, nous constatons qu'on lui demande de remettre au Comité, la liste de ses engagements pour parler en province, de prendre de la littérature pour la vendre à ses meetings et de remettre les noms et adresses de tous ses contacts. Les minutes montrent aussi qu'il n'était pas toujours présent aux meetings du comité.

Il avait rapidement atteint une certaine notoriété mais sans grande chance de pouvoir acquérir une grande éducation politique ou cette expérience organisationnelle qui pouvait contrer son individualisme. Il n'eut aucune occasion d'étudier sérieusement le mouvement ouvrier britannique et ses particularités, l'expérience du mouvement communiste dans ce pays. Aussi semble-t-il avoir tendance à s'appuyer sur ce qu'il avait déjà compris et sur son agilité d'esprit et délaisser le droit et les questions politiques. Il ne joua jamais le rôle d'un « *Jimmy Higgins* » qui teste d'abord avec soin ce que ses dirigeants lui demandent de faire mais qui en même temps les évalue sévèrement d'en bas. Il ne semble pas avoir été brisé dans les tâches quotidiennes et les difficiles décisions qui sont le lot des cadres dévoués dans un groupe révolutionnaire. A plusieurs reprises dans sa vie, James devait attirer autour de sa personnalité, des camarades moins ambitieux et satisfaits de l'épauler dans ses tâches. On peut avoir des doutes et se demander dans quelle mesure, malgré son enthousiasme et son dévouement, il avait compris ce que Trotsky et les trotskystes, essayaient de lui expliquer. L'ensemble de sa pensée laisse percevoir une grande originalité dans un foisonnement d'idées mais bien sûr en exceptant le domaine de la politique révolutionnaire.

Cependant il n'y avait rien d'inévitable ou d'inéluctable dans cette évolution. Il n'était pas exclu qu'il puisse continuer à se développer politiquement malgré sans aucun doute bien des crises personnelles. C'est ce qu'escomptaient ses camarades qui comptaient en fait sur des conditions extérieures de plus en plus favorables aux succès escomptés.

James participa en tant que délégué à la conférence annuelle de l'ILP à Pâques 1936. Aucun de ceux qui l'on entendu parler ne put l'oublier. Le

problème était crucial pour l'ILP politiquement hétérogène. **Mussolini**, le leader fasciste de l'impérialisme italien, avait envoyé en août 35, une armée pour envahir l'État noir indépendant d'Abyssinie en Afrique orientale. Durant quelques semaines à l'automne 1935, **Fenner Brockway**¹, un éditeur de *The New Leader*, avait gagné la sympathie de l'ILP en affirmant avec conviction que le mouvement ouvrier britannique devait prendre des mesures pour empêcher le matériel d'atteindre l'Italie. On appelait cette ligne « *les sanctions ouvrières contre l'Italie* ». Il s'agissait d'affaiblir l'impérialisme italien et de défendre sa victime, sans compromettre le mouvement ouvrier dans des intrigues pour défendre les intérêts impérialistes anglais et français en Afrique, contre l'impérialisme Italie et sans avoir à recourir à la bonne volonté de la SDN. Cette ligne impliquait, par conséquent, tout à la fois : une agitation dans les syndicats et le Labour Party contre la politique officielle du parti Communiste et contre celle du Labour, une critique du régime de **Staline** en URSS lequel refusait d'arrêter ses ventes de pétrole à l'Italie.

Les membres ILP du Parlement qui contrôlaient ce qu'on appelait l'exécutif interne du parti, nièrent sur le moment que cela signifierait une rupture avec le réformisme et le pacifisme et qu'ils seraient coupés de leurs amis du Labour Party au Parlement, à Fleet Street et dans les églises catholique et méthodiste. Ils pouvaient aussi prévoir qu'en même temps que Brockway ils seraient tous dans les mains des trotskystes. Aussi imposèrent-ils le silence à Brockway, qui se soumit humblement.

A Pâques 1936, l'Abyssinie avait été submergée par les forces italiennes, la guerre presque terminée : il n'y avait pratiquement plus aucune chance pratique de l'aider. Mais la question de principe demeurait centrale parce qu'elle préfigurait ce que ferait l'ILP dans la guerre mondiale à venir. A la conférence, Brockway explique que cette ligne n'était pas celle des sanctions de la SDN contre l'Italie, prêchée par les partis communiste et socialiste, et que, de toute façon c'était ce qu'avait décidé la conférence précédente de l'ILP et son associé au niveau international, le Bureau International pour l'Unité Socialiste Révolutionnaire, appuyé par Brockway lequel, malgré son hétérogénéité, comme une barrière contre la IVème Internationale, et aussi d'accord. Rien de cela n'impressionnait Maxton et les autres députés.

La ligne de James était différente. Il parlait en homme d'Etat, sur la scène mondiale, pour les millions d'Africains noirs qui ne pouvaient guère parler pour eux-mêmes. Il expliquait qu'il se tournait vers le culte des « *Tours de Garde* » pas pour une vie meilleure dans l'autre monde que dans l'espoir d'améliorer celui-ci. Il dessinait « *le vent du changement* » pour dans 20 ans, mais avec une différence. Les peuples africains n'avaient pas eu à attendre leurs souverains pour les libérer. Et ils n'avaient pas à se battre tout seuls. Leur lutte était partie intégrante de la lutte de tous ceux qui, dans les pays coloniaux et les métropoles, avaient un réel intérêt à miner la domination impérialiste.

Il y a dans les archives de Trotsky, une longue lettre dans laquelle **Margaret Johns**², dirigeante du Marxist Group à cette époque et déléguée à cette conférence, rapporta à Trotsky ce qui était arrivé et comment CLR James « *avait lancé une excellente attaque* » contre la « *neutralité* » de la NAC.

La motion de James, de censure de l'exécutif interne, obtint le soutien d'une claire majorité des délégués, dont tous, sauf lui, étaient blancs. Mais le même soir, il fut volé du fruit de sa victoire et trahi par Brockway qui n'était que le premier de ceux qui allaient décevoir ses espoirs et sa confiance. Les membres du Parlement conduits par **Maxton**³ refusaient d'accepter la décision de la conférence. Brockway fit alors une proposition de compromis pour sauver « l'unité » avec ceux qui l'avaient fait taire. La question deviendrait un plébiscite pour les membres de l'ILP. La direction ferait un projet pour le vote, de façon à noyer le problème. Comme on pouvait s'y attendre, les parlementaires étaient sûrs d'une majorité, quand bien même cela accélérerait le déclin du parti. L'espoir de James d'un bloc avec Brockway était anéanti.

Le lendemain, la conférence démoralisée retira formellement les droits de fraction du Marxist Group. La plate-forme de James, c'était fini. Maintenant il était placé devant tous les problèmes qui rendent perplexes ses camarades blancs. Rien dans ses talents et son éducation ne lui donnait une plus grande capacité d'élaborer comment construire une organisation marxiste ou d'enfoncer ses racines dans la lutte de classes.

Plus tard, dans l'été 1936, James devait faire une grosse impression personnelle à la conférence internationale des trotskystes⁴, comme le rapporte une lettre de **Klement**⁵ à Trotsky. Il était très engagé à l'automne 1936 dans le travail du Comité de Défense de Trotsky. Le premier Procès de Moscou avait

déversé sur un monde ahuri les allégations basées sur les « aveux » de vieux Bolchéviks et autres, selon lesquelles Trotsky, son fils **Lev Sedov** et leurs compagnons étaient coupables de comploter, en collusion avec Hitler pour saper l'URSS. James était très à l'aise dans la dénonciation point par point des contradictions et falsifications des discours du procureur au service de Staline, l'ex-menchevik **Vychinsky**⁶.

Le Marxist Group dans l'ILP, dans la direction duquel James était important, avait été obligé par les décisions de la Conférence de Pâques de l'ILP, de reconsidérer sa perspective. Il y eut deux incidents significatifs dans le travail politique de James, et bien qu'abondamment commentés ils sont peu connus.

Le premier est né de la tentative de disposer d'un des problèmes politiques les plus sérieux pour engager les communistes en Grande-Bretagne, celui de leur rapport avec une intervention dans les conflits à l'intérieur du Labour Party. Le problème et la tentative de le résoudre ne peut être saisi que si l'on a une idée de l'état du trotskysme en Grande-Bretagne, à ce moment, ainsi que celui de la direction internationale⁷.

A l'été 1936 il y avait trois groupes britanniques se réclamant du trotskysme. Leurs désaccords étaient dus à des divergences politiques réelles et sérieuses, comme d'habitude il y avait aussi entre leurs membres des soupçons mutuels.

Le Marxist Group était lui-même dans un désarroi très grave. Quelques-uns de ses membres avaient la perspective de rester indéfiniment dans l'ILP, malgré tout, dans l'espoir que quelque chose allait changer. D'autres se disaient prêts à quitter l'ILP mais « pas maintenant ». D'autres enfin proposaient de la quitter pour fonder un groupe nommé « *indépendant*. » Tous craignaient qu'en allant au Labour Party, ils perdent la possibilité de développer la propagande révolutionnaire à l'extérieur, tout en étant incapables de le faire à l'intérieur. Quelques uns considéraient « l'autre » comme une trahison formelle du devoir de construire une organisation d'avant-garde « tandis que d'autres » ne pouvaient digérer l'idée d'appeler le Labour au pouvoir. Ceux qui pensaient cela n'étaient pas nombreux à avoir une expérience personnelle du Labour Party ou une idée claire du contenu politique des discussions entre les deux autres groupes dont deux, suivant leurs lumières, essayaient d'élaborer la meilleure façon d'appliquer une tactique « entriste. »

Les deux groupes qui avaient effectivement tous leurs membres dans le Labour Party étaient la Marxist League (dirigée par **Reg Groves** et **Hugo Dewar**) et le Bolchevik-Leninist Group (conduit par **Denzil Dean Harber** et **Charlie Van Gelderen**)⁸. Leur existence séparée était due partiellement à la différence de leurs origines et partiellement à celle de leurs méthodes de travail. La Marxist League était née au printemps de 36 d'une résurrection de l'ancienne « majorité » de la Communist League. En 1934 ils avaient accumulé les difficultés et leurs cadres tendaient à se défaire. Cependant Groves avait gagné la prééminence dans la Socialist League à la direction de laquelle il fut élu pour représenter les membres de Londres et la Marxist League avait un bastion dans la League of Youth du Labour Party dans le sud-ouest de Londres, ainsi que le contrôle de son organe de jeunesse, *Socialist Youth*.

Le groupe bolchevik-léniniste dans le Labour Party, s'était développé à partir d'un petit groupe dirigé par Harber qui quitta l'ILP et le Marxist Group tôt en 1935, ayant décidé que le temps était venu de mettre un terme à l'expérience « d'entrée ». Ils ont rejoint le Labour Party et établi de bons rapports avec la gauche dans le Labour of Youth, avec l'aide de Margaret Johns et John Robinson, ils assuraient la parution du journal *Youth Militant*. Groves suspectait profondément la capacité de manœuvre de Harber parce que ce dernier avait été un leader de la « minorité » qui avait quitté la Communist League à la fin de 1933 pour rejoindre l'ILP. Harber considérait les méthodes de travail de Groves dans la Socialist League comme plutôt opportunistes.

James fut délégué du Marxist Group à la conférence de la jeunesse. Harber l'étant pour le compte du Bolshevik-Leninist-Group. La conférence unanime accepta un document préparé par une sous-commission formée de James, Harber et Klement, intitulée « *Les tâches des B.L britanniques.* » L'existence même de ce texte intéressant est à peine connue aujourd'hui. Il développait la ligne de l'interview plus connue de Collins avec Trotsky, demandant une concentration des forces dans le Labour Party et la Labour League of Youth. Il conclut cependant :

« Les méthodes concrètes en vue de réaliser le départ de l'ILP et l'entrée dans le Labour Party (...) aussi bien que l'unification des forces de la IVème Internationale dans le Labour Party doivent être laissées à l'élaboration des camarades britanniques. »

Comme tous les autres trotskystes à l'époque, Trotsky attendait que la vague de guerre de classe en Europe se répande en Grande-Bretagne et que le résultat fut la disparition de l'ILP. Entre-temps il avait écrit un avertissement selon lequel il fallait décider de

« soutenir de façon critique l'affiliation du PC au Labour (...). Si nous refusons (...) nous irons contre le désir d'unité des masses. Les erreurs du Parti communiste (...) et leur inévitable alliance avec la bureaucratie, nous donneront l'occasion de gagner leurs meilleurs éléments. Mais seulement si nous sommes nous-mêmes dans le Labour Party ».

Personne ne semble avoir suggéré qu'une figure aussi distinguée que James devait adhérer individuellement au Labour Party. Trotsky pensait qu'un groupe totalement absorbé dans le milieu centriste de l'ILP pourrait laisser passer la chance de dire ce qu'il faut dire et qu'un groupe au Labour Party pourrait mettre en danger cette perspective si, par exemple, à l'éclatement de la guerre, devrait parler comme **Liebknicht** contre la politique des réformistes. Il laissait ainsi ouverte une porte pour certaines activités spécifiques à mener en-dehors de l'ILP et du Labour Party, comme l'organisation de la rupture avec l'ILP aussi bien que la discussion théorique et la présentation. Telle était l'intention derrière la proposition d'un « Club Lénine ».

Nous pouvons aussi remarquer, avec le privilège de le voir rétrospectivement, que ni Trotsky lui-même, ni les camarades de la conférence de « Genève » n'ont pris sur eux d'estimer avec quelque précision les problèmes pratiques que l'application de « *l'entrée* » dans le Labour Party devait poser. L'entrée est-elle un raid pour arracher un par un des pans du Labour Party pour les mettre dans un parti ouvert ? Est-ce qu'au contraire l'entrisme signifie mettre la main sur le Labour, le réformer et en faire un instrument révolutionnaire pour la prise du pouvoir ? Quelle devra être la signification du « *facteur subjectif* » que « *l'entrisme* » introduit dans la situation interne du Labour Party et les conflits qu'il connaît ? On peut douter que James n'ait jamais connu ces considérations qui étaient cachées derrière sa compréhension par la conception essentiellement propagandiste du travail politique.

Les trois groupes coopéraient en préparant un grand débat national auquel les bolcheviks-léninistes étaient invités à prendre part en fonction de la déclaration de « Genève ».

La discussion s'ouvrit le samedi 10 octobre lors une conférence de ceux que James considéra comme des partisans, l'objectif étant d'élaborer une orientation, s'ils le pouvaient.

Car si James a eu de l'influence à « Genève », la conférence de Genève a eu de l'influence sur lui. Il ne peut guère avoir prévu le sérieux des objections des membres de son propre groupe au texte qu'il avait aidé à préparer et soutenu.

Il a été dit, à juste titre, qu'il « n'avait aucun goût pour le Labour Party » et semble avoir essayé de trouver une voie ingénieuse pour boucler le cercle. A la réunion du samedi, il a présenté une motion pour que les trois groupes fusionnent en un seul, la nouvelle organisation ne serait pas encore assez forte pour émerger dans « l'indépendance » et devrait mener un travail de fraction tant dans le Labour Party et l'ILP, dont le seul objectif serait de réunir des membres pour le parti indépendant de l'avenir. Tandis que le Labour Party pouvait être le principal champ de travail, on ne demandera à personne de quitter l'ILP s'il ne veut pas le faire.

Le premier numéro de la nouvelle revue *Fight the Fourth International*, paru la veille, a constitué un élément de grande portée dans les débats qui ont suivi. James espérait que tous les groupes accepteraient de travailler pour lui. Dans ce même numéro paraissait un article attaquant la direction de l'ILP qui ne put être qualifiée autrement que de « provocatrice. » Et, il n'expliquait pas comment les trotskystes du Labour Party ou de l'ILP allaient pouvoir vendre ce journal ouvertement, alors qu'il ne défendait pas – le moins qu'on puisse dire – les orientations ou les idées de ces organisations d'une manière qu'on put espérer plus favorable à leur égard.

Collins⁹ soutint James pour présenter une contre-proposition afin que la rédaction du texte de « Genève » soit acceptée, à savoir une rupture rapide avec l'ILP et, de façon générale avec le Labour Party. Cependant dans la discussion, **Cooper**¹⁰, qui voulait rester dans l'ILP, obligea James à reconnaître qu'il croyait que l'ILP ne s'effondrerait pas aussi vite et que cette plate forme offrait la meilleure base possible pour la propagande révolutionnaire. Harber qui assistait à la réunion comme délégué fraternel de son groupe, obtint de James, une déclaration selon laquelle il n'interprétait pas maintenant la résolution de Genève de la même façon qu'il l'avait fait à la conférence.

Le résultat fut que les espoirs de James en faveur d'une proposition englobant tout, apparemment bien préparée, gagnant les cœurs et les esprits, furent déçus. Sa motion fut bien votée à la fin par 11 voix contre 10, dans une réunion de 34. De toute évidence cela n'allait pas aider à résoudre les différences, ou à faire que soit effectué le travail quotidien. Le Marxist Group se comportait comme s'il pouvait continuer, comme avant, à mettre sur pied une nouvelle direction. Cette direction a essayé tout de suite d'imposer sa discipline à tous ceux qu'il avait amenés à la conférence, pour qu'ils votent la motion James, qu'ils soient ou non d'accord avec elle : une autre entreprise sans espoir.

Tous les membres des trois groupes qui avaient pu aller à Londres se réunirent le lendemain dimanche 11 octobre. Leur réunion s'ouvrit par des déclarations de chacun des trois groupes sur leurs effectifs et leur activité outre une déclaration de Harber qui cadrerait la discussion :

« Nous sommes d'accord sur le principe de la fusion (...) sur la base de la résolution de la conférence de Genève (...). Pendant plusieurs mois nous avons demandé à la Marxist League, une réunion commune de membres pour discuter de l'avenir des deux groupes (...). Ces efforts ont été (...) vains. En ce qui concerne le Marxist Group, nous avons cherché à trouver une activité commune avec eux sur des sujets spécifiques, reconnaissant l'impossibilité de la fusion compte tenu des divergences politiques existantes (...). La résolution James, en insistant pour que le principal domaine de travail (...) soit dans le Labour Party, apportait au moins une base pour une discussion sur la perspective d'une fusion de tous les groupes. »

Le seul résultat pratique de la conférence, cependant, était la formation d'un comité de coordination des groupes. Ses réunions ultérieures furent autant d'échecs, révélant qu'on n'était arrivé à aucun accord pour une tactique commune. Le groupe Harber publia une déclaration appelant le Marxist Group à décider s'il acceptait l'ILP ou le Labour Party comme cadre principal de leur intervention.

C'est alors que le deuxième « incident », concernant James, éclata. Au début de novembre 1936, il fut exclu de l'ILP. Le prétexte était l'attaque du groupe parlementaire de l'ILP dans le premier numéro de *Fight*. Son titre était « *Brockway va-t-il aussi faire ça ?* » et il essayait d'enfoncer un coin entre Brockway et Maxton en attirant l'attention sur le penchant de Maxton pour un front populaire de Labour avec les libéraux, contrairement aux déclarations répétées de cette idée par Brockway il concluait « *si Brockway y va, il se*

discrédite pour toujours et montre (...) qu'il n'est qu'un rabatteur révolutionnaire pour le parlementarisme ».

Il est peu probable que James ait prévu ce que seraient les conséquences de cet article. Mais il y avait désormais plusieurs raisons pour lesquelles « l'exécutif interne » et Brockway lui-même voulaient se débarrasser de lui car il les gênait. C'était en réalité le point final d'une série d'attaques contre le Marxist Group depuis la conférence de Pâques de l'ILP. Brockway et Maxton étaient engagés dans de longs pourparlers avec les dirigeants du Labour Party en vue de leur réadmission dans le Labour Party parlementaire et on ne leur avait pas laissé ignorer que le Labour ne voulait pas de James et de ses amis. Plus encore Brockway était engagé dans des discussions avec les dirigeants du PC et de la Socialist League dans la préparation du lancement de ce qu'on appelait la campagne d'unité pour l'affiliation du PC et de l'ICP au Labour sur la base d'un renoncement à la critique de Staline¹¹. Brockway peut aussi avoir apaisé le PC dans le vain espoir de protéger le POUM en Espagne des calomnies, des balles et des prisons du GPU en « démontrant » que l'ILP et le POUM « n'étaient pas trotskystes » comme si cela faisait quelque différence. Le 7 novembre le Bureau de la IVème Internationale écrivit au Marxist Group, le priant de « *tracer la perspective d'un départ public de l'ILP, avec une déclaration politique qui pouvait être utilisée dans notre presse internationale et de nous efforcer d'arriver à unifier nos groupes dans le Labour Party et la ligue de la Jeunesse* ».

Les membres du Marxist Group de Londres se réunirent le 15 novembre pour discuter de la décision à prendre. James proposa qu'ils se déclarent organisation « *ouverte, indépendante* » et quittent tous l'ILP. Sa motion obtint 16 voix pour et 6 contre. Quelques-uns de ceux qui n'avaient pas été exclus proposèrent d'y rester. La réunion exprima l'espoir bien optimiste d'obtenir le soutien de toutes les sections du mouvement international.

Le bureau de la IVème Internationale n'était nullement d'accord, comme le montraient les minutes de ses réunions et sa déclaration du 13 décembre. Cette longue déclaration soigneusement rédigée, acceptée à l'unanimité au bureau, avec une seule réserve de **Pierre Naville**¹², qui doutait de la possibilité d'une rupture proche d'avec le Labour Party League et Youth, se concluait ainsi :

« Que tous les BL anglais qui reconnaissent les décisions de la conférence de Genève, convoquent par des moyens démocratiques une conférence constituante où

ils pourront, conformément aux principes du centralisme démocratique, discuter et décider de la meilleure voie ».

La déclaration se terminait sur une note avec une légère menace :

« Toute solution qui ne correspond pas aux vœux de la majorité des BL anglais, ne peut qu'échouer et constitue un danger pour le travail des BL. Le SI se sentirait dans ce cas, dans l'obligation de reconsidérer ses relations avec une telle minorité ».

Il semble que cette phrase ait inquiété James qui ne voulait pas être exclu de la IV^{ème} Internationale. Il avait déjà écrit à **Vereeken**¹³ en Belgique pour lui annoncer la naissance d'un groupe « *ouvert et indépendant* » et devait écrire de nouveau le 31 décembre : « *Nous voulons rester attachés au bureau et vous demandons votre aide* »

Vereeken répondit qu'il avait parlé avec **Lesoil**¹⁴ qui était décidé à défendre James si l'occasion se présentait. Tous deux pensaient que les craintes de James étaient sans fondement.

Cependant Harber aussi avait relevé le paragraphe de conclusion. Son groupe envoya une longue déclaration sur sa position et les raisons de son opposition au Marxist Group de réfléchir au sujet de la réunion de janvier 1937, du bureau. Sa lettre se terminait par une proposition selon laquelle, étant donné l'échec des discussions, ni le Marxist Group ni la Marxist League, ne devaient être autorisés à aller y chercher une reconnaissance internationale. Cette proposition fut très mal accueillie. Le centre international n'était pas convaincu de réviser son idée de rencontre des trois groupes et les membres eux-mêmes devaient débattre de la solution au problème de la perspective à la lumière de l'expérience.

Le Marxist Group continua à publier *Fight* avec la collaboration de James jusqu'à son dernier numéro en novembre 1937. *Fight* continua sa propre voie propagandiste, commentant, parfois sévèrement, les événements et exprimant ses divergences avec Trotsky sur le rôle du POUM dans la guerre d'Espagne.

Alors qu'il était impliqué dans ces affaires politiques, James ne négligeait nullement ses projets littéraires. Son roman sur la vie du peuple à Trinidad, *Minty Alley* fut publié en 1936 par Secker and Warburg qui publia aussi les sessions et les conclusions de la commission Dewey d'enquête sur les Procès de Moscou¹⁵.

Puis en 1937, James publia un travail important, *World Revolution 1919-1936 : The Rise and Fall of the Communist International*, c'était la première critique à grande échelle du cours de l'Internationale communiste sous Lénine et Staline, à être écrite d'un point de vue sympathisant avec les idées de ses fondateurs et du communisme.

The New International publia un compte rendu sérieux bien qu'un peu critique de ce livre dans son numéro de février 1938, quelques mois avant que James ait la possibilité de visiter les Etats-Unis. **Joe Carter** reconnaissait et approuvait la réfutation, par James, de l'idée que le « socialisme national » en Russie, tirait son origine de la politique de Lénine et James démolissait la légende selon laquelle Staline avait été l'inventeur des plans d'industrialisation et de collectivisation.

En même temps, Carter critiquait la méthodologie historique de James :

« James pense que Staline et le socialisme national – ont triomphé complètement en 1923 (...). Il sous-estime l'effet décisif des événements économiques, sociaux et politiques ».

Il désignait comme « *la réelle faiblesse du livre* » son « *traitement* » du rôle du parti et de sa direction. James réitère sans arrêt l'affirmation que c'est un problème capital mais ne propose que la plus vague idée de la conception de Lénine.

Nombreux sont ceux qui ont beaucoup appris à la lecture de *World Revolution*. Mais ce n'est pas un livre parfait. Son propos relève surtout de l'idéologie, de la propagande des idées. Il fait comme si la lutte des ouvriers pour libérer leurs organisations de la syphilis du stalinisme était une question d'arguments intellectuels afin de convaincre de leurs erreurs les staliniens ou ceux qu'ils influencent. Quelques passages semblent raconter ce que serait la lutte des Enfants de la Lumière (James) contre les Fils de l'Antéchrist en un combat théologique. En réalité, quelques jeunes camarades ont été égarés en essayant aussitôt de gagner des membres du Parti Communiste à ce qui leur apparaissait comme des débats abstraits ou en tout cas éloignés des préoccupations des ouvriers à ce moment : salaires, paix, défense de l'URSS et renversement de Hitler.

Heureusement nous avons le compte rendu, par James ou une sténo, de sa discussion avec Trotsky lui-même dans *World Revolution* en avril 1939. Les

lettres de Trotsky montrent que contrairement à la légende, cet homme avait beaucoup de tact dans la mesure où cela pouvait permettre d'accéder à la vérité. Le rapport s'ouvre avec un commentaire de Trotsky sur un texte de James sur l'histoire de l'opposition de gauche.

« Dans certaines parties, le manuscrit est très perspicace, mais j'y ai trouvé le même défaut que dans le *World Revolution* – un livre excellent – : un manque d'approche dialectique, *l'empirisme anglo-saxon* et le formalisme qui n'est rien de plus que l'envers de l'empirisme. »¹⁶

Trotsky essaya d'expliquer à James comment cette méthode le conduisait à des conclusions erronées. A quelle date fallait-il faire remonter la dégénérescence de l'URSS ? Selon James, elle aurait commencé en octobre 1917. « *Selon moi, disait Trotsky, elle a commencé dans les premières années de la Nep (...) Vous voulez partir, avec la dégénérescence totale* ».

Trotsky continuait à montrer comment la méthode de James faussait ses conclusions sur l'Allemagne. Staline ne voulait-il pas la victoire de la Révolution allemande ? Bien sûr qu'il la voulait ! « *En 1923 tout le parti avait la fièvre de la révolution qui venait.* »

Staline et la bureaucratie ne voulaient pas la victoire de la révolution chinoise en 1925-27 ? Bien sûr qu'ils la voulaient ! Trotsky disait :

« *Même en 1927, tout le parti attendait l'issue* »

« *Mais, demandait James, cela ne voulait-il pas dire que Staline et les autres ne comprenaient pas le cours de la révolution russe ?* ».

« *Staline et Cie croyaient sincèrement que la révolution chinoise était une révolution bourgeoise démocratique, répliquait Trotsky. « Leur position était la même que celle qu'ils avaient en Russie en mars 1917 jusqu'à l'arrivée de Lénine !* »

James lui demande alors : « *Et qu'en est-il de la déclaration de Boukharine en 1935, que s'il y avait une guerre, les révolutionnaires courraient défendre le bloc bourgeois-soviétique ?* »

Trotsky lui dit : « *Non seulement Boukharine mais moi et nous tous avons à plusieurs reprises écrit des absurdités. Je vous le concède* » et il continua : « *Je trouve étrange que vous puissiez être si réaliste sur les questions nègres, mais aussi non-dialectique sur cette question, je vous soupçonne d'être juste un peu opportuniste sur la question nègre mais je n'en suis pas si sûr.* »

Quant à l'Allemagne en 1923 : « *Penser que Staline avait un plan pour permettre au fascisme de venir au pouvoir, c'est absurde. C'est une déification de Staline* ».

Trotsky clôt la discussion par un appel à l'expérience de James lui-même. Pourquoi ses efforts pour construire le Mortist Group pour une organisation ouverte, indépendante n'ont-ils pas réussi ?

« *Ce qui est le plus dangereux, dit Trotsky, c'est la façon sectaire d'aborder le Labour Party* ».

James répondit : « *Nous avons eu des difficultés à réclamer un gouvernement du Labour avec les réserves nécessaires.* »

Trotsky répondit : « *Votre échec en Angleterre est dû au manque de compétence, de flexibilité aussi, du fait de la longue domination de la pensée bourgeoise en Grande-Bretagne. Je voudrais dire aux ouvriers britanniques : Vous refusez d'admettre mon point de vue (...) Mais à présent, vous croyez en votre parti. Pourquoi permettre à Chamberlain de garder le pouvoir ? Installez votre parti au pouvoir. Je vous aiderai de tout ce que je peux. Je sais qu'ils ne feront pas ce que vous pensez, mais comme vous n'êtes pas d'accord avec moi et que nous sommes petits, je vous aiderai à leur demander* ».

Les années 1934-38 produisirent aussi *The Black Jacobins*, le chef-d'œuvre à travers lequel on se souviendra de James quand la masse de ses autres écrits aura été depuis longtemps oubliée. Le livre porte sur l'unique révolte d'esclaves victorieuse dans l'histoire, dans l'île de Saint Domingue entre 1789 et 1804. Pour l'écrire, James avait dû entreprendre de monumentales recherches en Grande-Bretagne et en France, sur la Révolution française et en particulier son expression dans les Caraïbes, mais aussi assimiler quelque chose de la méthode marxiste. Peut-être a-t-il eu tort d'identifier les esclaves de St Domingue et le prolétariat moderne, cela laisserait en dehors les longues générations d'expériences qui ont produit les mouvements ouvriers dans les pays des métropoles. Mais cela ne porte pas atteinte à sa qualité artistique.

The Black Jacobins, comme les efforts de James et **Palmero** pour défendre les Africains noirs en révolte contre l'impérialisme, devaient quelque chose au stimulus de la résistance abyssinienne à l'impérialisme américain. En 1938, James publia sa brève *Histoire de la Révolte nègre* dont nombre d'exemplaires furent vendus dans les classes du Labour, des collèges et aux meetings ouvriers.

James était le seul à pouvoir écrire ce livre, et, grâce à ses contacts, il n'y avait que lui pour obtenir qu'il soit publié. Cependant, comme **Walter Rodney** devait le noter, non sans approuver, James avait déjà exprimé l'idée selon laquelle « *dans une situation raciste il faut sérieusement réexaminer la catégorie de classe.* »

James publia en 1938 sa traduction de l'original français de la grande biographie de Staline par **Souvarine**¹⁷. Sa collaboration avec Souvarine, comme ses relations avec les adversaires ultra-gauches de Trotsky, **Oehler** et **Field**¹⁸ ne peuvent pas être sans lien avec le point de vue qu'il exprime dans ses discussions avec Trotsky ainsi que son évolution ultérieure comme l'écrit Lloyd d'Aguila :

« Il y en avait d'autres dans les cercles trotskystes qui soutenaient des variantes de la même position ».

James prit le bateau pour l'Amérique à l'automne 1938, sur la suggestion de **James P. Cannon**. Il est possible qu'il ait éprouvé un certain désenchantement à l'égard des trotskystes d'Europe. Ni son intelligence ni son éloquence n'avaient suffi à résoudre leurs problèmes ou composer avec leurs divergences. Il peut bien avoir lui-même saisi une chance toute neuve de recommencer une carrière politique comme révolutionnaire dans un milieu pour lequel il était très qualifié et prêt à sacrifier les fruits de son succès dans le monde littéraire de Londres.

Notes

1. **Archibald Fenner-Brockway** (1888), secrétaire général de l'ILP puis du Bureau de Londres, chef de file des centristes (NdT).
2. **Margaret Johns** (née en 1912), institutrice, milita à l'ILP, elle commença à être une responsable importante dans le Marxist Group en 1934 (NdT).
3. **James Maxton** (1885-1946), pacifiste, était député de Glasgow et maître à penser de l'ILP (NdT).
4. La première conférence internationale pour la IV^{ème} Internationale dite « de Genève » eut lieu à Paris du 29 au 31 juillet 1936. Y participaient les délégués de deux groupes anglais, le Marxist Group et le Bolchevik Léninist Group (NdT).
5. **Rudolf Klement** (1910-1938), un Allemand, avait été secrétaire de Trotsky et était devenu secrétaire administratif au SJ (NdT).
6. **Andrei Vychinsky** (1859-1954), Menchevik rallié à la victoire des bolcheviks, s'était fait connaître comme recteur de l'université dans la répression des étudiants trotskystes. Il était dénommé procureur général avant de s'illustrer par son zèle répressif instamment dans le Procès de Moscou (NdT).

7. La direction internationale « Genève » fut organisée comme suit : l'organisme supérieur était le conseil général qui exerçait la direction entre deux conférences. Le travail quotidien de maintien et d'extension des rapports entre les différentes organisations, devait être assumé par le Secrétariat international de la IVème Internationale, son travail devait être soumis à examen tous les deux mois par le Bureau international, formé des cinq membres du SI plus six autres élus par la conférence (...) L'équipe dirigeante était composée de Lev Sedov, Erwin Wolf, Rudolf Klement.
8. **Reg Groves** (1908-1988), membre de l'ILP puis de CPGB dont il est exclu en 1932, administrateur du groupe de Balham, il refuse l'entrée à l'ICP et forme un groupe « indépendant » qui répand le Socialist League à partir de 1935 au sein du Labour. **Hugo Dewar** (1908-1980) a été avec Groves un des organisateurs des trotskystes anglais, refusant l'entrisme en 1938. **Denzil Dean Harber** (1909-1966), d'abord au CPGB, le quitte après un voyage en URSS. Entré à l'ILP, il devient dirigeant du Marxist Group qui adhère au Labour, abandonnant toute activité politique en 1951 (NdT).
9. **Sam Collins**, chauffeur de taxi londonien de l'ILP et du Marxist Group, rendit visite à Trotsky en Norvège en 1936.
10. **Arthur Cooper**, comptable, venu du CGPB et du Marxist Group, fut dans l'ILP un des proches de James.
11. La « campagne d'unité » naquit de la négociation entre le CPGB, la Socialist League et l'ILP. Il s'agissait d'appuyer l'admission du CPGB au Labour et de s'en prendre aux trotskystes.
12. **Pierre Naville** (1904-1992) était encore dirigeant des BL internationaux mais en conflit fréquent avec Trotsky.
13. **Georges Vereeken** (1898-1978) chauffeur de taxi bruxellois, membre du CC du PC puis dirigeant de l'opposition. Il était alors très critique et de Trotsky et du SI.
14. **Léon Lesoil** (1892-1942), gagné au communisme en Russie en 1918. Membre du PC Belge de 21 à son exclusion en 28. Une des grandes figures du mouvement.
15. Les deux ouvrages étaient *Not Guilty* et *The case of Leon Trotsky*, remarquables par la clarté des explications données.
16. Le compte rendu de cette discussion se trouve en français dans les **Œuvres**, 21 avril-septembre 1939, pp 31-65.
17. **Boris Souvarine** (1893-1984), un des fondateurs du PC, qui avait fait connaître la position de Trotsky, il avait rompu avec lui en 1929.
18. **Hugo Oehler** pseudonyme d'**Edward Oler** (1903-1983), dirigeant ouvrier du PC, puis oppositional, avait fait scission au temps du « tournant français ». **Max Gould** dit **B.J. Field** (1900-1977) avait suivi le même itinéraire.

Ted Crawford

Nils Kaare Dahl
(1909-1996)

Je n'ai connu Nils Dahl que les sept dernières années de sa vie, mais j'ai appris à son sujet et ce qu'il m'a dit m'ont fait une impression durable. Il venait d'une famille norvégienne très privilégiée. Son arrière-grand-père avait été gouverneur de Halden sous la couronne danoise quand Bernadotte l'envahit en 1814 et quand Halden lui ouvrit les portes. Il était donc un des « Hommes d'Eidsvoll », les citoyens norvégiens dirigeants qui ont appelé le roi de Suède à accepter la couronne d'une Norvège constitutionnelle. Comme ceux qui ont signé la Constitution américaine, les « Hommes d'Eidsvoll » sont les Pères fondateurs de la Norvège. Nils a été éduqué à l'Académie Militaire Royale et, avec sa famille impliquée dans la surveillance, s'est formé comme ingénieur civil.

Il est devenu officier de réserve dans l'armée norvégienne. En 1929, il a rejoint le Parti communiste norvégien d'où il a été bientôt exclu comme opposé et membre de l'unique association d'intellectuels autour du journal *Mot Dag* (Vers l'aube). Mis sur pied à l'origine pour amener étudiants et intellectuels autour du Parti du travail, ce journal a été de 1926 à 1929 lié au NKP, mais avec le tournant ultra-gauchiste contre « les droitiers », l'association *Mot Dag* se lia à l'IVKO, l'opposition internationale inspirée par Brandler et

Thalheimer. C'était un groupe très progressiste et aux idées avancées pour son temps dans de nombreux domaines de la vie sociale et politique.

Il était en violent désaccord avec la politique de défense du gouvernement du Labour. Après la fin des années 20, la bourgeoisie assumait beaucoup plus le contrôle des forces armées, qui devenaient inutiles pour la défense nationale. Quand les officiers craignaient et haïssaient les ouvriers plus que tout agresseur possible, une partie des fusils furent déménagés des casernes et gardés en des endroits secrets pour empêcher que ces derniers s'arment. Ce fut inutile quand les Allemands envahirent (le pays) en 1940. Le gouvernement du Labour construisit les défenses de l'Etat, et dissout les organisations de défense ouvrière. La Défense ouvrière, créée par décision du Trade Union Congress en 1931 pour « *défendre les ouvriers contre toute attaque illégale violente* », pour la défense des propriétés ouvrières et empêcher un coup fasciste, a été dissoute en même temps que la Workers Athletic League, qui mobilisait à l'occasion pour les batailles de rue contre les fascistes. Nils pensait que tout cela prouvait que le mouvement du Labour abandonnait la lutte de classes au profit de la collaboration de classe et, plus récemment, critiquait l'actuelle génération de jeunes camarades qui n'avait pas une habitude suffisante des armes.

En 1931-33, il alla à Berlin dans le domaine spécialisé de la surveillance aérienne, qui était « *la chose qui venait* ». Il représentait là Mot Dag à l'intérieur de l'IVKO à laquelle ils avaient adhéré en 1929 et il devint garde du corps pour **Brandler** et **Thalheimer**². Même à l'âge de 80 ans c'était un homme grand, de belle allure et, au temps de sa jeunesse, il avait dû avoir les traits qui lui conféraient une allure splendide et puissante rappelant celle des Vikings du temps passé. Dans ces conditions, sa connaissance des armes aurait dû être plutôt dissuasive. Il tomba malade et revint en Norvège juste avant l'arrivée de Hitler au pouvoir. En Norvège, il devint permanent à plein temps pour Mot Dag et finalement responsable syndical dans le Building Workers Union, un des syndicats les plus grands de Norvège, centre névralgique des débats dans les syndicats, lesquels initièrent l'établissement d'un système de travail par équipes par lequel ils aidèrent à mettre en place un système progressiste de contrôle syndical pour permettre aux membres des syndicats de contrôler les prix des travaux. Il est toujours utilisé. Il eut un rôle capital dans la publication de la

Workers Encyclopedia en 6 volumes avec les contributions de la majorité des intellectuels norvégiens éminents et des académiciens du jour qui popularisèrent et rendaient accessibles les idées marxistes dans cette langue. Quand Léon Trotsky fut obligé de quitter la France en 1935, il trouva refuge en Norvège. Là, Nils, un des rares sympathisants à disposer d'un lieu de refuge et qui était influencé par **Walter Held (Heinz Epe)**³, aida les exilés et, pendant deux périodes, resta avec Trotsky, ayant avec lui de longues discussions.

Pendant les procès de Moscou, il essaya de défendre les accusés dans les journaux de gauche, ce pourquoi les staliniens essayèrent de l'exclure de son syndicat et du parti du travail. Lui, ainsi que tous les partisans de Trotsky étaient réellement à l'épreuve car tout le NKP, l'aile droite conservatrice et le parti fasciste de **Quisling**⁴ étaient d'accord pour que Trotsky soit expulsé. Selon ses propres paroles « *La situation était difficile car on ne savait pas où était l'ennemi principal. Les coups venaient de si nombreuses directions les plus inattendues.* »

Après l'expulsion de Trotsky de Norvège en 1936, Nils joua un rôle parmi les nombreux réfugiés de grand talent qui étaient venus en Norvège pour fuir le nazisme, parmi eux : Walter Held, **Daniel Guérin**⁵ ainsi que Willy Brandt. Quand la guerre éclata en 1939 la Norvège était neutre mais aucun des trotskystes norvégiens ne soutint la ligne de la IVème Internationale pendant la guerre d'Hitler russo-finnoise, de sorte qu'ils défendaient le PC local contre les bans et les interdictions, et soutinrent aussi le droit des Finnois à la nationalité. Walter Held et Nils Dahl semblent avoir soutenu les idées de **Max Shachtman**⁶ sur la Finlande mais pas sa scission. Malheureusement, nous, à *Revolutionary History* n'avons jamais réellement discuté de ce point avec lui. Selon l'auteur, l'histoire a définitivement montré que Held, Dahl et les trotskystes danois avaient raison sur la Finlande, contre Trotsky.

Quand les Allemands envahirent la Norvège en avril 1940, tous les trotskystes considérèrent la situation comme celle d'un pays non impérialiste envahi par les nazis et dans la mesure où le gouvernement Quisling fut immédiatement proclamé, ils considérèrent le conflit comme une guerre civile contre les fascistes. Ils ne savaient même pas si les Britanniques étaient de la partie pour trois ou quatre jours. Il traite à fond cette question dans ses deux

volumes partiellement résumés ci-après. Nils n'a pas hésité à rejoindre les forces mobilisées à Hynefors emmenant avec lui quelques réfugiés antifascistes y compris des vétérans de la guerre civile espagnole. Ils faisaient partie d'une colonne en Norvège centrale qui fut repoussée dans les montagnes et finalement dût se rendre. Les amis exilés de Nils, cependant, auraient certainement été fusillés s'ils n'avaient pas été couverts par les termes de la capitulation, ce qui fait qu'avec les réfugiés, ils partirent à ski dans les montagnes, brûlèrent les uniformes, les armes et les documents qu'ils avaient, dans une ferme isolée, louèrent une voiture et prétendirent être des réfugiés civils norvégiens rentrant chez eux à Oslo comme l'ordonnaient les Allemands. Ainsi on put cacher les camarades étrangers et finalement ils réussirent à filer en Suède.

Toutes les troupes norvégiennes qui se rendaient étaient renvoyées chez elles et les officiers devaient donner leur parole qu'ils ne continueraient pas le combat. Mais Nils contacta des passeurs et, par bateau, ils traversèrent vers Strömstadt en Suède. Il prit soin d'être arrêté par l'armée plutôt que par la police qui l'aurait renvoyé aux Allemands et obtint d'eux la permission de téléphoner à une relation, un cousin de son père, à l'ambassade de Stockholm. Il avait avec lui les documents qu'il avait sauvés. Après avoir fait une communication à l'état-major suédois sur les récents combats, il quitta secrètement Stockholm et voyagea vers le nord en direction de Narvik jusqu'à deux stations de chemin de fer avant une gare proche de la frontière norvégienne où il savait que la police allait effectuer des contrôles. Il partit à ski dans les montagnes et, croisant les troupes, redescendit au milieu des soldats norvégiens, français et britanniques qui combattaient encore dans l'extrême Nord près de Tromsø. Nils refusa de nouveau de se rendre, quitta son uniforme et prétendit être un civil rentrant chez lui avec un chargement de bateau jusqu'à Trondheim. A en juger par la carte, il devait être un homme très résistant. Là il commanda une batterie d'artillerie, il était en liaison avec l'armée française : les Chasseurs alpins. Mais quand la France se rendit en juin, les forces françaises et britanniques se retirèrent. Il revint de là à Oslo par train et y découvrit qu'il avait des problèmes avec l'armée norvégienne pour avoir pris de l'argent dans la caisse quand il s'était évadé avec ses amis antifascistes et pour n'avoir pas gardé des comptes en ordre.

Il fit un épouvantable raffut disant qu'on attentait à son honneur et dit qu'il retrouverait tout et donnerait des comptes rigoureusement exacts sur ses dépenses. Cela lui valut la couverture et la possibilité de trouver sa cache, reprit tous ses documents pour les ramener en Suède éventuellement et mieux cacher les armes ailleurs. Après la guerre, il donna un compte rendu complet de son idée de la période dans un livre intitulé *Stormaktenes Kamp Norge og Skandinavia 1939-40 : en militaer-politik studie. I. Det tyske angrap pa Norden*. Celui-ci traite des premiers jours après l'attaque allemande. Un point intéressant et inhabituel qu'il souligne, c'est que les jeunes officiers et les sous-officiers dans cette force de conscrits étaient pour l'essentiel d'anciens étudiants qui avaient été influencés par les idées socialistes de *Mot Dag*. Les rapports de l'époque des experts militaires allemands qu'il cite en parlent comme « *de jeunes fanatiques* ». Ils étaient plus portés que leurs aînés à résister aux nazis. Hélas, comme ce livre fut totalement ignoré à l'époque, il ne fut suivi d'aucune étude.

Dans les premiers mois de l'occupation, Nils prit une part active à la préparation du mouvement ouvrier à la répression dont il savait qu'elle allait venir. Il retourna en Suède légalement en octobre 1940 et collabora avec le Haut Commandement suédois en construisant un réseau de renseignements sur les Allemands. Il put filer de ce pays en Grande-Bretagne en 1943. Il avait laissé un travail à publier par un syndicaliste suédois sous un pseudonyme (Harald K. Johansen, *Den Norska tragédien*). Comme il donnait un compte rendu des premières 48 heures de l'invasion allemande en 1940, quand le gouvernement et le roi⁷ quittèrent Elverum, au nord d'Oslo et avait à décider quoi faire, cela provoqua beaucoup de bruit et on le menaça de la cour martiale.

Dans la confusion, le jeune officier de réserve et trotskyste était là et prit la parole dans la discussion. A son grand étonnement, et presque en contradiction avec ses préjugés marxistes, bien que la droite eut le désir de faire un accord avec les nazis, le roi et le prince héritier étaient décidés à se battre. Le roi appela à la radio à la résistance nationale et dénonça furieusement la Luftwaffe pour son comportement non chevaleresque en bombardant les civils. De ce moment le sabotage commença. En Angleterre, il rencontra un militant du Bund polonais,

Lucjan Blit et chercha à savoir ce qui était arrivé en Russie à son ami Walter Held.

Dans un article du journal des socialistes internationaux norvégiens, Nils commentait le fait que le groupe Octobre des trotskystes norvégiens n'avait pas survécu à la guerre et disait que « *les longues années de travail clandestin sous le régime nazi avaient pour résultat que les camarades étaient incapables de faire un travail politique dans les circonstances normales.* » Dans le monde d'après-guerre il prit une part active aux luttes anti-impérialistes, y compris la défense des droits du peuple Samich de Norvège, les Lapons, soutint le SU et plus tard représenta la Norvège à ses conférences internationales [...].

Dans d'autres circonstances, Nils Dahl aurait pu jouer un rôle énorme et distingué comme chef militaire – peut-être le chef – d'une armée révolutionnaire, mais l'histoire devait en disposer autrement. Il aurait pu tout faire dans d'autres circonstances. Il ne manquait ni d'intelligence, ni de courage. Lors de l'invasion nazie, tant d'autres se seraient lavé les mains, seraient passés dans la clandestinité ou auraient franchi la frontière. Il n'était pas sectaire mais calme dans des situations difficiles et avec une grande bravoure mena ce que l'histoire allait appeler plus tard une politique militaire prolétarienne. Si les choses avaient tourné autrement, et s'il y avait eu comme on s'y attendait des événements révolutionnaires, il se serait, par ses actions, rangé aux côtés des meilleurs éléments de la classe ouvrière qui voulaient combattre le nazisme [...].

Notes

1. Ce texte, ainsi que le suivant, légèrement abrégés, sont reproduits ici avec l'autorisation de *Revolutionary History*, car ils sont extraits du n° 4 du vol. 6, pp. 243-256.
2. **Heinz Brandler** (1881-1967), ancien disciple de Rosa Luxemburg, à la tête du PC allemand en 1921, avait été éliminé en 1923. Ils animaient dans l'IC l'Opposition de droite.
3. **Heinz Epe** dit **Walter Held** (1910-1942), oppositionnel allemand, vivait en Norvège depuis 1934. Il devait être arrêté en traversant l'URSS en guerre et exécuté.
4. **Vidkun Quisling** (1887-1945), officier, nationaliste et chef d'un gouvernement norvégien aux ordres de Hitler.
5. **Daniel Guérin** (1904-1968), ancien socialiste, proche de Trotsky en Norvège en 1940.

6. **Max Shachtman** (1903-1972), un des premiers trotskystes américains, était devenu l'un des opposants à l'analyse de l'URSS par Trotsky à partir de 1939.
7. Le roi de Norvège **Haakon VII** (1872-1957) refusant toute paix avec les nazis, rejoignit la Grande-Bretagne et participa à l'effort de guerre. Il revint en 1945.

Nils Kaare Dahl

La tragédie norvégienne

(résumé de Miles Jones)

Ce livre est un compte rendu publié en suédois en 1943 [...] au sujet des événements norvégiens tels qu'ils se sont déroulés depuis l'invasion allemande le 9 avril 1940 jusqu'à ce que les alliés décampent par mer, avec le gouvernement norvégien, le roi et le prince héritier. Il a été écrit immédiatement après les événements qu'il décrit et nombre de ses jugements ont été confirmés bien plus tard par la recherche historique.

Dahl part de la discussion de l'attitude des grandes puissances et de leurs plans pour la Scandinavie jusqu'à l'attaque. Initialement, les alliés voulaient traverser la Norvège et la Suède pour aider la Finlande pendant la guerre d'hiver contre la Russie soviétique, et on avait réuni pour cela une force, qui fut plus tard dispersée. La Norvège ne refusa le droit de passage aux Finlandais que quand les Suédois l'eurent fait. Le plan des Alliés était de s'emparer par la force des gisements de minerai de fer ainsi que de Narvik. Tout le minerai suédois ne partait pas par Narvik et Dahl se demanda si les Britanniques ne le savaient vraiment pas. Une grande partie était expédiée par train en Suède centrale et fondue là puis envoyée par bateau à travers la Baltique et cela continua après la défaite, de sorte que Dahl se demanda si toute cette politique n'avait pas été conçue pour amener la Norvège et la Suède dans la guerre. Dahl assure que les

Suédois étaient très mal armés, et qu'ils avaient envoyé leur peu de munitions à la Finlande. Il assure que le minerai de fer et Narvik semblent avoir été un prétexte et que quand la guerre d'hiver s'arrêta en mars 1940, Chamberlain avait besoin d'apparaître comme faisant réellement la guerre, tandis que le gouvernement français était lui aussi sous pression. Dahl assure que toute tentative britannique d'impliquer la Norvège dans la guerre était dénuée de sens. Le besoin pour l'Allemagne et la Norvège (le Danemark n'était important que comme marchepied) portait moins sur le minerai suédois que sur la nécessité de briser le blocus britannique de la mer du Nord.

Sur la guerre d'Hiver elle-même, Dahl était très clair sur le fait que les Finnois avaient le droit de se défendre, rejetant ainsi la conception trotskyste orthodoxe. L'Allemagne s'inquiétait que la guerre continuant, les alliés puissent intervenir militairement et Hitler voulait qu'elle se termine, car l'Armée rouge n'était guère efficace. Dahl croyait que les Allemands envoyaient des instructeurs et de l'aide technique d'organisation pour la grande offensive soviétique dans l'isthme de Carélie en mars 1940 qui brisa la défense finnoise et avança jusqu'à Vyborg (Vijpuri) de sorte que les Finnois étaient épuisés et durent demander les conditions de paix. L'Allemagne fit une grosse pression diplomatique sur les Suédois pour qu'ils n'aident pas les Finnois, aidant ainsi l'Union Soviétique, et le ministre suédois des affaires étrangères fut changé sous la pression allemande. Après que la Finlande ait fait la paix et pendant les combats en Norvège, les stations finnoises dans leurs émissions norvégiennes soutinrent la Norvège contre Hitler. Il est clair que les affirmations sur la Finlande pays « fasciste » et allié de l'Allemagne étaient absurdes.

Dahl critique le Parti Ouvrier norvégien pour l'absence de courage de sa direction et pour sa décision au moment de l'attaque allemande. Il pensait cependant que ce n'était pas parce que ses dirigeants étaient « mauvais » et avaient de graves défauts, mais parce qu'ils étaient réformistes et parlementaristes. Le Storting quitta Oslo avec l'appareil d'Etat qui y revint bientôt car il constituait une couche réactionnaire. Les sessions parlementaires se tinrent dans les parties de la Norvège pas encore conquises et le Labour Party veilla au maintien des normes démocratiques. Dahl assure que la Constitution permettait une dictature temporaire en temps de guerre mais la Norvège n'avait

pas de tradition militaire et certains de ses ministres avaient été emprisonnés pour leurs activités pacifistes militantes dans les années 20. La Norvège n'avait pratiquement pas d'experts de politique extérieure, mais elle était si liée à la Grande-Bretagne par ses liens maritimes et commerciaux qu'elle avait toujours suivi le Royaume-Uni sur ces questions. Le principal expert de politique étrangère était Mowinckel, un patron de bateau, bien qu'il n'ait jamais su comment les choses allaient se dérouler, et des personnages bourgeois comme Hambro avaient une vision internationale avec une éducation supérieure, une connaissance des langues et de l'argent. Les dirigeants du Parti ouvrier venaient d'un arrière fond municipal, étaient certes capables d'intervenir dans la politique urbaine mais les affaires étrangères étaient pour eux comme un livre fermé. Après la fin de la guerre d'Hiver, bien des gens au gouvernement crurent la crise terminée, Dahl entra alors dans l'analyse du détail du comportement du parti ouvrier.

Le livre fut publié en 1943 mais l'introduction dit qu'il fut retardé pour quelque temps du fait de références de l'auteur à des sujets sensibles comme la « mentalité élastique » des Suédois. La raison principale pour laquelle il était si mal vu de la bourgeoisie norvégienne devint claire dans ce livre après coup. Il y a souligné qu'après l'invasion pendant la nuit du 8 au 9 avril, bien que le gouvernement norvégien ait publié le 10 une déclaration au peuple signée de **Johann Nygardsvold**¹ à laquelle le roi ajouta deux phrases donnant son soutien total, et qui furent radiodiffusées le 11, le texte manquait de clarté sur le type de résistance auquel il appelait et si elle devait être militaire ou simplement passive. Ce n'était pas une déclaration de guerre. Dahl vit cela comme simplement un appel à des négociations ultérieures, ce qui était aussi l'idée de la bourgeoisie d'Oslo et des Allemands. La bourgeoisie essayait de faire en sorte que les Allemands abandonnent le parti de la déclaration qui reconnaissait Quisling comme faisant partie du gouvernement. Dahl trouvait ça ambigu et c'est la marque qu'aucun pont ne fut coupé.

Dès qu'il eût entendu la diffusion, Hambro se rendit à la radio à Stockholm pour dire que la Norvège était en guerre avec l'Allemagne, mais la pression diplomatique allemande l'empêcha d'accéder à la radio en Suède. Cependant

que leur ambassade faisait savoir dans une déclaration que l'Allemagne n'était pas en guerre avec la Norvège.

Entre temps, un intermédiaire alla voir le roi à Nybersgund mais il refusa de négocier. Plus tard le même jour Nybersgund et Elverum furent bombardés et mitraillés par la Luftwaffe et il y eut encore 110 blessés. Dahl cite le livre de Hambro indiquant que le médiateur céda devant les injonctions du roi concernant les Allemands qui tentèrent alors de le tuer. Le 13 avril, le roi fit une nouvelle déclaration appelant les femmes et les hommes de Norvège à tout faire pour recouvrer la liberté « *pour notre cher pays* » et dénonçant les attaques « *non chevaleresques* » des Allemands contre des pacifiques civils. Il remercia ceux qui étaient restés avec lui et le gouvernement à leurs postes dans le combat pour l'indépendance norvégienne et la liberté, et demande à tous de garder la mémoire de ceux qui étaient morts pour leur pays.

Dahl vit dans cette déclaration la base d'un vrai soulèvement national, seule façon de défaire les Allemands. La résistance militaire aurait dû être vite organisée dans le pays et liée à la résistance dans la zone occupée par les Allemands afin de frapper l'ennemi derrière les lignes. Le gouvernement aurait dû appeler à la guerre populaire, à la mobilisation de masse et à la résistance active, mais pas par la terreur individuelle. Il aurait fallu ne pas s'occuper des limites légales en vertu du principe supérieur des droits de l'homme et du droit à la rébellion des opprimés. Il croyait qu'il y avait des éléments de cela dans le discours du roi mais il était trop abstrait et avait besoin d'être bien plus concret, comme un appel aux travailleurs des transports à ne pas transporter les fournitures allemandes, aux ouvriers de la construction, à ne pas réparer les dégâts aux terrains d'atterrissage et le devoir du peuple d'entraver le plus possible les envahisseurs.

Il pensait qu'on pourrait ultérieurement développer ces actions de masse en constituant des formations d'ouvriers et de combattants de rues. Dahl faisait la comparaison avec un appel du maréchal **Timochenko**² à la population soviétique dans les zones occupées, et regrettait que le gouvernement norvégien ne soit pas allé aussi loin et se soit borné à des mots d'ordre abstraits dans cette période clé du début avril. Un major **Stunde**, avocat libéral, envoya un appel de ce type à la radio, de Londres le 24 avril, mais, à cette date, beaucoup trop tard.

En insistant pour que les Norvégiens acceptent un gouvernement **Quisling** et en mettant ainsi aux commandes un traître et un nazi, les allemands créaient la possibilité d'une guerre civile révolutionnaire et les appels abstraits et limités du gouvernement du 11 au 13 avril étaient suffisants pour commencer le processus. Quelques étudiants tentèrent de faire sauter un pont entre Oslo et l'aéroport de Forneblu et on constitua quelques groupes armés. Les Allemands redoutaient cela et prévinrent le 12 avril que les « francs tireurs » et les saboteurs seraient fusillés. La bourgeoisie d'Oslo, bien qu'amère, bien qu'étant passée du rôle du patron à celui de subordonné des Allemands, était terrifiée. Hambro semble suggérer cette situation dans son livre, quand il raconte qu'une délégation d'industriels rencontra l'ambassadeur allemand le Dr Brauer et expliqua que si Quisling n'était pas révoqué, il y aurait des troubles. Brauer comprit et promit de le révoquer, pendant que les industriels promettaient d'essayer d'empêcher que la guerre ne se transforme en soulèvement national³.

Bien entendu un tel soulèvement, même dirigé d'abord contre les Allemands en première instance, une fois les masses armées et conscientes de leur pouvoir, allait probablement se retourner contre la classe dirigeante. Il n'existait aucune garantie qu'après la victoire, la bourgeoisie resterait au pouvoir, puisqu'au cours de la lutte, le respect de l'ordre et de la loi bourgeoise allaient s'effondrer. Ce n'était donc pas une coïncidence que les leaders de l'appareil de la répression idéologique **Paal Berg** (Juge de la Haute Cour ou Justicarius, et l'évêque **Berggrov**, le chef de l'Eglise Luthérienne) étaient les porte-paroles principaux de la tendance qui voulait un deal avec les Allemands. Le résultat fut le *Conseil administratif*.

Du point de vue nationaliste, tant Quisling que le Conseil administratif étaient des traîtres, car ils voulaient tous deux terminer la guerre et subordonner la Norvège à l'Allemagne, mais tandis que Quisling était prêt à la soumission totale, le Conseil administratif voulait que la bourgeoisie garde le contrôle de l'industrie, de la loi et de l'ordre, etc. Ils voulaient traiter avec les Allemands à égalité, de sorte que l'oppression se fasse à travers eux, mais indirectement, tandis que Quisling était ouvertement un traître et essayait d'empêcher et de saboter la résistance militaire norvégienne. Paal Berg et Berggrov simplement décourageaient les gens de traverser les lignes pour se réunir, et les

encourageaient à travailler pour les Allemands sur les quais, en nettoyant les terrains d'atterrissage etc. tout en semant la confusion par des discours sur la galanterie allemande et la décence ainsi leur rôle était-il moins passif que celui de Quisling.

Le 15 avril, Quisling quitta son bureau et fut remercié par Berg pour son travail sur la situation norvégienne et son attitude patriotique, tandis que le Conseil administratif prenait la responsabilité de la loi et de l'ordre dans les zones occupées. On sortit une proclamation expliquant que la Haute Cour avait désigné le Conseil et que le peuple norvégien était appelé à effectuer son travail comme d'habitude et à agir dans la légalité, le sabotage étant dénoncé comme contre-productif. Les diverses organisations patronales et une section du Conseil des syndicats soutint cet appel. (Plus tard Paal Berg devint un dirigeant de la « résistance », de sorte que Dahl ne pouvait être remercié en 1943 pour avoir souligné tout ça).

Dahl croyait que ce gouvernement non nazi pro-allemand aurait pu être accepté par le gouvernement Nygardsvold le 10 avril, mais le 15 il était trop tard. Une alliance militaire anglo-norvégienne avait commencé et les premières troupes britanniques avaient débarqué en Norvège, tandis que les soldats norvégiens avaient engagé le combat aussi bien contre les allemands que contre les groupes de jeunes de Quisling. La mobilisation était complète et le contact entre la bourgeoisie d'Oslo et le commandement militaire n'existait pratiquement pas. Après la confusion et les ordres contradictoires, les premières 48 heures, les troupes étaient maintenant en action et n'auraient pas compris un ordre de cesser le combat. Plus encore, après l'attaque aérienne sur Elverum et Nybergound, il n'était plus question de tout travail et de toute confiance dans le respect allemand des droits de l'homme et de la loi internationale. Tout ceci avait disparu avec la confiance évanouie pour ces promesses allemandes.

En réponse à la création du Conseil administratif, le gouvernement légal publie le 17 avril une déclaration saluant la chute du gouvernement légal désigné par le roi et approuvé par le Storting. Cela concernait le Conseil administratif comme une mesure extraordinaire pour les zones occupées, lesquelles étaient devant la nécessité de prendre des ordres auprès des Allemands, mais ce n'était pas une alternative au gouvernement réel, car il ne représentait pas la volonté du

peuple norvégien et n'avait non plus aucune base dans la loi norvégienne. Il n'existait que pour donner une certaine protection aux droits des citoyens norvégiens quand la Norvège était occupée, et qui serait retiré quand le gouvernement légal serait revenu au pouvoir. La déclaration se poursuivait en affirmant que le roi et le gouvernement feraient tout leur possible pour libérer la Norvège et regagner son indépendance aussi vite que possible. Elle ajoutait que « *tous les Norvégiens devaient aider cette lutte de libération comme elle devait l'être, et qu'ils voulaient être appelés "Norvégiens".* »

La déclaration montrait que le gouvernement n'avait pas compris grand chose. Elle se poursuivait par l'affirmation que le roi et le gouvernement feraient tout leur possible pour chasser les Allemands du pays. C'était en fait, précisément, le résultat que le conseil administratif voulait éviter.

Dahl y voyait le résultat inévitable de cinq années du parti ouvrier au gouvernement, au temps où, le Parti Ouvrier voyait son but principal dans la collaboration entre les classes, et avait ainsi perdu de vue les contradictions de classes. Et, bien qu'il affirmât que le Conseil administratif manquait de bases légales dans la loi norvégienne, il lui manquait aussi d'avoir contre lui un signe clair. Pour illustrer ce point, Dahl décrit comment Berg envoya un télégramme au roi, assurant qu'il verrait la nature de classe de la situation plus facilement que les politiciens du Labour et autres passant par-dessus le gouvernement élu, ce qui permettait de régler la situation légale tordue du Conseil administratif. La lettre mentionne que les Allemands avaient offert de négocier avec le gouvernement, mais que cette offre avait été repoussée. Elle soulignait que « *l'initiative devait maintenant venir du côté norvégien* » et demanda au roi de persuader le prince héritier de lancer à la radio un appel au peuple, dans les zones occupées, de s'abstenir du sabotage et d'un comportement destructif. Le 19, les Allemands prièrent finalement l'ambassadeur norvégien à Berlin de s'en aller : les gants étaient jetés.

Dans la guerre elle-même, les soldats norvégiens prirent part au combat dans le sud et tous étaient des réservistes volontaires qui s'étaient repliés sur les dépôts locaux dans l'espoir de recevoir des armes⁴.

Du fait de la grande confusion et du manque de clarté dans les appels à la résistance contre le gouvernement, seulement environ 1 000 hommes d'Oslo

traversèrent les lignes pour rejoindre le combat. Ce qui les poussa dans cette situation confuse était l'existence du gouvernement Quisling, mais, ces quelques-uns mis à part, la majorité des travailleurs urbains ne fit aucune action. Le Conseil des syndicats et le PC norvégien n'ont pas appelé à la résistance au début de l'invasion et quelques patrons syndicaux revinrent à Oslo pour collaborer. Le NKP était neutre dans le Sud, bien que ses membres ne lui aient pas nécessairement obéi après l'appel qu'il avait lancé pour éviter de résister, de faire grève ou de se livrer au sabotage. Au Nord, les membres du NKP se rallièrent et combattirent. Dahl croit que ce fut parce que l'Union soviétique avait des intérêts propres dans cette région.

Au début de la guerre, Dahl avait cru important de dénoncer les traîtres avérés et les candidats collabos ; ce ne fut pas fait. Les volontaires venus s'enrôler étaient renvoyés chez eux par leurs officiers, ce qui était un facteur de démoralisation. En réalité, bien que le gouvernement ait voulu une mobilisation immédiate, le haut commandement s'en tint à une mobilisation normale, ce que signifiait un rapport deux jours plus tard. Dahl dit que la marine était plus attachée au combat que l'armée et qu'elle mit en alerte ses bateaux et ses batteries côtières.

Le commandant des Forces armées, le major général **Laake**, après avoir retardé la mobilisation comme indiqué ci-dessus, revêtit des habits civils et disparut, ce qui lui vaudra d'être révoqué par le roi. Le colonel **Ruge**, inspecteur de l'artillerie fut promu général et prit la direction. Mais, homme brave et bon soldat, il le fit au pire moment : quand les alliés abandonnèrent la Norvège centrale sans le dire aux Norvégiens.

Dahl crut que la bataille de Norvège était réellement terminée. La Norvège du Nord était très peu peuplée, n'avait pas d'industrie sauf l'exportation de produits primaires comme le poisson, elle était habitée en partie par la minorité *Lapp* et ne pouvait pas résister trop longtemps. Les Allemands qui avaient débarqué au début de la guerre furent battus et parqués près de la frontière suédoise dans un *motti* – un mot finnois qu'il utilisait pour comparer le découpage des colonnes russes dans la guerre d'hiver dans les grands espaces – par les Finnois et ils furent dispersés dans des points isolés fortifiés où ils furent épuisés et qui furent finalement enlevés. Dahl souligne que ce sont plutôt les

troupes norvégiennes⁵ plutôt que les Alliés, qui poussèrent là mais alors les Suédois vinrent au secours des Allemands après une pression en ce sens et les blessés allemands avec des survivants de la Marine survivant à l'opération dans le fjord de Narvik, qui ne servirent pas trop bien comme soldats, furent évacués par la Suède et les troupes allemandes arrivèrent à l'époque où il écrivait cela. Dahl ignorait si des renforts étaient venus de Norvège centrale ou non mais il parle des rumeurs en ce sens.

Le général Ruge se vit offrir une chance de quitter la Norvège quand les Alliés l'évacuèrent le 7 juin 1940 mais il choisit de rester et de se rendre avec ses troupes. Il refusa alors de donner sa parole, ce qui aurait signifié sa libération et son retour chez lui comme cela fut le cas pour le reste des troupes norvégiennes.

Sa présence en prison en Norvège était une manifestation de résistance et il fut envoyé en forteresse en Allemagne. Dahl avait une haute opinion du caractère de Ruge qui était un soldat, pas un politicien, mais qui avait marché en avant quand la plupart des officiers anciens n'étaient d'aucune utilité⁶.

Dahl parle de la nécessité de ce genre d'hommes dans le type de situation qui était apparu lors de l'attaque de Hitler contre la Norvège, d'individus capables de voir ce qui arrivait et qui avaient le courage et l'esprit de décision alors nécessaires pour mener à bien l'action.

Quant à la population norvégienne, ce n'est qu'après que les soldats norvégiens avaient été libérés pour revenir chez eux, que l'état d'esprit changea du défaitisme à une hostilité excessive aux Allemands. Pendant la guerre, la majorité de la population a été passive, opposée à la guerre et il en était ainsi particulièrement dans les districts et surtout dans les plus prospères du pays.

Les efforts pour une résistance de la classe ouvrière, comme la grève dans le chantier naval à Horten, furent brisés par les Allemands avec l'aide du TUC. Même après la guerre, la malhonnêteté sur cette période a continué. Ainsi le ministre des affaires étrangères, **Koht**⁷ fit un discours à la radio de Londres au début mai, dénonçant l'évêque Berggrav, et fut méchamment attaqué dans les journaux d'Oslo à l'époque. Ce qui est plus significatif c'est que sa déclaration fut omise dans le *Livre blanc* officiel publié par le gouvernement norvégien, comme un acompte de ces événements.

Jamais la bourgeoisie n'a pardonné Koht.

Notes

1. **Johann Nygardsvold** (1879-1962), membre du parti ouvrier norvégien, avait dirigé le gouvernement après les élections de 1935.
2. **Semën Mikhailovitch Timochenko** (1895-1970), officier de carrière, au PC en 1919, Maréchal, un des grands chefs épargné par le massacre. Son appel était dans la ligne de la guerre acharnée.
3. Les commentateurs d'aujourd'hui font le silence autour du fait que la droite des alliés comptait nombre d'admirateurs du nazisme.
4. 13 550 soldats mobilisés et 400 civils furent aussi tués.
5. Dahl n'indique pas que les soldats norvégiens étaient plus efficaces que les réguliers britanniques.
6. En fait, il devait prendre sa retraite le lendemain de l'invasion.
7. **Havdan Koht** (1873-1965) fut ministre des affaires étrangères norvégien de 1935 à 1940. Il émigra à Londres.

Paolo Brini

Bas les pattes devant Antonio Gramsci !

L'article ci-dessous, correspondance d'Italie, nous a été adressé par un camarade ouvrier de Modène, responsable dans le syndicat CGIL des métallos. Exemple rare et précieux du travail militant, partie de cet « intellectuel collectif » cher à Gramsci. Nous espérons qu'il aura beaucoup d'émules.

Le mouvement ouvrier italien a connu dans le XXe siècle des révolutionnaires de grande valeur, dont la pensée et la mémoire ont été sournoisement cachées ou souillées. C'est le cas pour des militants comme **Pietro Tresso, Nicola Di Bartolomeo, Enrico Russo** ou **Camillo Berneri**. Si ces combattants ont dû subir l'injustice de l'anonymat pour les masses ouvrières, c'est un destin encore plus regrettable que celui de la figure la plus aimée et connue du communisme italien : **Antonio Gramsci**.

La distorsion, les tentatives de récupération et la falsification de la pensée du communiste sarde pendant plus de 50 ans ont été telles qu'aujourd'hui, même le leader des post-fascistes italiens de Alleanza Nazionale, Gianfranco Fini, a revendiqué une partie de son héritage, qualifiant le fondateur de l'« *Ordine Nuovo* » de « *patriote* » (sic!). C'est là le produit nécessaire des falsifications staliniennes, construites de toutes pièces par **Palmiro Togliatti**, secrétaire général du PCI de la fin des années 20 jusqu'à sa mort en 1964. Grand hâbleur, il

a réussi à convaincre plusieurs générations de militants communistes que Gramsci avait été le principal théoricien (dont il était, lui, le continuateur) de la mise en pratique de la théorie des deux étapes à savoir du Front Populaire.

« Certaines de ses positions [de Gramsci, NdA] ont la valeur d'illuminations qui ouvrent un chemin. Elles furent une école, dont ce n'est que des années plus tard qu'on l'a comprise et que fut révélée toute la portée »¹.

La seule raison de ce « faux » historique était la recherche d'une justification théorique et d'une couverture noble à la trahison de la classe ouvrière perpétrée par la direction du PCI au cours des luttes révolutionnaires de la période 1943-1948.

Il ne faut pas oublier que, si le PC le plus fort de l'Europe occidentale a joué le rôle central dans cette opération, les groupes soi-disant trotskystes n'ont pas contribué, même dans une moindre mesure, à populariser le rôle et la pensée de Gramsci, nourrissant au surplus la confusion.

De l'autre côté, des gens comme **Paolo Casciola**, de façon toujours anti-historique et a-dialectique, rendent service à la bureaucratie stalinienne, ainsi confirmée dans sa thèse par un chercheur qui se dit trotskyste. Son analyse est un cas d'école de l'application d'une méthode systématiquement tranchante, celle de ceux qui doivent toujours dire ou « *tout blanc* » ou « *tout noir* », situant les hommes dans le camp du Bien ou dans celui du Mal.

Soyons clairs : nous n'avons pas envie de répondre à la question de savoir si Gramsci était ou non trotskyste. Il s'agit d'une querelle de salon. Se demander si Gramsci était trotskyste, – et, pourquoi pas, si Rosa Luxemburg était léniniste –, ce sont des questions tout à fait a-historiques. La contribution du fondateur de *l'Unità* au développement du patrimoine historique du communisme doit être connue des militants ouvriers dépouillée de toute déformation ou mystification. Notre essai se veut une petite contribution en ce sens. Comme Trotsky criait aux historiens de service du Kremlin « *Bas les pattes devant Rosa Luxemburg* », aujourd'hui nous disons, reconnaissant et analysant les erreurs qu'il fit, « *Bas les pattes devant Antonio Gramsci !* ».

L'influence de Trotsky dans la formation de Gramsci

Au-delà de Lénine, Trotsky, dans les premières années de l'IC, joua un rôle décisif dans le développement de la pensée de Gramsci. Le révolutionnaire

russe, dès 1924, reconnut « avoir eu dès 1922 un rôle déterminant dans les pressions exercées sur Gramsci pour qu'il adopte une démarche critique vis-à-vis de Bordiga. »². A plusieurs reprises Trotsky s'occupa de la situation italienne et des déviations sectaires du PCI. Dix ans plus tard, il décrivait ainsi la situation italienne du début des années '20 :

« Le parti communiste surgit presque en même temps que le fascisme. Les mêmes conditions du reflux révolutionnaire qui ouvrirent la voie du pouvoir au fascisme empêchèrent le développement du PC. Il ne comprit pas la dimension du danger fasciste, se berçant d'illusions révolutionnaires ; il fut inlassablement hostile à la politique du Front Unique. Bref, il eut toutes les maladies infantiles [...]. Le PCI ne sut pas distinguer les véritables caractères du fascisme, découlant de la mobilisation de la petite bourgeoisie contre le prolétariat. D'après les informations que j'ai eues par les amis italiens, le PCI, sauf Gramsci, n'entrevoyait pas la moindre chance pour les fascistes d'arriver au pouvoir. Il ne faut pas oublier que le fascisme était à l'époque un phénomène nouveau : en déduire les lignes principales de développement aurait été aussi difficile même pour un parti plus expérimenté. »³

La bataille politique que Gramsci soutint à cette époque au sein du PCI contre Bordiga fut conduite sur la base des positions défendues par Trotsky sur la question italienne entre 1921 et 1922. Ces mêmes analyses sur le Front Unique et sur les revendications de transition bâtiront la logique politique des thèses de Lyon (1926), lorsque le communiste sarde aura le dessus sur son camarade napolitain. Cette influence se manifeste avec netteté en 1924-1926 à partir du moment où Gramsci, ayant surmonté l'hésitation pour « ouvrir le feu » contre la direction d'alors du PCI, utilisa dans sa bataille fractionnelle des passages importants de la méthode exposée dans *Cours Nouveau* de Trotsky. Pourtant, pendant ces deux ans, apparaît une contradiction entre Gramsci et Trotsky.

Partageant le même point de vue sur la question italienne, les deux hommes rejoignirent deux courants internationaux différents : Gramsci le centre, Trotsky la gauche. Sans doute, la diversité des batailles qu'ils menaient alors peut-elle expliquer cet écart. Le premier se situe sur une position de centre (mais il serait erroné de la définir comme centriste) s'opposant à une tendance gauchiste (Bordiga). Le deuxième se situe sur la gauche, luttant lui aussi contre une tendance mais qui, cristallisant des intérêts différents de ceux de la classe ouvrière, était en train de glisser rapidement vers la droite. Le retard relatif avec

lequel Gramsci commence la lutte pour orienter le PCI sur la démarche de l'IC de 1922 l'amène, entre 1925 et 1926, à s'aligner dans l'IC avec un CE dominé par la fraction Staline-Boukharine. L'alliance de Bordiga avec Trotsky conclue sur le plan international mais instrumentale au niveau national, les craintes de voir le parti se diviser dans la période de l'affermissement du fascisme et de voir les luttes internes utilisées comme levier pour la discussion internationale, poussent Gramsci à s'aligner sans critiques sur la majorité du PCR. Comme l'explique De Regis :

« Dans cette réflexion le souci d'éviter de faire du PCI un terrain de conflit pour les courants internationaux et pour les luttes internes du PCR existe même chez Gramsci qui, dans cette période-là, était en train de vivre une lutte très dure. De là découle aussi une certaine complaisance dans l'adhésion aux thèses du PC russe. Cette décision, qui témoigne du niveau de son sens de la discipline, ne l'empêche pas de formuler un jugement inquiet sur les événements en marche »⁴.

L'éloignement entre l'« *ordinoviste* » et le fondateur de l'Armée Rouge fut nourri aussi par la difficulté et la confusion avec lesquelles les informations provenant de Russie filtraient dans l'Italie désormais sous la botte fasciste. En effet, entre 1925 et 1926, Gramsci attribuait à Trotsky des positions que l'Opposition de Gauche contestait en Russie. Par exemple, dans la lettre du 6 février 1925, il attaque la théorie du socialisme dans un seul pays et celle du super-impérialisme américain en les attribuant à Trotsky (c'est dire qu'il était d'accord avec les vraies thèses de Trotsky).

Cependant, cette convergence ne doit pas nous amener à cacher les erreurs d'analyse et la sous-estimation que Gramsci, à partir de 1925, fait du conflit en cours au sein du parti russe. Ni même ses responsabilités dans la bolchevisation à la sauce Zinoviev, allant jusqu'aux méthodes de gestion du 3e congrès du PCI en 1926. Nous approuvons les réflexions de Massari lorsqu'il dit :

« Gramsci ne fut pas un stalinien dans le fond, il fut au contraire antistalinien dans la période la plus dure de sa vie, en prison. Néanmoins, il a sa part de responsabilité pour la dégénérescence du PCI, car il n'a pas voulu articuler les intuitions fondamentales de son programme pour l'Italie avec la lutte que Trotsky et l'Opposition de Gauche menaient à l'échelle internationale. Voulant se limiter au niveau national du combat, il fit une erreur lourde de conséquences négatives pour le mouvement ouvrier italien et ce jusqu'à aujourd'hui. »⁵

Gramsci ne comprit pas la portée de la lutte entre l'opposition et la majorité du PCR. Tout en la considérant comme une question interne au parti russe, il la réduisit à une querelle purement idéologique, disciplinaire, au lieu de voir que les pressions de classes extérieures au prolétariat, koulaks, nepmen, bureaucrates ex-tsaristes, étaient en train d'assiéger le parti lui-même. Ce fut son erreur majeure. Cette analyse incorrecte le poussa *de facto* à répéter réflexions simplistes et appels stériles à l'unité (reproduisant mécaniquement ce que Lénine soutint, dans un contexte non comparable lors du Xe congrès du PCR en 1921). De plus, les positions politiques manifestées par Gramsci sur la question russe, exposées dans la fameuse lettre d'octobre 1926 au CC du PCUS étaient beaucoup moins avancées que celles exprimées à l'époque par des opposants historiques à la stalinisation du Komintern : **Rosmer**, **Monatte**, mais aussi **Bordiga**. Cependant, ces erreurs ne sauraient faire de Gramsci un stalinien.

Prodromes de désaccord

L'année 1926 est décisive pour le sort du PCI. Les thèses de Lyon représentent le manifeste politique d'un parti en train d'évoluer d'un gauchisme infantile vers le marxisme, même s'il n'y parvient pas encore. L'éclectisme d'une série de formulations est frappante, à commencer par celle sur la nature de la socialdémocratie. On remarque une sorte d'équilibre entre deux tendances. L'arrestation de Gramsci après le « mystérieux » attentat de **Zamboni** contre Mussolini et l'adoption des lois dites « fascistissimes » arracheront à jamais le révolutionnaire italien à la vie politique active, en nous empêchant de voir quelle position il aurait prise dans la lutte contre le stalinisme (détail oublié par Maitan et Corvisieri). Cependant, il est désormais clair que, pendant les années de prison, Gramsci eut des dissentiments profonds avec l'IC et la Centrale italienne, parfois convergeant objectivement avec les analyses développées par Trotsky et la NOI. Dans ce cas aussi, il ne faut pas cesser de souligner que cela était en pleine contradiction avec sa critique superficielle et grossièrement erronée de Trotsky. L'erreur de Casciola c'est de ne voir que ce dernier point.

Gramsci, juste avant d'être arrêté, écrivit une lettre au nom du bureau politique du PCI au CC du PCUS. Il y prenait position en s'alignant formellement sur la majorité du PCUS, mais, en réalité, ce texte adressait des critiques tout à fait superficielles à l'opposition :

« Dans l'idéologie et la pratique du bloc des oppositions renaît pleinement la tradition de la socialdémocratie et du syndicalisme [???, NdR] qui a empêché le prolétariat occidental de s'organiser en classe dirigeante. »⁶

« Seule une unité solide et disciplinée au sein du parti qui a les rênes de l'Etat ouvrier peut assurer l'hégémonie du prolétariat sous un régime de NEP. [...] L'unité et la discipline dans ce cas ne peuvent plus être mécaniques et forcées ; elles doivent être fondées sur la loyauté et la conviction et non pas celles d'un ennemi emprisonné ou assiégé qui pense toujours à la fuite et au coup de poing. Des camarades comme Zinoviev, Trotsky et Kamenev ont contribué puissamment à notre éducation révolutionnaire, ils nous ont parfois corrigés très énergiquement et sévèrement, ils ont fait partie de nos maîtres. Nous nous adressons avant tout à eux comme aux principaux responsables de cette situation, car nous voulons nous assurer que le CC du PCUS ne cherche pas une victoire écrasante et qu'il est disposé à s'entendre avec la fraction dominante. »

Togliatti réplique à cette lettre :

« Laisant de coté toute considération sur l'opportunité d'intervenir au cœur du débat russe attribuant une partie du tort au CC russe, laissant de côté le fait qu'une telle position ne peut se résoudre qu'au bénéfice total de l'opposition, en dehors des considérations d'opportunité, peut-on conclure qu'une partie du tort soit du coté du CC? »⁷.

Mais la question est ailleurs : alors qu'en Russie dominait le débat sur le « *socialisme dans un seul pays* » et la chasse aux sorcières contre le « *trotskysme* », Gramsci écrivait :

« Il nous paraît que la passion violente pour les problèmes russes vous fait perdre de vue les implications internationales de ces mêmes questions russes, qu'elle vous fasse oublier que vos devoirs de militants russes peuvent et doivent être accomplis seulement dans le cadre des intérêts du prolétariat international »⁸.

Ce passage démontre combien le leader italien était, dans le fond, en désaccord avec l'IC et révèle aussi les germes évidents d'un conflit avec elle à condition que les enjeux deviennent plus clairs. Nous partageons les réflexions de ceux qui critiquent l'usage instrumental que Corvisieri fait de cette lettre, cherchant à la présenter comme une critique consciente du stalinisme sur les points fondamentaux. Toutefois, le fait que Togliatti cacha la lettre de Gramsci au CC russe, révèle qu'il craignait, et à juste raison, que Tonino ne se rapproche d'une contestation plus conséquente de la majorité russe. Symptomatique à ce propos est la réponse de Togliatti au Bureau Politique italien :

« C'est pour cela que vous surestimez les conséquences négatives de la discussion russe au sein du prolétariat occidental et votre pessimisme donne l'impression que vous ne considérez pas la ligne du parti comme tout à fait correcte. »⁹

Mussolini mit brutalement fin à cette discussion quelques semaines plus tard, en arrêtant Gramsci en novembre 1926. Il ne devait retrouver sa liberté que quelques semaines avant de mourir. Cependant, même la prison n'a pas permis aux fascistes et à la bourgeoisie d'anéantir la pensée gramscienne. Gramsci au milieu de souffrances atroces, a réussi entre 1930 et 1932 à donner un témoignage ultérieur de la rupture entre la ligne adoptée à Lyon et la démarche de la bande de Togliatti. Ceux qui suivirent encore les thèses de 1926 furent bientôt exclus du parti, comme ce fut le cas des « trois » (**Tresso, Leonetti et Ravazzoli**) lesquels militèrent ensuite dans les rangs de l'Opposition de Gauche internationale.

Les années de la prison

La prison fut un moment très dur et finalement fatale pour un homme déjà faible et de santé fragile. Vers la fin de sa détention elle eut aussi de lourdes conséquences sur sa lucidité intellectuelle. Cependant c'est dans ce contexte d'isolement que Gramsci avance au moins sur trois questions-clés, des positions voisines de celles des « trois » et de Trotsky. Cela montre que sa démarche et son approche méthodologique ramènent au marxisme révolutionnaire et non au stalinisme et qu'*a fortiori*, Gramsci exprimait les intérêts du prolétariat et non ceux de la bureaucratie ouvrière.

Le premier point du désaccord portait sur le tournant dit du « *social-fascisme* », opéré par le VI^e congrès de l'IC. Il était diamétralement opposé à la tactique du Front Unique que Gramsci, très péniblement, avait contribué à introduire dans le programme du PCI. Les thèses du tournant « gauchiste » de l'IC eurent, pourtant, une influence sur le PC italien car elles pouvaient, prises de manière superficielle, être ramenées à la politique sectaire de la période Bordiga. A propos de l'opposition de Gramsci à la thèse du social-fascisme, désormais les témoignages ne laissent plus de doute, par exemple celui de **Bruno Tosin**, compagnon de Gramsci en prison :

« Lorsque je m'informe sur Gramsci, les camarades deviennent muets ; ils font alors référence à ses dissensions sur la ligne et la tactique du parti. Ils parlent d'un

cours de discussion abruptement interrompu à la suite des désaccords entre camarades et de l'isolement ultérieur partiel d'Antonio du collectif. [...] Quand je lui [à Gramsci, NdR] parle des débats au IXe Plenum de l'IC, il est préoccupé des conséquences sur la direction des PC et de l'IC, dont la fonction de direction collégiale, d'après lui, était paralysée ou au moins affaiblie. C'est pour cela qu'il regrette que Staline n'ait jamais vécu à l'étranger ou travaillé pour l'Internationale. »¹⁰

En effet, dans le précieux rapport de Athos Lisa on peut lire :

« Cependant, avec son exposé sur la situation italienne, il était parvenu à une conclusion qui impliquait que la politique du parti n'était pas correcte. [...] La divergence entre la ligne suivie par le parti et celle partagée par Gramsci nous indiquait que la seule voie pour combattre le fascisme n'avait pas été comprise par tous les camarades, malgré le respect qu'on portait à Gramsci. »¹¹

Si l'on passe à l'analyse de la deuxième convergence avec Trotsky, découlant de la première et concernant la tactique à suivre en Italie, Gramsci croyait que là il n'y aurait pas de passage immédiat de la dictature fasciste à celle du prolétariat. A partir de ce constat, il affirmait la nécessité d'adopter des revendications transitoires comme le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante.

Il nous semble nécessaire de mettre en parallèle le témoignage d'**Athos Lisa** avec un article du n° 10 du *bulletin de la NOI* (Nouvelle Opposition Italienne, Section italienne de l'opposition de gauche internationale) et un article de Trotsky du 14 mai 1930.

Athos Lisa, afin de remettre à sa place la pensée de Gramsci, écrit :

« D'après lui [Gramsci, NdR] les perspectives révolutionnaires doivent être fixées au nombre de deux : la plus probable et la moins probable. Or, d'après lui, la plus probable est celle de la période de transition. Par conséquent, la tactique du parti doit se conformer à cet objectif, sans craindre de paraître peu révolutionnaire. Notre tactique doit faire sienne, avant tous les autres partis antifascistes, le mot d'ordre d'Assemblée Constituante, non comme fin mais comme moyen. La Constituante représente la forme d'organisation au sein de laquelle peuvent être posées les revendications les plus essentielles de la classe ouvrière au sein de laquelle peut et doit se développer, à travers ses propres représentants, l'action du parti. Celui-ci doit s'efforcer de dénoncer tous les projets de réforme pacifique, démontrant aux travailleurs italiens que la seule voie possible en Italie réside dans la révolution prolétarienne »¹².

Rapprochons cette analyse de celle de la NOI :

« Aucune confusion n'est possible entre communistes et démocrates, même s'il arrive que les uns et les autres lancent les mêmes mots d'ordre démocratiques. Le principe demeure que si les démocrates et les sociaux-démocrates font de la conquête des libertés démocratiques leur but final, pour les communistes, elles ne représentent seulement qu'un moyen pour conquérir la démocratie prolétarienne. Quand les communistes posent le problème de la conquête des libertés démocratiques, ils regardent plus en avant : vers l'objectif final la conquête violente du pouvoir afin d'instaurer la dictature prolétarienne. »¹³

« Si ces conditions ne changent pas, non seulement on ne peut pas exclure un interlude démocratique, mais il deviendra presque inéluctable. [...] Il [le parti, NdR] devra incorporer dans sa démarche les mots d'ordre les plus audacieux de la démocratie et mener pour eux une lutte conséquente et révolutionnaire. En cela réside pour le PC l'importance d'avoir, pendant toute cette période, un mot d'ordre tel que celui d'Assemblée Constituante élue au suffrage universel direct et secret, élargi aux citoyens des deux sexes dès 18 ans. »¹⁴

Et ainsi chez Trotsky :

« Nous ne nions pas du tout la phase de transition avec ses exigences transitoires, y comprises les exigences de la démocratie. Mais c'est bien à l'aide de ces mots d'ordre de transition que la dictature du prolétariat se fraie toujours un chemin et que l'avant-garde communiste devra conquérir la classe ouvrière tout entière et que cette dernière devra entraîner derrière elle toutes les masses opprimées de la nation. Et je n'exclus même pas l'éventualité d'une Assemblée Constituante qui pourrait être imposée par les événements voire, plus précisément, par le réveil révolutionnaire des masses opprimées. [...] Si la crise révolutionnaire devait, par exemple, éclater dans les prochains mois, [...] les masses travailleuses, ouvrières tout comme les paysannes, feraient sans doute suivre les revendications économiques de leurs mots d'ordre démocratiques. Cela signifie-t-il donc que le parti communiste devra repousser ces exigences ? Au contraire, il devra leur donner le caractère le plus audacieux et catégorique possible [...] parce qu'on ne peut la réaliser [la dictature du prolétariat, NdA] qu'en dirigeant la bataille pour toutes les revendications, les exigences et les besoins des masses, à la tête des ces masses. ».

A partir de ces citations, il est possible de comprendre pourquoi Leonetti, dans son autobiographie, écrit :

« On m'a demandé à plusieurs reprises si l'opposition avait eu des contacts avec Gramsci en prison. Malheureusement, ces contacts ne furent jamais possibles. Par contre, on peut affirmer qu'un contact idéal existait, une continuité dans la pensée, car, comme lui, nous étions arrivés au "*cazzotto nell'occhio*", qui impliquait une

rupture décisive avec le vieux maximalisme et le gauchisme, dont le tournant de 1930 représentait un évident sursaut. »¹⁵

Bien sûr, notre Casciola ne prend pas ce prétexte pour dénoncer le stalinisme de Gramsci, arguant de ce que si pour Gramsci la phase transitoire était « *la plus probable* », pour Trotsky elle était seulement « *possible*. »¹⁶ Or, si la différence entre un révolutionnaire et un traître au prolétariat était si subtile au point de se résumer à la dichotomie possible/probable, à ce compte-là, dans cette perspective, Marx et Engels eux mêmes risquent de tomber dans le groupe des staliniens perdus. Mais qui n'a pas les oreilles pour entendre...

La troisième question sur laquelle Gramsci prouve son caractère révolutionnaire est son opposition à l'exclusion des « *trois* ». L'excellente biographie de Fiori nous donne le témoignage le plus important sur la question, il émane du frère de Nino, **Gennaro Gramsci** :

« Il était sur la ligne de Tresso, Leonetti et Ravazzoli : il ne justifiait pas leur exclusion et repoussait la nouvelle politique de l'IC, partagée, à son avis, très hâtivement, par Togliatti ». ¹⁷

Gennaro Gramsci révèle aussi qu'arrivé à Paris chez Togliatti, aux questions de ce dernier concernant les idées de Gramsci au sujet du tournant, il lui avait donné de fausses informations : « *si je répondais autrement, même Nino n'aurait pas échappé à la mise à l'index* ». ¹⁸ Malheureusement, cette prudence même ne pourra éviter l'isolement et l'abandon du révolutionnaire sarde par ses camarades d'autrefois.

On le laissera pourrir en prison, subissant ainsi le sort de beaucoup d'autres opposants au stalinisme. Par souci de clarté, on est obligé de faire encore une fois référence aux considérations développées à ce propos par Casciola. Dans son essai il attribue à Gramsci l'idée d'avoir été en accord avec la Centrale sur la question de l'expulsion des « *trois* ». Ce jugement, est non seulement grossier mais faux, il le fonde sur le témoignage de Bruno Tosin.

Or, si l'historien veut rendre un service au prolétariat et l'aider à mûrir politiquement, il ne peut pas dénaturer les faits à l'aide de fragments de citations, les sortant de leur contexte, à seule fin de justifier sa propre théorisation. Voilà la phrase utilisée par Casciola :

« Tosin dit : "Puisqu'après des éclaircissements ultérieurs Gramsci reste quelque peu silencieux et semble encore en train de peser les mots, j'ose demander son

opinion et alors il répond que, si les choses se sont passées ainsi, le parti a eu raison de les chasser. Pourtant, il me semble que son jugement est dicté seulement par sa conception de la discipline de fer qui doit lier les membres du parti et, par opposition, à toute forme de fractionnisme. Mais au plus profond de lui-même, il a dû penser que la lutte contre les opposants aurait pu être conduite de façon à éviter l'extrême sanction disciplinaire" »¹⁹.

Tout commentaire est superflu. Nous nous bornerons simplement à affirmer qu'une contribution de ce genre ne produit rien de différent de ce qui est fourni par les historiens togliattiens : c'est à dire un écran de fumée devant les yeux de la classe ouvrière.

Ce que la vision critique de Gramsci a dû lui coûter humainement, apparaît dans tous les témoignages cités :

« Ce qui me chagrine, ce sont les relations horribles entre Gramsci et la majorité des membres du collectif »²⁰.

Giovanni Lay ajoute :

« La vérité est qu'en effet, les discussions avec les camarades de cellule ne gardaient pas toujours le caractère de discussion politique. Souvent, trop souvent à mon sens, elles relevaient du domaine du cancan voire de la calomnie, avec des jugements personnels sur Gramsci, frisant parfois le dénigrement »²¹.

Dorénavant, Gramsci restera dans un isolement complet. Le PC, durant cinq années interminables, ne dira rien pour demander sa libération. La dernière initiative en ce sens fut prise le 13 juillet 1928. Après, ce fut le silence jusqu'au 5 avril 1933 lorsque la *Vie Proletarienne* lança une campagne internationale pour la libération de Nino concurrencée par la Concentrazione Antifascista (rassemblement comprenant partis réformistes et petits bourgeois). Selon Massari :

« Pendant toute la période du 'tournant', le PCI ne prit aucune initiative pour faire libérer Gramsci, préférant le laisser mourir en prison plutôt que de rouvrir la discussion avec lui au sein du parti. [...] Cela anéantit encore plus que tout le reste la prétention ridicule à vouloir établir une continuité du groupe dirigeant togliattien avec Gramsci et les thèses de Lyon »²².

La chasse aux sorcières dans un parti désormais complètement bureaucraté alla si loin que Pietro Tresso en arriva à dire que :

« Les camarades de la prison nous ont communiqué qu'il y a deux ans, Gramsci avait été expulsé du parti, exclusion que la direction avait décidé de maintenir secrète jusqu'à sa libération et Gramsci libre de pouvoir parler »²³.

Il est difficile de vérifier l'hypothèse de **Tresso**, cela demanderait une recherche impliquant un travail de recherche beaucoup plus important dépassant les possibilités actuelles de l'ouvrier auteur de ces lignes. Toutefois, il nous semble que ce témoignage peut indiquer de façon nette le rôle criminel du stalinisme et les responsabilités de la direction de Togliatti dans la mort d'un des révolutionnaires les plus importants du XXe siècle.

Les Cahiers de prison

Ces écrits ont été instrumentalisés, notamment par Togliatti, pour démontrer l'attitude stalinienne et anti-trotskyiste du fondateur de l'« *Ordine Nuovo* ». Le caractère fondamental de ces 32 cahiers est leur caractère fragmentaire, au-delà d'une spontanéité propre à un ouvrage écrit sans pouvoir ensuite le revoir et, finalement, basé sur les informations partielles dont Gramsci disposait dans la prison de Turi et dans l'hôpital de Formia. Même Gramsci, humble et honnête intellectuellement, écrit en guise de note, au début du Cahier 18 :

« Les notes contenues dans ce cahier, comme dans les autres, ont été écrites au fil de la plume pour garder trace d'une réflexion rapide. Elles sont toutes à revoir et à contrôler en détail, parce qu'elles contiennent sans doute inexactitudes, faux rapprochements et anachronismes. Ecrites sans pouvoir disposer des livres auxquels on fait référence. Il est possible qu'après examen elles doivent être radicalement corrigées pour que le véritable sens du texte soit rétabli ».

On devrait aborder la lecture des *Cahiers* en faisant attention à ces remarques. Tout au contraire, les *Cahiers* ont été largement utilisés pour démontrer noir sur blanc que Gramsci était non seulement contre Trotsky mais aussi le précurseur des Fronts Populaires.

C'est sans doute vrai, sauf un passage au début des *Cahiers* où l'on lit :

« On peut dire que la médiation dialectique entre les deux principes du matérialisme dialectique reportés au début de cette note constitue le concept de révolution permanente »²⁴.

De ce fait, les réflexions sur Trotsky sont fausses et grossières. On critique Trotsky en lui imputant des analyses qui n'étaient pas les siennes (par exemple, dans la polémique à propos de la guerre de position). Même la théorie de la révolution permanente est visée.

Au Gramsci qui écrivait en 1924 qu'« *il est bien connu qu'en novembre 1917, Lénine et la majorité du parti étant passés à la vision de Trotsky et cherchant à renverser non seulement le gouvernement mais aussi les rapports de propriété, Zinoviev et Kamenev restèrent alignés sur l'opinion traditionnelle du parti* »²⁵, se superpose un autre qui va liquider la révolution permanente comme un pur « *jacobinisme de style 1848* ». La contradiction est patente. On peut l'expliquer en supposant que le terrain de la discussion n'était pas clair pour Gramsci. Ces erreurs remontent aux analyses déjà développées par lui pendant la lutte entre Staline et Trotsky en 1924-1926.

Toutefois, sur une question stratégique et principielle comme celle du rôle indépendant et central du prolétariat dans la révolution italienne, révolution qui aurait nécessairement dû être socialiste, la fermeté de sa pensée montre qu'il partageait pour l'essentiel le point de vue du révolutionnaire russe :

« Sur ce terrain il devient possible au parti de déployer une action commune avec les partis qui, en Italie luttent contre le fascisme, mais l'action que le parti doit réaliser ne doit pas être comme celle de ceux qui sont en remorque. [...] cette entente doit nous mettre dans la condition d'indépendance politique et de suprématie vis-à-vis des autres partis antifascistes »²⁶.

Que MM. Togliatti et compagnie essaient de défendre l'idée que ces mots ne peuvent être en aucune façon une description des Fronts Populaires !

Par contre, Casciola, encore une fois saisi par la manie de faire savoir aux quatre coins de la planète quel sorte de stalinien était ce Gramsci, arrive à soutenir ce qui suit :

« Ce n'est pas un hasard si, quelques jours avant de mourir, l'intellectuel sarde [Gramsci] a fait savoir au PCI que **le Front Populaire en Italie était l'Assemblée Constituante**. La continuité stalinienne entre Gramsci et Togliatti, après l'intermezzo troisième période, était ainsi rétablie ».

Cette affirmation est opposée à tout ce que nous savons. Elle ne résulte pas d'une prise de contact avec Togliatti ou d'autres cadres dirigeants du parti. Dans l'hôpital de Quisisana il était relativement libre, sauf la surveillance externe. S'il le voulait, il aurait pu renouer contact avec le parti par le biais des proches qui

venaient lui rendre visite. Un billet, quelques petits mots. Il n'y a pas trace d'initiatives de ce genre. Gramsci s'adressait à Giulia seulement. Comment se fait-il qu'un Gramsci détaché de tout, prenne une telle position ? Pourquoi Casciola ne cite-t-il pas les textes d'après lesquels il cite cette phrase [...] ? Non, les falsifications staliniennes, pas plus que les « *faux* » des sectaires et des réformistes ne pourront enterrer la pensée marxiste d'Antonio Gramsci.

En guise de conclusion

Ces pages n'ont pas la prétention d'épuiser la « *question Gramsci* ». Nous avons cependant voulu rendre justice au marxiste italien. Les déformations de sa pensée ont été innombrables dès l'après-guerre. Il était en revanche capital de souligner que sur les questions décisives portant sur la situation italienne (la seule qu'il aborda de façon approfondie dans ses études), sa vision coïncidait pour l'essentiel avec celle de Léon Trotsky. Gramsci était tout à fait étranger aux méthodes staliniennes ! Comment, d'autre part, pourrait-on justifier l'amitié et le souci attentif avec lequel **Bordiga** s'occupe de Gramsci au *confino* et au cours du bref séjour de Formia. **Peregalli**, historien sans doute non gramscien, mais sérieux et préparé, nous dit à ce propos :

« A Ustica, où les militants de la gauche au sein du groupe des communistes aux confins constituaient une minorité combative, il y eut le violent conflit à Lipari d'août à novembre 1927. Cela avait à voir aussi avec les critères organisationnels adoptés sur la proposition de Bordiga, Gramsci et Maffi, qui, quoique différant dans leurs analyses sur le partage de la discipline de parti » et aussi le fait que « Bordiga a raconté, je ne sais pas si c'était à sa sœur ou sa femme, que, se souvenant des goûts de Gramsci au *confino*, il lui préparait des *manicaretti* qui arrivaient à Formia par l'intermédiaire de Cusumano qui avait des relations avec la famille Bordiga »²⁷.

Cette estime était sans doute réciproque, ce qui n'était pas le cas avec Togliatti :

« Il faut souligner que pendant cette période Nino écrivit à Bordiga mais pas à Togliatti, quoique ce dernier fut devenu entretemps le secrétaire du parti. Avec Bordiga, Gramsci avait rompu politiquement mais pas personnellement, avec Togliatti : politiquement et personnellement. [...] Par la suite la relation entre Togliatti et Gramsci aurait été balayée par la lettre de Grieco de 1928, et l'analyse

selon laquelle Gramsci aurait été convaincu que Togliatti avait l'intention de lui nuire. »²⁸

De toute façon, la question n'est pas là. Ce qui compte c'est l'apport politique de Gramsci. Sa contribution, à travers les thèses de Lyon, a aidé le PCI à être l'un des derniers PC à achever sa dégénérescence stalinienne autour de 1930, après l'exclusion des « *trois* ». D'un autre côté, son influence politique fut centrale pour la future évolution vers le trotskysme de **Tresso, Leonetti et Ravazzoli**. Les protagonistes eux-mêmes l'ont reconnue. Ce sont les véritables contributions de Gramsci à la cause du communisme.

Bien sûr, il faut nommer les choses de leur vrai noms et ne pas dissimuler ni les limites ni les erreurs. « *Les anachronismes grossiers découlent fatalement de la répugnance à considérer l'homme vivant dans son évolution* ». C'est ainsi que Trotsky, dans sa biographie inachevée de Lénine, portait un coup mortel aux historiens staliniens qui peignaient le dirigeant d'Octobre comme un Christ biblique, non comme un athée révolutionnaire.

Pietro Tresso, Blasco, écrivit à la mort de Gramsci :

« Gramsci est mort, mais pour le prolétariat, pour les jeunes générations qui viennent à la révolution au travers de l'enfer fasciste, il restera toujours celui qui, plus que tout autre, a incarné les souffrances, les aspirations et la volonté des ouvriers et des paysans pauvres d'Italie au cours des vingt dernières années.

Il restera un exemple de droiture morale et de probité intellectuelle absolument inconcevables pour la congrégation des pique-assiettes staliniens dont le mot d'ordre est de "s'arranger".

Gramsci est mort, mais après avoir assisté à la décomposition et à la mort du parti qu'il avait puissamment aidé à créer et après avoir entendu les coups de revolver de Staline qui abattirent toute une génération de vieux-bolcheviks ».

Notes

1. Togliatti : *La formazione del gruppo dirigente del partito comunista italiano*, p.12.
2. Berti : *I primi dieci anni di vita del PCI*, p. 38.
3. *Bulletin de la NOI*.
4. De Regis : *La svolta del Comintern*, p. 58.

5. Massari : *All'opposizione con Gramsci e Trotsky nel PCI*, p. 38.
6. Berti, *op. cit.*, p. 274.
7. *Ibid.*, p. 280.
8. Berti, *op. cit.*
9. *Ibid.*
10. Bruno Tosin : *Con Gramsci*, pp. 93, 98 et 103.
11. Athos Lisa : *Memorie*, p. 95.
12. *Ibid.*, p. 89.
13. *Bulletin de la NOI*, n° 3.
14. *Bulletin de la NOI*, n° 10.
15. Leonetti : *Un comunista*, p. 178.
16. Casciola : *Appunti di storia del trotskismo italiano 1930-1945*.
17. G. Fiore : *Vita di Antonio Gramsci*, p. 292.
18. *Ibid.*
19. Casciola, *op. cit.*, pp. 95-96.
20. Tosin, *op. cit.*, p. 98.
21. Fiore, *op. cit.*, p. 297.
22. Massari, *op. cit.*
23. Azzaroni : *Blasco*, p. 35.
24. *Quaderni*, pp. 456-457.
25. Togliatti, *op. cit.*, p. 187.
26. Lisa, *op. cit.*, pp. 87-89.
27. Peregalli : *Bordiga. Gli anni oscuri*, pp. 176 et 213.
28. *Ibid.*, pp. 171-172.

Pierre Broué

L'internationale communiste et les Brigades internationales

Nous publions ici une communication sur les Brigades internationales
J'aurais voulu étendre ma contribution à l'ensemble de la durée de l'intervention en Espagne des Brigades internationales. Malheureusement je n'ai pu avoir communication, quand j'étais à Moscou, des importants dossiers qu'a travaillé plus tard à Barcelone **Pélai Pagès**. Malgré des promesses réitérées, orales et écrites, je n'ai pu, en vue de ce travail, en obtenir copie. Je me suis donc contenté de traiter du début des Brigades. Pélai Pagès a résumé les documents qui m'ont manqué et il faudra aller chercher les éléments d'une histoire complète dans nos deux communications.

On peut dire qu'aux mois de juillet et août 1936, dans les deux premiers mois – décisifs – de la guerre d'Espagne, Staline a fait le grand écart politique. Comment maintenir une politique de non-intervention, et répondre en même temps aux aspirations des masses populaires et des membres des partis communistes où s'exprime un fort courant pour aider l'Espagne ? La création des Brigades internationales est un premier élément de réponse à des exigences contradictoires, mais elle a été saisie comme le premier pas d'une aide.

Il n'est pas douteux que c'est le gouvernement soviétique ou plutôt le bureau politique, Staline et ses proches collaborateurs, qui ont décidé de les

créer, à la fois pour éviter un effondrement républicain qui aurait coûté cher, pour disposer en Espagne d'un atout militaire et pour couper l'herbe sous les pieds des initiatives internationalistes qui se multipliaient en Espagne de façon inquiétante pour Staline et ses préoccupations de rétablissement de l'ordre et de légalité destinées à séduire les puissances occidentales.

Des initiatives dispersées et inquiétantes

Les premiers combattants étrangers dans les rangs des milices ont été des athlètes venus à Barcelone où devaient avoir lieu les Olympiades populaires. On situe dans une fourchette de 170 à 300 le nombre de combattants qu'ils fournirent.

Les anarchistes catalans ont eu dès le début de petits groupes étrangers dans leurs propres colonnes de la CNT-FAI, le *groupe international de la colonne Durruti* où servirent **Simone Weil** et **Emile Cottin**, auteur d'un attentat contre Clemenceau. Ils bénéficiaient aussi des services d'un officier d'artillerie français de la Première Guerre mondiale, vivant en Espagne, le capitaine **Louis Berthomieu**, qui commandait un groupe dans la colonne Durruti.

C'est un italien du groupe *Giustizia e Libertà* de Carlo Rosselli, **Mario Angeloni**, qui fonde la *Légion italienne de la colonne Ascaso* (CNT-FAI) ; tué au bout d'une semaine, il est remplacé par **Carlo Rosselli** lui-même.

Sans attendre d'ordre, des militants communistes viennent combattre en Espagne, comme le jeune communiste italien **Nino Nanetti**, parti de Toulouse, arrivé à Barcelone le 20 juillet, au front le même jour à la tête d'un bataillon de JSU, *Octubre*.

Le POUM en Catalogne crée la Colonne *Lénine*, une centaine d'internationaux dirigés par un ancien du PC italien l'oppositionnel bordiguiste **Enrico Russo** ; elle quitte Barcelone le 10 août pour le front d'Aragon.

Le communiste allemand **Hans Beimler** constitue en août, au sein d'une colonne du PSUC, une *Centurie Thälmann*, d'une soixantaine d'émigrés de langue allemande intégrée à la *Colonne 19 juillet* du PSUC. Au même moment, le français **Jules Dumont** arrivé le 20 août constitue la *Centurie Commune-de-Paris* au sein d'une autre colonne du PSUC.

André Marty fait venir un ancien sous-officier de la coloniale, recommandé par le député Môquet, **Jean Marie François** dit **Geoffroy**. Parfaitement inadapté, il repart immédiatement.

Le capitaine en retraite **Jacques Ménachem**, commande à Irun des volontaires français. Ces hommes et un groupe italien combattent jusqu'à leur dernière cartouche. Le chef des Italiens, **Remigio Maurovich**, dit **Gorizia**, est tué.

Ailleurs, c'est un foisonnement. D'abord, il y avait des communistes étrangers sur place, **Fernando Di Rosa**, officier de réserve, qui sort de prison après avoir commandé les milices socialistes en octobre 1934, **Vittorio Vidali**, qui représentait le Secours rouge et **Ettore Quagliolini**. Le premier devient **Carlos Contreras**, **comandante Carlos**, organisateur du Vème Régiment et le second **Pablo Bono**.

Des officiers arrivent. Le lieutenant-colonel français **Jean Vincent** (il est républicain, en retraite au Maroc et rejoindra le PCF après la Résistance, à la Libération) s'est mis au service du gouvernement espagnol. Si l'on en croit un rapport de **Vital Gayman**, les jeunes communistes parisiens **Pierre Georges** (futur Fabien) et **Marcel Pimpaud** sont venus aussi de leur propre initiative ; le premier est si jeune qu'on va d'abord le garder au QG des Brigades comme garde du corps de Marty.

Manfred Stern, ancien officier de l'armée austro-hongroise devenu soviétique avec son ralliement à la révolution, arrive à Madrid le 27 août, dans un petit avion chahuté par l'orage, avec le nouvel ambassadeur de l'URSS, **Marcel Rosenberg**, il est mis au service du gouvernement espagnol. L'italien **Luigi Longo** arrive à Madrid en août, envoyé par le PC italien, revient en septembre. Au début du mois s'est formée au sein de la *Colonne Libertad* du PSUC, la *Centurie Gastone Sozzi*, avec 86 italiens de France, dont le commandant est un communiste récemment évadé d'Italie, **Angelo Antonini**, et le commissaire, un ancien des *Arditi* et de l'OMS au Brésil, **Francisco Leone**.

Seule l'Internationale communiste avait assez de forces de liens, de surface en un mot, pour organiser un vrai corps international, son « armée », solution qui, pour elle, si elle décidait une intervention, présentait d'énormes avantages. L'idée de former une telle unité était venue à **André Marty** devant la lutte des premiers internationaux.

Le communiste français **Vital Gayman**, le commandant **Vidal**, a raconté l'arrivée en Espagne des premiers futurs chefs interbrigadistes qui ne venaient ni en touristes, ni en mission officielle :

« **Marty** était l'homme qui le premier en avait eu l'idée. Il avait apprécié la valeur énorme du concours (...) des camarades volontaires internationaux arrivés par petits groupes ou individuellement (...) en juillet et août 1936 et immédiatement compris que, pour obtenir le rendement maximum des connaissances, du dévouement, de l'esprit de sacrifice qui animaient ces volontaires, il était nécessaire de les grouper (...).

Avec lui, à Madrid, se trouvaient à la fin du mois d'août, **Vidal**, **Kléber**, puis **Blanco**, **Dumont**, etc.

« **Vidal** était officier pendant la guerre de 1914-1918 dans l'armée française. Il était arrivé à Madrid vers le 20 août 1936, avait collaboré à divers organismes politiques et militaires de la République, notamment avec le Ve Régiment, et avait été nommé par Largo Caballero à l'Etat-Major central, section Opérations.

De même **Blanco**, officier autrichien, avait participé à la guerre civile en Union soviétique, était arrivé en Espagne début octobre.

Nicoletti était un ancien député italien, arrivé par bateau à Alicante et dirigé tout de suite sur Albacete.

Gallo, ancien officier du génie italien, militant du mouvement ouvrier révolutionnaire, était à Madrid depuis le mois d'août 1936 ».

Comme l'a montré un procès-verbal découvert par Michel Panteleiev pour aider à la recherche de Skoutelsky, la décision de créer des Brigades internationales a été prise formellement *à Moscou le 18 septembre 1936*. Des hommes comme **Nino Nanetti**, **Hans Beimler**, **Jules Dumont**, déjà au combat, constituaient, au front, pour les communistes, une petite référence. Leurs dirigeants avaient compris qu'ils devaient à tout prix devenir la référence. Il revint aux interbrigadistes – c'était leur nom désormais – de gagner cette bataille-là.

La Comintern et l'encadrement des Brigades internationales

Au lendemain de la guerre civile en Russie s'était déroulée dans le parti et l'Armée rouge une intéressante discussion sur ses leçons. Au cours de ce débat, le jeune Mikhaïl Toukhatchevsky, un des plus brillants des chefs militaires de la jeune génération, mit en avant l'idée d'une armée de l'Internationale, partie

intégrante de l'Armée rouge, destinée à soutenir les luttes prolétariennes et nationales à venir. Ce point de vue, combattu par Trotsky, ne fut finalement pas retenu. Pourtant certains auteurs en virent une concrétisation dans l'organisation en Espagne en 1936 des Brigades internationales.

Les cadres relevant de Moscou

Une partie de l'encadrement – certains officiers du rang – et la quasi-totalité du commandement des Brigades internationales furent en effet composées d'hommes venus de Moscou, qui n'appartenaient à aucune des nationalités soviétiques, mais qui servaient dans l'Armée rouge ou qui y avaient reçu leur formation d'officiers.

On connaît mal ce groupe à cause des origines de ses membres et aussi, souvent, de leurs tâches spéciales. une partie d'entre eux seulement a été affectée à l'Espagne et nous discuterons de cette question plus loin.

Schématiquement, il y a un premier groupe important de ces officiers qui sont d'anciens prisonniers de la Première Guerre Mondiale, gagnés au bolchevisme pendant leur captivité, et qui ont servi à l'Armée rouge et comme officiers de renseignement dans le monde pendant la guerre civile et dont certains ont reçu des missions au titre de l'Internationale...

Dans ce groupe figurent notamment des officiers austro-hongrois, **Deszö** ou **Desider Fried**, **Ferenc Münnich**, **Maté Zalka** et le très brillant officier d'état-major **Otto Steindrück**, qui a combattu aux côtés des bolcheviks, et a été affecté, comme le Bukovinien **Manfred Stern**, au 4^e bureau de l'Armée rouge qui les a envoyés dans tous les pays du monde accomplir des tâches dangereuses. Le hongrois **Ferenc Munnich**, après les mois de la guerre civile russe, a été commissaire politique dans son pays. Certains yougoslaves, comme les Croates **Vladimir Copic** et **Josip Broz** (futur Tito) sont revenus ensuite dans leur pays. Le chef des premières « Brigades internationales », les combattants organisés à Budapest pour défendre la révolution hongroise, le croate **Ivan Matuzovic**, et le jeune serbe **Danilo Srdic** sont restés en URSS à la fin de la guerre civile : Srdic est devenu général dans la cavalerie rouge.

Le deuxième groupe est celui des combattants de la révolution en Europe qui sont allés achever leur formation militaire supérieure dans les écoles et académies militaires d'URSS et dont une partie a ensuite quitté ce pays. Il est

très fourni, particulièrement en Allemands. L'élève-officier **Hans Kahle** a rejoint les spartakistes à Berlin et participé aux combats de rue de 1919, puis il suit en URSS un cours supérieur et il commande un régiment. **Erich Wollenberg**, lieutenant de réserve, ancien combattant, a rejoint l'Armée rouge de Bavière avec d'autres officiers, **Wolfgang von Wiskow**, **Ernst Günther**, **Karl Gröhl**, et complété ensuite sa formation en URSS, où il a commandé un régiment. **Wilhelm Zaisser**, un instituteur devenu lieutenant, a participé aux mutineries sur le front Est, puis devenu communiste, a suivi des cours de formation supérieure en URSS. **Hans Kippenberger**, ancien lieutenant de l'armée impériale, ancien chef du *M. Apparat* du KPD, a suivi des cours de l'académie de guerre de l'URSS. Le jeune polonais **Karol Swierczewski**, engagé dans l'Armée rouge à dix-huit ans, replié avec elle, est devenu colonel et professeur d'école militaire. Et bien entendu, il y a également des Hongrois. Nous n'avons pas d'information sur la biographie politico-militaire du titulaire du grade le plus élevé, **Janos Galicz**, venu d'URSS, avec le grade de colonel.

Une partie seulement de ces hommes sont en Espagne. Il y a Hans Kahle, un des premiers arrivés, qui est le colonel **Hans**, Wilhelm Zaisser, devenu le général **Gómez**, Janos Galicz, devenu le colonel **Gal**, Karol Swierczewski, devenu le général **Walter**, Maté Zalka le général **Lukács**. Militants communistes, certes, mais aussi officiers soviétiques. Le plus populaire et le plus célèbre sera, à travers la défense de Madrid, Manfred Stern, devenu malgré lui le très populaire **Général Emilio Kléber**. Notons en passant que Pelai Pagès fait de lui un soviétique de naissance, ce qu'il n'était évidemment pas. Ernst Günther a servi comme conseiller soviétique dans la colonne du Durruti. A l'échelon immédiatement inférieur on trouve des colonels parfois très importants comme le Bulgare Damianov dit **Belov**, qui est en réalité le vrai patron de l'appareil à Albacete et contrôle tous les officiers communistes des brigades, ses compatriotes, Kozovsky devenu **Petrov**, Radoinov dit **Radionov** et les Italiens Bianco dit **Krieger**, tous affublés de nouveaux pseudonymes destinés à empêcher leur identification. Vital Gayman est devenu le commandant **Vidal**.

Un troisième groupe est celui des militants qui ont fui leur pays et la répression pour se réfugier en URSS. Quelques-uns des plus vaillants des combattants, chefs de milices et des jeunes gens de valeur qui se portaient volontaires, ont alors été envoyés dans les écoles militaires soviétiques. Ce sont

essentiellement des réfugiés politiques avec au premier rang, bien entendu, les rescapés des Gardes rouges de Finlande, **Eero Haapalainen**, leur chef au temps du gouvernement révolutionnaire d'Helsingfors, **Tuure Léhen**, spécialiste militaire de la Comintern, connu dans ces tâches sous le nom de **Markus**, et probablement de **Köppen** mais aussi **Niilo Virtanen**, qui devient l'un des as du 4^{ème} bureau de l'Armée rouge. Les Bulgares fournissent un gros contingent, avec des militaires de profession et des chefs de milices des combats révolutionnaires de 1923, **Georgi Damianov**, **Karlo Lukanov**, **Ferdinand Kozovsky**, **Tsviatko Radoinov**, sont tous venus en URSS au lendemain de l'insurrection de 1923 ou du redoublement de la répression à partir de 1925. Les Italiens sont également nombreux : **Edoardo d'Onofrio**, dirigeant du PCd'I et **Barontini**, ancien élève de l'Académie militaire, est considéré comme un des grands spécialistes de la chose militaire. **Arnaldo Silva**, ancien dirigeant de la fédération, élève de l'Académie Frounze, entre au 4^{ème} bureau et atteint le grade de colonel, mais il est fidèle à Bordiga et à l'Opposition de gauche, est exclu du parti russe en 1930. On doit citer **Francesco Leone**, un *ardito* qui a combattu au Brésil en 1935, **Armando Cocchi**, colonel aussi, combattant en Extrême-Orient dans les années 30, **Vicenzo Bianco**, métallo turinois devenu officier soviétique également, les officiers de marine **Morandi** et **Pizzarani**.

D'Union soviétique viennent aussi pour combattre des hommes qui n'y ont pas de fonction militaire mais sont là en tant que responsables politique. **Guido Picelli**, capitaine de l'armée italienne, chef d'*Arditi del Popolo* et vainqueur du fasciste Italo Balbo et de ses Chemises noires dans l'Oltra-Torrente à Parme, ouvrier à l'usine Kaganovitch de roulements à billes de Moscou, obtient d'aller combattre en Espagne. C'est une chance que nombre de réfugiés italiens en URSS se voient refuser. Mais on l'envoie au front à la tête d'une petite unité. Plusieurs auteurs ont assuré que **Davide Maggione**, qui s'est suicidé, avait été envoyé en Espagne en tant que mari de la belle Lebedeva, convoitée par Togliatti.

Les cadres militaires venant des partis communistes

Les cadres militaires communistes venus comme volontaires ou envoyés en Espagne par les différents partis sont peu nombreux.

L'Allemand **Albert Schreiner**, vétéran du KPD, exclu puis réintégré, ancien lieutenant dans l'armée allemande, était l'un des anciens élèves d'une école militaire en URSS. Il vint de France où il s'était réfugié en 1933. Il se faisait appeler **Albert Schindler** et nombre d'auteurs n'ont pas encore percé ce pseudonyme. C'est directement d'Allemagne, juste après sa libération de camp, qui vient en 1936, **Arnold Friedrich Vieth von Golsseu**, dit **Ludwig Renn** : cet écrivain communiste était un ancien lieutenant de la Garde impériale. Un autre ancien officier allemand notable est l'écrivain **Gustav Regler**.

De France, il est venu un nombre très restreint d'officiers ou anciens officiers de carrière et moins encore d'officiers communistes. On a déjà cité **Jules Dumont**, colon au Maroc, venu au communisme par son expérience nord-africaine. Un officier de réserve a joué un grand rôle. Il s'agit de **Vital Gayman**, déjà rencontré, ancien dirigeant des JS puis des JC, à l'écart depuis une dizaine d'années, envoyé à Madrid par le PCF au PCE à l'initiative d'André Marty, ayant refusé d'entrer directement au service du gouvernement espagnol, mais tenu Marty informé. Le lieutenant-colonel **Jean Vincent** n'est pas membre du PCF à cette époque. En novembre arrive un capitaine de réserve qui sera un des chefs interbrigadistes les plus populaires, **Joseph Putz**, qui n'est pas communiste lui non plus.

En Grande-Bretagne, on dirait que l'on a recherché des militaires atypiques. Les anciens militaires sont, à une exception près, des marginaux de l'armée, héros des différentes mutineries dans l'armée et la flotte britanniques : **Fred Copeman**, meneur de la mutinerie dans la flotte en guerre à Invergordon, **Jack Cunningham**, de celle des Highlanders à la Jamaïque en 1920, **Tom Wintringham**, ancien étudiant, mais agitateur de la marine en 1918. Il y a un seul officier authentique, un ancien de la Garde royale, **George Montague Nathan**, haut en couleurs, le seul officier juif et probablement le seul homosexuel de ce corps d'élite, dont on ne découvrit que des années plus tard qu'il avait participé aux actions terroristes des nationalistes irlandais dans les années vingt.

Luigi Longo, responsable du PCI dans l'émigration, est lieutenant de réserve. Il a séjourné un mois à Madrid, y a rencontré Vidali et les chefs du Ve

Régiment à qui il a remis solennellement un drapeau de son parti. Après un bref retour à Paris, il revient fin septembre, clairement désigné comme un des chefs des Brigades à naître. Il va s'appeler **Gallo**.

Ce ne sont pas évidemment ces hommes qui auraient pu encadrer une « armée de la Comintern ». Ils y apportent une utile contribution, loin des projecteurs.

Les cadres militaires-politiques des Brigades

On va retrouver les politiques, sous des « noms de guerre », à Albacete et sur les fronts d'Espagne. **André Marty** et **Luigi Gallo (Longo)** sont inspecteurs généraux, commissaires politiques suprêmes en quelque sorte, juste au-dessous du principal responsable, à partir de juillet 1937, l'envoyé de la Comintern, son premier secrétaire après Dimitrov, Palmiro Togliatti dit ici **Alfredo**. Il est secondé par celui qui prend en charge la Catalogne, le Hongrois Ernő Gerő, dit **Pedro**, le Bulgare Stepanov, dit **Moreno** et l'Argentin Codovilla dit **Luis** et **Medina**.

Dans la commission préparatoire autour des deux premiers, on a aperçu le responsable des questions militaires dans l'Internationale, **Tuure Léhen**, qui, sous le nom de **Markus**, ne fait ici qu'une brève apparition, et le responsable de la formation militaire, **Deszö Fried**, désormais colonel **Blanco**, le premier instructeur des Brigades, est l'un des premiers à tomber dans la défense de Madrid.

Encadrement politico-policier

La pyramide des commissaires politiques exprime sans doute mieux encore non seulement le contrôle, mais la subordination des Brigades internationales à l'Internationale communiste, c'est-à-dire à l'appareil international dirigé et contrôlé par Staline. Si l'on considère les militants du PC français, des hommes de fer comme **André Heussler**, **Pierre Rebière**, **Auguste Lecœur**, on comprend qu'il s'agissait d'une affaire sérieuse. De même on a relevé la réputation détestable – méritée ou non – de l'ex-avocat belge **Jean Bastien**, chef de la compagnie-école d'Albacete et membre de la « commission juridique », dont le titre anodin camouflait un conseil de guerre qui prononçait des sentences de mort.

On ne sait rien d'interbrigadistes grecs incontestablement présents, mais l'arrivée en Espagne d'un agent notoire, personnellement coupable du meurtre d'un oppositionnel, **Dimitrios Sakarellos**, montre qu'aucun secteur n'était à l'abri des entreprises de Staline et des crimes de son appareil.

Il faudrait pouvoir s'étendre sur la cas polonais où la NKVD s'est révélée très puissante avec un homme comme l'ancien dirigeant JC, le militaire **Boleslaw Molojec** dit **Edwards** et c'est le polonais **Granás**, le premier chef, à sa naissance, du SIM des Brigades internationales. Sur ce dernier il y a désaccord sérieux. Rémi Skoutelsky pense sur la base du rapport de Senez que le SIM des Brigades n'avait pas le caractère répressif du SIM espagnol, organisation policière redoutable. Les Américains Haynes et Klehr assurent en revanche avec Firtsov qu'il était placé sous le double contrôle du commissariat des Brigades et d'Orlov, hommes du NKVD et de Staline en Espagne, et citent des documents indiscutables signés d'un Américain du SIM des Brigades, **Anthony DeMaio**, dans la traque du volontaire Wallach, qui ne laissent pas de doute sur son activité.

Des accusations, venant des rangs communistes mêmes, accablent aussi le service particulier du contre-espionnage du KPD avec **Walter Ulbricht**, présent avec sa compagne française **Rosa Michel**, et ses collaborateurs **Erich Mielke** et **Karl Mewis**, leurs tchékas, leurs interrogatoires dans le style NKVD et leur permanente et fiévreuse chasse aux trotskystes. Marty réclama sa dissolution.

L'italien Vittorio Vidali, dit **Carlos Contreras**, homme du NKVD camouflé dans le Secours rouge, est toujours en action et sa compagne **Tina Modotti**, dite **Maria Ruiz**, veille et collabore aux enquêtes : c'est une lettre du commissariat des Brigades internationales, signée d'elle, qui met les tueurs sur la piste de l'officier brésilien **Augusto Besouchet**, venu combattre en Espagne ; trotskyste, il sera capturé et assassiné.

Comme toutes les « *organisations de masse* », les Brigades internationales sont donc parfaitement contrôlées de la base au sommet et l'organisation de la répression y est telle que ce serait pure folie, par exemple de la part d'un trotskyste, d'essayer de s'y engager. Bien entendu, surveillées de près, elles n'ont pas, non plus, en tant que telles, servi directement dans la répression des révolutionnaires à la gauche du PC, comme le souligne avec force Skoutelsky,

mais elles ont servi de vivier et d'abri chaque fois que c'était nécessaire et surtout inévitable.

On a découvert en Pologne en 1956 et récemment rappelé que c'était un interbrigadiste, ancien commissaire politique du bataillon Mickiewicz de la Brigade Dabrowski, **Léon Narwicz**, longtemps pris à tort pour un Russe et orthographié Narvitch, qui fut infiltré, pour les espionner, chez les trotskystes espagnols, puis dans le POUM, tenta de se lier à Nin et, démasqué, fut liquidé par le groupe d'action du POUM dirigé par Maximo Carnicero. C'est également dans les rangs des Brigades, à *Abraham Lincoln*, que les services d'Orlov recrutèrent l'un des « *espions du siècle* », comme dit la presse à sensation, l'ancien JC des Etats-Unis **Morris Cohen**.

Il n'y a donc pas de barrière étanche comme certains ont cru pouvoir l'affirmer. Tout récemment, au congrès des historiens brésiliens, le chercheur brésilien Karepovs a attiré l'attention sur une lettre adressée au PCE par le PCF le 8 août 1937, concernant deux « *anciens trotskystes* » engagés volontaires dans les Brigades, expulsés du Brésil, l'employé de banque allemand **Ernst Joske** et le juif polonais **Ejber Bajnermann**, dont on n'a pas trouvé de trace. Les papiers de **Moritz Bressler (Hubert von Ranke)** à Moscou, mentionnent l'arrestation, « dans l'affaire du POUM », de quatre combattants français des Brigades, « trotskystes infiltrés » (il s'agit de **François Cesari**, **Jean Podeur**, **Frédéric Bérout** et **Guerrino Farneti** dont, personnellement, je ne sais rien de plus).

Les interbrigadistes et la répression

Ces compromissions d'appareils ne portent nulle atteinte à l'intégrité des interbrigadistes ordinaires qui ont été tenus en général à l'écart de ces fâcheux agissements, surtout les crimes, auxquels leur élite, sans qu'ils le sachent, servait de couverture et de caution. Il faut relever aussi que la presse des Brigades répétait à satiété les accusations et menaces contre « les trotskystes » c'est-à-dire participait aux opérations de meurtre et de couverture. Même dans leurs unités séparées, en fait, certains interbrigadistes (voir les confidences de **François Mazou**) ont compris que leurs bases – Figueras, p.ex. – servaient parfois à tout autre chose qu'à la lutte contre Franco.

Il est vrai qu'il y a eu peu de défection chez les interbrigadistes dans les mois qui ont suivi la guerre. Mais, à la réflexion, ce n'est vrai que dans les pays

où il y avait une menace nazie ou fasciste immédiate et où la « division » apparaissait encore une initiative dangereuse. Ailleurs, par exemple dans les îles Britanniques, les bouches des interbrigadistes se sont ouvertes. En Angleterre, **Tom Wintringham**, glorieux vétéran de l'Internationale, et **Fred Copeman**, Marty britannique, en Irlande, le combattant **Bob Armstrong**, devenu leader du premier groupe trotskyste de ce pays, sont les symboles de la révolte des interbrigadistes contre la politique stalinienne en Espagne.

Maintenant, une question demeurée sans réponse, du moins pour le moment. Si l'on reprend la liste des militants internationaux cités plus haut, on s'aperçoit qu'en dehors d'oppositionnels déclarés comme Erich Wollenberg et Karl Grohl, dont la présence en Occident leur a permis d'échapper à la Grande Purge, la grande majorité de ceux qui manquent à l'appel et ne sont pas allés en Espagne ont été fusillés en URSS ou envoyés au Goulag en 1937 ou 1938. Des hommes envoyés en Espagne, trois seulement y ont trouvé la mort, treize ont été liquidés à leur retour en URSS, deux ont péri pendant la guerre. Une poignée de rescapés a survécu, Emilio Kleber au Goulag – Rémi Skoutelsky, dont la thèse est pourtant récente, le « liquide » encore –, quelques uns, comme **Walter Ferenc Munnich**, **Wilhelm Zaisser**, ont accédé à de hauts commandements et responsabilités, compte non tenu des « Grands », Togliatti, Longo et Marty.

Les vrais survivants, ce sont les gens du NKVD, **Ulbricht** et sa femme **Rosa Michel**, que l'ami Pagès n'a pas identifiée dans ses documents sous le nom de **Rosa Mielke**, comme **Vidali** et **Tina Modotti**, et **François Billoux**, responsable des instructeurs, dont il semble bien qu'on ait attribué les activités répressives à **André Marty** quand on faisait de ce dernier le « boucher d'Albacete », **Ernö Gerö**, le patron du PSUC et de la Généralité de la Catalogne, l'un des assassins d'**Andrés Nin** qui va revenir en URSS pour servir de secrétaire à **Manouilsky**, à la tête de l'Internationale.

Décidément, la question que nous n'avons finalement pas posée n'avait pas lieu de l'être. Il s'agissait de se demander si les spécialistes militaires qui n'ont pas été envoyés en Espagne étaient ceux qui, dès 1936, étaient voués à une mort prochaine. En fait, partis ou restés, en Espagne ou en URSS, tous, même au bout du compte les tueurs de la NKVD, étaient voués à la mort.

A quoi les Brigades internationales ont-elles servi ?

Elles ont été la troupe inébranlable à l'heure du danger, ceux qui se sont fait tuer sur place plutôt que de reculer, mais il n'était pas question d'escompter la victoire à travers elles : ce n'est pas l'objectif qu'elles recherchaient et ce ne fut jamais une possibilité.

Dans le mémoire encore inédit cité plus haut dont nous avons déjà donné des extraits, **Gayman**, le commandant **Vidal**, portait un jugement sur les capacités militaires des chefs des Brigades internationales qui restreint singulièrement la portée militaire de cette armée :

« Il faut dire que les chefs des Brigades internationales, s'ils étaient des hommes dévoués, courageux, prêts aux sacrifices, ne présentaient pas les qualités militaires ou nécessaires au commandement de Brigades ou de Divisions.

Ils étaient presque tous des chefs de partisans, non des commandants de grandes unités : Kléber, Walter, Lukács, étaient avant tout des chefs de partisans, **Gal** (...) n'était qu'un officier subalterne, dont les connaissances militaires étaient celles d'un officier subalterne d'une armée d'avant 1914. **Gomez**, s'il avait des connaissances militaires, n'avait pas l'expérience du commandement d'une grande unité. Les connaissances militaires de **Copic** étaient plus que sommaires. Seul **Hans** était un officier de l'armée allemande dont l'intelligence et les aptitudes militaires ainsi que la formation lui ont permis d'assumer, plus tard, le commandement des grandes unités, sans s'y montrer trop inférieur à sa tâche.

Quant aux autres commandants de brigades, ils furent tous des praticiens passés de commandants de compagnie à commandants de bataillon puis à commandant de brigade, alors que, dans la plupart des cas, le commandement d'un bataillon était au-dessus de leur capacités ».

On se posera, si l'on veut, la question de savoir ce qui empêcha de faire des Brigades internationales un véritable corps international en tenant soigneusement à l'écart des officiers soviétiques qui servaient de conseillers et dont certains étaient de remarquables chefs militaires. Il s'agissait bien entendu de raisons politiques plutôt médiocres par rapport à l'enjeu. L'héroïsme des combattants ne doit pas faire oublier la médiocrité des chefs, elle-même due à l'imprévoyance, à la courte vue et, à certains égards, à l'incapacité des dirigeants staliniens à prévoir et à adapter le système de combat : c'est précisément à l'héroïsme des combattants et leur sens de la discipline qu'on a demandé de compenser l'incompétence et l'irréflexion des chefs qui faisaient combattre leurs hommes comme on l'avait fait en 1914, avec déjà une guerre de retard...

C'est aussi là, formellement, l'une des énormes responsabilités de la Comintern, l'Internationale communiste. Il ne s'agit pas seulement ici de la ligne politique suivie en 1936-1939 en Espagne, mais de la profonde impréparation d'une organisation qui se dit révolutionnaire mais qui a peur de la révolution, dans une période de tournants et de changements brusques, en d'autres termes, de l'impéritie d'une organisation internationale profondément bureaucratisée, réfractaire à tout changement et toute nouveauté, donc à tout progrès, et dirigée dans sa lutte quotidienne par des béni-oui-oui terroristes terrorisés pour qui les ennemis sont plus les trotskystes que les franquistes...

Dure destinée

Les débats de l'exécutif de l'Internationale à cet égard ne sont pas susceptibles d'apporter des nuances à ce tableau. L'arrogance du « jeune » **Raymond Guyot** mandaté pour aller « redresser » les erreurs tolérées par **André Marty** et le flou des analyses de ce dernier, les interruptions brutales et sèches de l'homme qui parle en maître dans la salle, le GPUtiste **Moskvine**, devenu depuis 1935 secrétaire de l'exécutif, parlent d'elles-mêmes. Comme l'a écrit le fils de **Piatnitsky**, commentant le tragique destin de son père, exécuté après des mois de tortures, l'Internationale, l'organisation qui devait émanciper le prolétariat et l'humanité avec lui, était devenue une annexe de la police politique de Staline. Malgré l'immense dévouement, le courage, l'abnégation de la grande majorité des interbrigadistes, les Brigades internationales furent, elles aussi, instrument de cette même police politique et furent, elles aussi, les victimes du même système.

Je voudrais ajouter, en conclusion, que ce n'est pas aux Brigades internationales que se limite l'aide apportée par les militants internationaux. Il faudrait mentionner aussi les volontaires qui ont été versés directement dans l'armée espagnole, surtout ses hispano-américains, mais cela nous entraînerait trop loin.

Pierre Broué

Exil et terre d'asile

L'Institut du droit d'asile du Musée Léon Trosky de México a organisé au mois d'août un Cycle de conférences sur un thème d'histoire et d'actualité. Notre ami Pierre Broué a prononcé, le 12 août, la première, l'ouverture, sur le thème central de l'exil et de l'asile politiques. Il l'a traduite de l'espagnol pour les lecteurs de CLT.

Amis et camarades,

Je vais essayer de vous présenter, dans ce lieu historique, une réflexion à la fois historique et politique d'actualité sur deux volets d'un problème humain gravissime, l'exil comme l'asile, étoiles jumelles.

Un problème à double face qui « *explose* » aujourd'hui dans les deux sens et dans tous les pays, un problème humain avec des milliers d'impatiences et d'explications que beaucoup cherchent passionnément. Car la simple recherche d'un asile humain se pose obscurément de façon très angoissante. Un symbole sinistre, car la recherche et la quête d'un asile font partie du monde et semblent trop souvent hors de la portée de ceux qui cherchent avant tout chaleur, lumière et humanité.

Souvent cependant, la terre d'asile n'est qu'une étape, surtout pour les politiques, qui leur permet de rebondir, de contre-attaquer et de reprendre pied dans leur pays, celui qui les avait chassés ou qu'ils avaient fui.

Il n'existe pas de pays qui ait toujours été terre d'asile même si les USA ont accueilli des étrangers pendant des décennies, si non plus on ne considère pas les esclaves noirs enlevés et vendus comme des travailleurs volontaires !

A notre époque on peut dire que tous les pays sans exception sont des pays dont on s'exile et qu'un petit nombre d'entre eux seulement ont été terres d'asile.

En fait, dans le phénomène exil/asile, se trouve un double agent géographique : le pays qui est l'objet d'un rejet, celui de l'exil, que l'on quitte, celui qui est un objet de désir, la terre d'asile. Et ce sont des facteurs variables. Dans l'histoire contemporaine, nous relevons que, mis à part les Etats-Unis, débouché du trop plein européen qui les a construits, il n'est que trois pays existant déjà par eux-mêmes qui deviennent **terre d'asile** et méritent ce titre, la France de la Grande Révolution, le Mexique pendant et après la sienne, « *interrompue* » selon Adolfo Gilly qui l'a ainsi baptisée, et l'Union soviétique dans la période révolutionnaire et post-révolutionnaire immédiate.

Dans ces dernières années le problème baptisé, avec quelque mépris raciste, celui de « l'émigration », concerne par ses implications le monde entier, un monde qui, cette fois pour des millions d'hommes et de femmes, est devenu ce qu'il fut autrefois pour Léon Trotsky, une « **planète sans visa** », peuplée de « **sans-papiers** », de garde-frontières et de tragédies quotidiennes.

La France terre d'asile

La France révolutionnaire fut généreuse, distribuant nationalité et citoyenneté à qui venait les chercher. Ils étaient démocrates ou libéraux, le plus souvent patriotes. L'anglo-américain **Tom Paine**, élu député, batailla pendant des années à Paris. Le Prussien. **Anacharsis Cloots**, également député, Jacobin, un vrai « *gauchiste* » de l'époque fut le champion de « **la guerre contre les tyrans** ». Et l'on sait aujourd'hui que les Italiens eurent un rôle exceptionnel dans le domaine des idées et pas seulement avec les premiers balbutiements du communisme sous **Filippo Buonarroti**.

L'Américain Cliff Conner vient de nous informer sur d'autres exilés à Paris, les partisans de l'indépendance de l'Irlande, l'extraordinaire colonel

Despard, protestant irlandais, officier anticolonialiste, ancien lieutenant de l'amiral Nelson, l'Irlandais **Wolfe Tone** qui fit appel au Directoire mais le débarquement du corps expéditionnaire français échoua à cause de la tempête coupant du gros de la flotte le navire du commandant en chef, **Lazare Hoche**.

Si les politiciens manquent de courage et de largeur de vues, la tradition, elle, continue, la superstructure survivant là où l'infrastructure l'avait fait naître. En ce milieu du XIXe siècle, nombre de révolutionnaires chassés de leur pays se réfugient en France et l'on peut citer parmi les bénéficiaires de cet asile les noms de **Karl Marx** et de **Garibaldi**.

La tradition rebondit évidemment avec la Commune de Paris. Les militants révolutionnaires européens cherchent certes un asile mais pour contribuer au combat qui ouvre la voie au leur. Il y a là des militants comme le Hongrois **Léo Frankel** et cette Russe socialiste et féministe, la très belle **Elizaveta Dimitrieva** mais aussi des militaires, les Polonais **Wroblewski**, **Dombrowski**, **Okolowicz**. Comme les Irlandais de la Grande Révolution française, ils servent la révolution du moment, celle qui prépare la leur, celle de demain. Ainsi, du patriotisme émerge, en plein combat armé, l'internationalisme.

Mais en attendant, dans le Mexique surchargé de cris de mort, dans cette presse assoiffée de sang qui rêve tout haut de faire rouler les têtes intelligentes, Trotsky et Mella sont en danger.

La Russie soviétique terre d'exil

L'idée est au premier abord surprenante. Pourtant, les premières années de pouvoir soviétique s'étaient avec bonheur inspirées de la politique généreuse de la Révolution française en matière de nationalité et de citoyenneté.

La période stalinienne a balayé tout cela et c'est l'une des grandes tragédies dues à la dégénérescence de la Révolution russe que nombre de militants qui s'y étaient établis à l'invitation du gouvernement de Lénine y furent passés par les armes après quelques années.

On peut distinguer dans un premier temps des hommes ou des femmes menacés dans leur existence même, ensuite, des groupes importants de la population soit dans les zones qu'on vient de prendre et qui sont démunis de tout ; soit parce qu'on sait ce qu'ils veulent et ont su faire. Mais l'expérience est faussée et le meilleur des enquêteurs est, comme tout le monde, aveugle devant

une « *manifestation* » faussée dans ses résultats, ensuite, par le chemin de fer souterrain, les individus ou les petits groupes fuyant la répression se réfugient dans le giron de la puissance protectrice.

Il y a là des réfugiés célèbres : le leader des IWW américains, les *wobblies* **Bill Haywood**, le chef de la révolution hongroise **Béla Kun**, le guerillero urbain allemand **Max Hoelz**, le Bulgare **Giorgi Dimitrov**. Les Français, qui constituèrent un temps un petit groupe avec **Pierre Pascal**, **Jacques Sadoul**, **Marcel Body**, **Henri Guilbeaux**, restés d'abord pour éviter une condamnation au pays, prennent le risque ou négocient leur retour.

Il y aura aussi une immigration ouvrière italienne importante : des combattants de rue contre le fascisme qui risqueraient leur vie en restant au pays. Ils seront nombreux à perdre la leur en URSS et leur séjour finit souvent tragiquement.

En dehors de ceux-là, il y a encore à chaque étape de combats en Europe des groupes très importants, les millions de civils fuyant les combats et les bombardements et puis, par le chemin de fer clandestin tous ceux qui ne veulent pas vivre dans un territoire « *ennemi* ».

Les groupes ? Des milliers puis des dizaines de milliers des pays voisins, des Polonais avec une série de dirigeants du PC, les Finlandais, des Espagnols, dont beaucoup d'enfants. Pour un bilan, disons simplement qu'il y avait un énorme malentendu à prendre l'URSS stalinienne pour un pays d'asile et que beaucoup l'ont payé cher.

Le Mexique terre d'asile

Le Mexique a aussi sa révolution, « *interrumpida* » comme l'a caractérisée **Adolfo Gilly**. Il ne fait pas exception à la règle et sa révolution inachevée devient un facteur d'attraction pour les jeunes insoumis. On les appellera les *slackers*, ces jeunes Américains qui refusent de faire la guerre. Ils donneront au CPA plusieurs de ses premiers dirigeants.

Mais le continent latino-américain s'agite et l'on voit éclore nombre de partis nouveaux, socialistes, nationalistes, populistes. C'est encore une tendance latino-américaine qui se dévoile dans le nombre de ces mouvements d'une amplitude latino-américaine.

Relevons ici quelques organisations à l'échelle de toute l'Amérique latine : l'Opposition de gauche compte à sa tête, outre l'Ukrainien **Golod**, le Nord-Américain **Blackwell**, avec le Cubain **Julio Antonio Mella** et le Mexicain **José Revueltas**.

Mella, encore lui, avec un Bolivien et un autre Cubain, fonde l'ANERC, association d'immigrés indépendante du PC, qui prépare un débarquement à Cuba. Et, pour mémoire, rappelons que c'est le projet de Mella que **Fidel Castro** a repris au Mexique pour aller débarquer à Cuba avec le rafiote *Granma*. Les deux décennies qui nous intéressent sont très agitées pour l'Amérique en général et le Mexique, un peu moins instable, va voir grandir son rôle de terre d'asile.

Périodiquement, il y a une vague de répression et ceux qui y échappent se retrouvent au Mexique où ils rencontrent d'autres latino-américains, ce qui les conduit tous à donner un caractère plus latino-américain à leur travail et à leur orientation politique.

Toute une direction politique, celle de l'APRA, entame la discussion de biais puis de front avec Trotsky. Des problèmes surgissent dans la discussion, dont celui du stalinisme, de nouveaux problèmes d'organisation aussi. Après le vétéran **Mateo Fossa**, de Buenos-Aires, c'est le jeune **José Luis Velazquez** qui vient de Lima pour consulter Trotsky. Dans son sillage l'Amérique latine est bel et bien entrée dans l'histoire dont le président indien **Lazaro Cardenas** en 1937 lui avait donné la clé sous la forme du visa d'asile.

Les résultats

Il serait vain de dissimuler que cette discussion a tout de l'embuscade. Les tueurs sont sur place et les victimes désignées le savent : ce sont les risques de leur métier. Mella est assassiné d'abord, Trotsky ensuite. L'afflux des réfugiés créait une situation difficile à maîtriser et ils le savaient. Mais la vie c'est la lutte et le risque. Ces hommes ne sont pas morts pour rien.

Grâce à eux, les années 20/30 ont vécu une révolution dans le domaine des idées politiques avec le développement d'une pensée marxiste à partir du travail de celle de Trotsky, sans commune mesure avec le catéchisme servi par les partis staliniens. On se trouve en présence d'une analyse concrète renouvelée, inscrite dans le temps et le mouvement, tenant compte de particularités nationales et régionales, de facteurs subjectifs jusque là ignorés par une mécanique aveugle.

C'est aussi en effet une révolution dans les connaissances, car l'Amérique Latine est dans le détail et dans son mouvement ;

L'horizon change avec la prise de conscience qu'il existe une communauté latino-américaine vivante et en développement, où le mot d'ordre des Etats-unis socialistes d'Amérique latine va renouer, inévitablement, avec la vieille tradition de **Bolivar**, conquérir l'indépendance pour s'unir.

Parallèlement la discussion sur l'Amérique latine débusque des problèmes qui se posent ailleurs : le rapport entre la libération nationale et l'émancipation sociale, le rôle du prolétariat dans la lutte pour les transformations démocratiques et bien d'autres problèmes théoriques et pratiques comme le rôle du prolétariat dans l'administration de la société, une discussion lancée par une autre portant sur le rôle des syndicats dans l'administration des chemins de fer du Mexique.

Le débat s'élève parfois à une grande hauteur. L'un des thèmes omniprésents et sous-jacents est celui de l'unité que le prolétariat doit réaliser ; **l'unité anti-impérialiste**, comme le voudraient les nationalistes mexicains et en partie les cardénistes, *ou l'unité antifasciste* qui se ramenait à la nouvelleté union sacrée, la prise de position contre l'Allemagne dans la guerre mondiale... porte ouverte à l'union sacrée contre la Révolution.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, le visa mexicain accordé à Trotsky par le Président Cardenas, général et Indien – double trait manifestant l'héritage révolutionnaire – a permis la tenue au Mexique, à Coyoacan, du contre–procès organisé par la commission Dewey sur les procès de Moscou. Il faut le dire avant de conclure et le souligner avec force : la décision de Cardenas d'accueillir Trotsky, et de lui donner asile au Mexique était non seulement une décision conforme aux principes démocratiques qu'il défendait et pour lesquels il avait été élu, mais elle était aussi un défi au stalinisme, à sa prétention de détenir la vérité, à ses accusations, mensonges, calomnies ainsi qu'à ses méthodes de bandits. Il était certain que le tribunal allait démasquer les menteurs et proclamer la vérité. En recevant Trotsky, en acceptant que la commission siège au Mexique, Lazaro Cardenas a démontré qu'il croyait au triomphe de la vérité, en révolutionnaire véritable.

Et dans ce musée de l'exil, nous voyons la démonstration dont le monde a aujourd'hui besoin : la libre circulation (l'exil), l'accueil (l'asile) sont des étapes fécondes et nécessaires dans la naissance d'un monde fraternel et en paix auquel nous aspirons tous.

Les départs

Robert Chéramy (1920-2002)

Mon ami, mon camarade

Il était d'une famille pauvre et me parla souvent de la dure vie de sa mère, femme de ménage à Sartrouville, dont il fut le trésor et la richesse. Brillant enfant de la République, boursier de l'enseignement primaire puis primaire supérieur, élève de l'Ecole Normale Supérieure de Versailles, reçu à l'E.N.S. de St Cloud, agrégé d'histoire, il était professeur à Châlons sur Marne en 1945.

J'avais 18 ans et plusieurs années d'expérience politico-militaire, venais de rejoindre le PCI et je l'y introduisis. Je le perdus ensuite de vue pendant plusieurs années et nous nous sommes retrouvés en 1955, lui membre du B.N. du SNES, militant de l'EE très apprécié des autonomes. Il pensa que je serai un bon lieutenant, tête de pont chez les jeunes, et m'aida à gagner ce pari faisant de moi un militant populaire, acceptant les tâches obscures comme les CAPN alors qu'il était le politique. Mais nous étions une belle équipe, et le travail sur l'Algérie et la Hongrie 56 eut des résultats dont une solide « fraction » dans le SNES et un groupe dynamique au S3 de Paris avec Letonturier et Paul Ruff, une rencontre avec Balázs Nagy. Au SNES, nous avions une très solide fraction syndicale, très enviée et jalouée. C'est sur ce travail que Robert devint secrétaire du SNES puis adjoint à la FEN. Lucienne avait toujours été près de lui, lui donnant son assise d'homme tranquille.

Pendant ce temps, le travail syndical du PCI connaissait un âge d'or. Chéramy prêtait à Lambert ses immenses qualités humaines pour le bénéfice du groupe. Nous en avions tous conscience. Lambert écrit dans *IO* que, pour s'être laissé gagner par le PSA où on l'avait envoyé « *en fraction* », Chéramy ne fut

pas exclu car Lambert écoute son cœur et trompe sa mémoire : il rédigea une motion d'exclusion qu'il voulait défendre et une contre l'exclusion qu'il voulait me confier. Je refusai. J'ai oublié la suite sauf que tout cela m'écœurerait.

Je savais que Robert serait exclu, je ne voulais pas y mettre la main. Je l'ai revu brièvement quand il était au PSU puis quand Lambert m'a envoyé à l'Elysée pour savoir de lui ce que Mitterrand pensait de... Cambadélis. Je fus frappé de voir Robert parler avec le même respect irrespectueux, la même ironie amusée de François Mitterrand, comme de Lambert auparavant. La belle aventure militante était terminée. La vie nous a beaucoup appris et nous sommes loin d'avoir toujours eu tort. Ce passé, c'est le mien, le nôtre, j'en suis fier et je veux qu'on le respecte. C'est mon affaire.

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *OEuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 27, rue de Taine, Paris (12^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 14 €

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**